



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

OCTOBRE - NOVEMBRE 2021

N°209

TOME II

SOMMAIRE
RAA OCTOBRE - NOVEMBRE 2021
N°209
TOME II

PAGES

TOME I

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 23 novembre 2021*) **3**

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du mois de novembre 2021*) **2**

PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (des mois d'octobre et de novembre) **445**

PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS (des mois d'octobre et de novembre) **500**

PARTIE 2 DECISIONS

PARTIE II

Conseil du 23 novembre 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MD2021-154	Décision relative à un avenant n°1 – Convention d'occupation temporaire du domaine public – Piscine Olympique Angelotti – Société ABCLM Fitness – Autorisation de signature	12
MD2021-155	Décision relative à un avenant n°1 – Convention d'occupation temporaire du domaine public – Piscine Olympique Angelotti – Société Swiim – Autorisation de signature	15
MD2021-265	Décision relative au renouvellement d'adhésion Adullact	18
MD2021-331	Décision relative au marché n° 5009DS17 – Prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre nautique Neptune à Montpellier – Contrôle technique et Coordination Sécurité et Protection de la Santé – lot n°1 – Mission de contrôle technique - Avenant n°2	20
MD2021-505	Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclière pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du Puits et le chemin du Bois – Avenant n°1 – Autorisation de signature	23
MD2021-509	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°4875AT17 – RD17E11-Maîtrise d'œuvre – Création d'une piste mixte – Commune de Montferrier sur Lez – Autorisation de signature	26
MD2021-512	Décision relative à la garantie d'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 6 logement sociaux – Résidence « les Bastides », 250 rue des Genêts à Villeneuve-les-Maguelone – Convention – Autorisation de signature	28
MD2021-518	Décision relative à la résiliation de la convention portant sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle sur les communes de Montpellier et Lattes	31
MD2021-520	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de financement 2021 auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) dans le cadre du dispositif DEMOS – Convention d'objectifs et de financement - Approbation	34
MD2021-558	Décision relative au classement dans le domaine public de plusieurs Chemins Ruraux sur la commune de Clapiers	36
MD2021-560	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 50 logements sociaux - Résidence ' Le Clos des Vignes ' - ZAC Cantausse, lot C11 à Saint-Brès - Convention - Autorisation de signature	39
MD2021-564	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 28 logements sociaux - Résidence Accueil "Le Théano" - ZAC Eureka, lot 19A à Castelnau-le-Lez - Convention - Autorisation de signature	42
MD2021-574	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM Promologis pour la construction de 5 logements sociaux, résidence ' Oléane ', 839 rue de la Marqueroise à Montpellier – Autorisation de signature	45
MD2021-595	Marché M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement - Avenants modifiant le CCAP -Autorisation de signature	48
MD2021-609	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription	50
MD2021-620	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2021	53
MD2021-632	Décision relative à la clôture du mandat d'acquisition foncière Nouvelle Gare TGV - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat	55
MD2021-637	Décision relative au mandat d'études d'aménagement du pôle Nouvelle gare TGV - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat	58

MD2021-660	Décision relative au marché n° M1D0034DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du rugby - Attribution	61
MD2021-661	Décision relative au marché n°M1D0035DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball - Attribution	64
MD2021-662	Décision modificative de la décision n°MD2021-249 relative à la signature du protocole d'indemnisation du fermier des parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8 partie et 12partie sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone	67
MD2021-683	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 portant sur la convention du 20 février 2014 relative à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole	70
MD2021-690	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 12 m² - Rue des Aigrettes - Commune de Montpellier	73
MD2021-691	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire avec SNCF RESEAU - Parcelles AI n°21 et 71 sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson	75
MD2021-705	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'un ancien chemin situé rue des Chênes et rue de Montlaur - Commune de Montaud	77
MD2021-707	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)	79
MD2021-712	Décision relative à l'attribution du marché M1B0043HP "Mission de réalisation d'une étude pré-opérationnelle d'OPAH sur 3 secteurs de Montpellier"	81
MD2021-718	Décision relative à la cession d'une emprise de 58 m² - Avenue des Clavoux - Commune de Couronsec	83
MD2021-723	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour la fourniture et la livraison de mobilier destiné au nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional - Marché n°M1B0064DC	85
MD2021-725	Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°5061DC18 - Traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques du musée archéologique Henri Prades - Autorisation de signature	87
MD2021-727	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de prestations de location de machines à affranchir	89
MD2021-729	Décision relative à la clôture de la sous régie d'avances de la médiathèque Federico Fellini	92
MD2021-732	Décision relative à l'acquisition à l'Etat des lots de copropriété n° 394 et n° 40 de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38	94
MD2021-737	Décision relative au marché n°M0C0004DS - Fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots n° 1, 3 et 4 - Avenants n°1	97
MD2021-739	Décision relative au marché n°M0D0001EA - Renouvellement réseau EU avenue André Ampère à Castelnau-le-lez - Avenant n°1 - Autorisation de signature	100
MD2021-740	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société ' Kaufman and Broad ' pour une opération sise route de Lavérune sur la Commune de Montpellier	103
MD2021-741	Décision relative au projet de bornes de recharge de véhicules électrique " bi-directionnelles" Flexitanie - Demandes de subventions - Conventions - Autorisation de signature	105
MD2021-747	Décision relative au marché n°M9D5240DS - "Travaux d'Aménagement et d'Entretien des Bâtiments Sportifs" - Lot n° 9 "Électricité" - Avenant n° 2	108

MD2021-749	Décision relative au marché n°M1B0063DC - Diagnostic, évaluation, orientation et structuration de l'enseignement artistique spécialisé de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	111
MD2021-761	Décision relative au marché N°G0D0084CO Fourniture, personnalisation et livraison d'objets et textiles promotionnels pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	114
MD2021-766	Décision relative au marché n°M1B0056DC de transport aller et retour, emballage et déballage d'objets archéologiques pour l'exposition "Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques" organisée au musée Henri Prades du 20 novembre 2021 au 4 juillet 2022	117
MD2021-767	Décision relative au marché n°M1B0035EA - Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau et de boues sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	120
MD2021-768	Décision relative à une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la Commune de Valergues pour la réalisation d'un cheminement modes doux entre Saint-Génies-des-Mourgues et le collège de Baillargues	122
MD2021-776	Décision relative à un marché n°M1D0007EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère - Rochelle - Saint sépulcre) - Commune de MONTPELLIER	124
MD2021-778	Décision relative à une convention avec la Ville de Saint Jean de Védas pour la mise à disposition de locaux situés au sein de la médiathèque Jules Verne - Réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	127
MD2021-781	Décision relative au marché M0D0081EA-Service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologiques	129
MD2021-783	Décision relative à un avenant n°1 au marché M9D0145EA - lot 1 "modification et adaptation technique avec incidence financière des travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues (GAIA)" - Autorisation de signature	131
MD2021-790	Décision relative à l'agrément de la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie par la SAEML Montpellier Events, délégataire de service public pour Montpellier Méditerranée Métropole	133
MD2021-791	Décision relative à l'agrément de la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Montpellier Danse par la SAEML Montpellier Events, délégataire de service public pour Montpellier Méditerranée Métropole et de l'avenant n°1	135
MD2021-793	Décision relative au marché n°05/TRAV/18 Réalisation des infrastructures du parc Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de traitement de l'eau - Avenant n° 1	137
MD2021-794	Semaine Européenne de la Mobilité - Concours proposés par Montpellier Méditerranée Métropole	140
MD2021-795	Décision relative aux modalités d'utilisation de carte professionnelle - Modalités d'utilisation	143
MD2021-799	Décision relative au marché n°M0D0061DM de prestations de raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque - Attribution	147
MD2021-802	Décision relative à un marché subséquent issu d'un accord-cadre UGAP de "Gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements" au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole - Signature	150
MD2021-804	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées A 3090, A 3092 et A 3093 - Copropriété du centre commercial Les Olivettes - Cœur du village - Commune de Sussargues	153
MD2021-806	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 16 logements sociaux - Résidence ' Carpe Diem ' - ZAC Horts de Vernis, Lot 145, à Saussan - Convention - Autorisation de signature	155
MD2021-807	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par a SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 37 logements sociaux - Résidence ' Bella Roma ' - ZAC Horts de Vernis, lot 148, à Saussan - Convention - Autorisation de signature	158

MD2021-808	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Les Jardins de Castries 3 ' - Rue du Sergent Willis Harless à Castries - Convention - Autorisation de signature	161
MD2021-809	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipement public Lotissement "Le Clos René" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Lattes	164
MD2021-811	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries et équipement public - Lotissement "Les Serres de Maurin" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Lattes	166
MD2021-812	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries du lotissement "Clos du Pêcheur" - Propriétés de GGL Groupe - Commune de Pérols	168
MD2021-814	Décision relative à l'acquisition des voiries et équipements publics de la ZAC des Garrigues - Propriétés GGL Groupe - Commune de Pérols	170
MD2021-815	Décision relative au marché n°M1D0022EA - Renouvellement du Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis - Attribution	172
MD2021-816	Décision relative à un avenant n° 2 - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Piscine Olympique Angelotti - Société ABCLM Fitness - Autorisation de signature	175
MD2021-817	Décision relative à l'acquisition de la parcelle RB n°47, sise commune de Montpellier - Constitution de réserves foncières sur le secteur Sud Zénith	178
MD2021-820	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M0D0030DM de Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la conception et la réalisation d'aménagements cyclables - Autorisation de signature	180
MD2021-821	Décision relative au marché n°M9D0085EA - Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier - Lot 1 Jacques Cœur - Avenant n°1 - Autorisation de signature	182
MD2021-823	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue de la voie - Lotissement le Clos des Oliviers - Commune de Vendargues	184
MD2021-825	Décision relative au marché n°G0D0050IG de prestations topographique et foncière pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier	186
MD2021-826	Décision relative au marché subséquent n°M1D0051EP - Travaux de renouvellement des couches de roulement - Secteur Ouest - Attribution	189
MD2021-827	Décision relative au marché n° M0C0045DE - Prestations de traductions - Autorisation de signature	191
MD2021-828	Décision relative à la cession des parcelles BT 273 et BT 325 situées Lieudit Lauriol Commune de CLAPIERS	194
MD2021-829	Décision relative à une occupation temporaire du domaine public du parking du Prévost et de la plage à Villeneuve-lès-Maguelone par l'association Kite & WindSurf Maguelone à l'occasion du festival Festikite 2021 ' championnat d'Europe de Kitefoil ' - Autorisation	196
MD2021-830	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 263 - Rue du Moulin - Commune de Vendargues	199
MD2021-833	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M1D0025DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2021 - Autorisation de signature	201
MD2021-834	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public Emprise de 25 m² angle rue du Professeur Henri Roseau & rue du Maréchal Gallieni Commune de Montpellier	204
MD2021-836	Décision relative au classement dans le domaine public métropolitain des chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 Commune de Montpellier	206
MD2021-837	Décision relative au renouvellement d'une Convention d'Occupation Temporaire (COT) parcelle CL 717, boulevard Ernest Renan, au profit de l'Association Diocésaine de Montpellier - Commune de Montpellier	209
MD2021-839	Décision relative à la cession du domaine public ' Ville de Montpellier ' au domaine public ' Montpellier Méditerranée Métropole ' - Coursive piétonne avenue de Louisville - Montpellier	212

MD2021-841	Décision relative à l'acquisition d'un fonds de commerce - Atelier retouche couture - Parcelle KS 1 lot 186 rue de Las Sorbes & avenue de Lodève, Montpellier	214
MD2021-842	Décision relative à l'acquisition d'un garage - Parcelle KS 1-lot - 186 rue de Las Sorbes et avenue de Lodève - Commune de Montpellier	216
MD2021-843	Décision relative à l'avenant n°4 à la convention portant occupation temporaire par l'Eco-Cirque Bouglione d'un terrain situé sur la commune de Montpellier	218
MD2021-844	Décision relative à l'attribution du marché relatif à la fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole : marché n° M0B0090RH	220
MD2021-845	Décision relative au marché M1B0048RI - Délégation des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	222
MD2021-846	Décision relative au marché n°G1D0043RI - Accord cadre de travaux en groupement de commande - Phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée - Attributions des lots 1 et 2	225
MD2021-847	Décision relative au marché G0D0025RI marché de maîtrise d'œuvre pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	228
MD2021-851	Décision modificative de la décision MD2021-689 relative à l'acquisition d'un plateau de bureau au 8ème étage du bâtiment Coupole sud à Montpellier	230
MD2021-855	Décision relative à une convention de financement relative à l'aménagement d'une voie verte entre Cournonsec et Monbazin (RM5) - Approbation - Autorisation signature	232
MD2021-857	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries dans le lotissement Le Sauvignon - Commune de Saint Drézéry	234
MD2021-858	Décision relative à l'attribution d'un marché n°M1B0038MG - Prestations d'installation, de location de maintenance et de dépose de système anti-intrusion	236
MD2021-859	Décision relative à une opération de travaux Programme 2021 Travaux d'électricité sur la commune de Montaud (Aire de remplissage et de rinçage sécurisée pour les agriculteurs) Demande de subventions auprès d'Hérault Energies	239
MD2021-860	Décision d'ester en justice "Requête n°2103413-4 TA - DONLON-GIBBONS Rachel"	242
MD2021-861	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public Chemin Communal n°10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues - Commune de Castries	244
MD2021-865	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM FDI Habitat pour la construction de 26 logements sociaux - ' Ilot Vergne ' - Rue Adam de Craponne à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	246
MD2021-866	Décision relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231 - Commune de Prades-le-Lez	249
MD2021-868	Décision relative à un échange foncier sans soulte avec les copropriétaires de la parcelle BA n°194 sise commune de Grabels - Opération de protection contre les inondations de recalibrage du Rieumassel - Commune de Grabels	252
MD2021-869	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises d'une superficie totale de 41 m² non cadastrées Commune de JACOU	255
MD2021-870	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du domaine public - Rue des Bourbouissous Commune de Vendargues	257
MD2021-871	Décision relative à l'accord cadre n°201902929T1901 - Cimetière métropolitain - Avenant n°1 de transfert - Lot n°1 : Terrassement-Voirie-Réseaux et travaux divers - Autorisation de signature	259

MD2021-872	Décision relative au don de Marianne Delafond et d'Olivier Daulte d'un médaillon d'Auguste Baussan (1829-1907), Portrait de Frédéric Bazille, 1862 et de 14 lettres autographes du peintre montpelliérain Frédéric Bazille	263
MD2021-873	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion parcelles cadastrées SR n°4, 29, 30 et 31 Montpellier- Cassation"	265
MD2021-874	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRENCH CREATIV - Ateliers Relais de Prades-le-lez	267
MD2021-875	Décision relative à la signature d'un avenant n°2 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société JM INOX TECHNOLOGIE - Ateliers Relais de Prades-le-lez	270
MD2021-876	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société VECTEUR BOIS - Ateliers Relais de Prades-le-lez	272
MD2021-877	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société VIVODIA - SOLUTIONS CERAMIQUES - Ateliers Relais de Prades-le-lez	274
MD2021-880	Décision relative au marché n°M1B0067JM concernant l'étude organisationnelle de la fonction achats et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	277
MD2021-881	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par la SA d'HLM CDC Habitat Social pour la construction de 18 logements en location-accession, résidence ' Séquoïa ', 2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier - Autorisation de signature	280
MD2021-882	Décision relative au marché n°M1B0057EP "fourniture de sels de déneigement" Attribution du marché	283
MD2021-883	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ID SOLUTIONS dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels	285
MD2021-884	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Garosud pour la parcelle OH 55 TAM Commune de Montpellier - Autorisation de signature	287
MD2021-885	Décision relative à l'acquisition foncière de 32 m² de bien immobilier sis au 1 566 Route de Mende dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	290
MD2021-886	Décision relative à l'acquisition foncière de 4 475 m² et 398 m² de biens immobiliers sis lieudit GIRAC à CLAPIERS dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway	293
MD2021-887	Décision d'ester en justice "Requête n°2103616-4 TA - PICOUC Madeleine"	296
MD2021-889	Décision relative au marché n°M1B0009VD - Broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont à la Société SUD BROUAGE RECYCLAGE - Attribution - Autorisation de signature	298
MD2021-890	Décision relative au marché n°M1B0066DS - Nettoyage de la Piscine Olympique Angelotti de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	300
MD2021-892	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Occupation illicite domaine de Barlet"	303
MD2021-893	Décision relative au marché n°M8D5196AJ - Dommages aux biens - Avenant n°3 du lot 2 - Souscription des contrats d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	305
MD2021-894	Modification de la décision n°MD2020-207 relative à un accord-cadre n°M9D0094EA - Travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau	307
MD2021-895	Décision modificative à la suite d'une erreur matérielle - Marché n°M9B0039AT d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public et de l'entretien des espaces verts	309
MD2021-896	Décision relative à un avenant n°1 au contrat précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Michel Navarro - Maison de gardien Domaine de la Pompignane	312

MD2021-898	Décision relative à l'acquisition foncière d'une parcelle de 1 505 m² sise 9367 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS pour la réalisation de la ligne 5 de tramway	314
MD2021-901	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	317
MD2021-902	Décision relative à une convention de prêt de mobiliers archéologiques pour l'exposition "A Table" au musée Auguste Jacquet de Beaucaire	320
MD2021-904	Décision relative à une contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Inoxy Films - Locaux site Helios à Fabrègues	323
MD2021-906	Décision relative à l'octroi de subventions aux audits énergétiques de copropriétés dans le cadre du dispositif Guichet Unique de la rénovation	326
MD2021-907	Décision relative au marché n° M9B0055DC de Fournitures de lampes et tubes fluorescents - Modification de la décision n° MD2019-1060	329
MD2021-908	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CD 317 - Allée des Ifs - Commune de Castelnau-le-Lez	331
MD2021-909	Décision relative au marché n° M1B0075DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de la pétanque - Mondial de la pétanque 2021 - Attribution	333
MD2021-911	Décision relative à la consignation - Prémption de la Propriété Michaud - Villa avec terrain - Parcelle AE 262 - 2 impasse des Galfières - Commune de Pérols	336
MD2021-912	Décision relative au marché 5092EP18 "contrôles électriques des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier" Avenant 1 - Autorisation de signature	339
MD2021-913	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°4758 Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Rieumassel - Commune de Grabels	341
MD2021-914	Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation de travaux sur le site de la médiathèque LA GARE de PIGNAN	343
MD2021-915	Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota série 10350 type GZD21 - Hôtel des ventes de Montpellier	345
MD2021-916	Décision relative au marché M9D0090EP "Travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier" Avenant 1 - Autorisation de signature	347
MD2021-917	Décision relative à la cession d'un tracteur tondeuse vétuste de marque Kubota type BW2200E immatriculé EE-375-YL - Hôtel des ventes de Montpellier	349
MD2021-919	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS - Parcelle cadastrée RK 16 - Cimetière de Grammont - Commune de Montpellier	351
MD2021-921	Décision relative à la cession d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Orec modèle AV98 - Hôtel des ventes de Montpellier	353
MD2021-922	Décision relative à la cession d'une balayeuse vétuste Schmidt Swingo type Contact 200 - Hôtel des ventes de Montpellier	355
MD2021-924	Décision relative à la cession d'un tracteur vétuste de marque Renault type T3562PB immatriculé EP-099-HZ - Hôtel des ventes de Montpellier	357
MD2021-925	Décision relative à la cession d'une épandeur à engrais vétuste de marque Khun modèle VSA360 - Hôtel des ventes de Montpellier	359
MD2021-926	Décision relative à la cession d'un saleur sur essieu vétuste de marque Khun modèle SU602 - Hôtel des ventes de Montpellier	361
MD2021-928	Décision relative au marché n° M1B0086DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du sport - Occitanie Esports Montpellier 2021 - Attribution	363

MD2021-930	Décision relative au marché subséquent n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez - Attribution	366
MD2021-934	Décision relative à la cession d'un Manitou vétuste modèle MCE30HZ - Hôtel des ventes de Montpellier	369
MD2021-936	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société ATLANTIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	371
MD2021-938	Décision relative à la cession d'une cuve d'arrosage vétuste de marque Berthoub - Hôtel des ventes de Montpellier	374
MD2021-939	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	376
MD2021-942	Décision relative à une déclaration préalable de travaux pour la rénovation et la modification des ouvertures d'un bâtiment situé sur le site Hélios à Fabrègues (34 690)	379
MD2021-944	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	381
MD2021-946	Décision relative à la cession d'une épareuse vétuste de marque Rousseau modèle Castor identifiée 3M-923 - Hôtel des ventes de Montpellier	384
MD2021-948	Décision relative à l'acquisition des voiries et équipements publics du lotissement "Les Terrasses du Pont" - Propriétés GGL Groupe - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	386
MD2021-950	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	388
MD2021-952	Décision relative à la cession d'un véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX techniquement réparable et économiquement irréparable -Abrogation de la décision de réforme MD2019-518 du 17/05/2019	391
MD2021-953	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0055JM - Prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2 Prestations de conseil juridique et de représentations juridiques en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés)	393
MD2021-957	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain à la Commune de Juvignac - parcelles BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 - rue du Pergasan et rue de Labournas - Juvignac	396
MD2021-959	Décision relative à un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Michel Navarro - Maison d'habitation située 590 rue de la Cavallade à Montpellier	398
MD2021-961	Décision relative à un marché n°M0D0073EA - Études hydrauliques pour l'accompagnement des actions liées à la compétence GEMAPI	400
MD2021-962	Décision relative à l'avenant n°2 au marché M9D0148VD - Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-les-Maguelone - Lot 3 : Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions sur le Point Propreté de Villeneuve-les-Maguelone	403
MD2021-963	Décision relative au marché n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES - Avenant	406
MD2021-964	Décision relative à l'attribution d'un marché n° M1B0037MG "Maintenance des moyens de secours d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole"	408
MD2021-966	Décision relative à un avenant n°9 au contrat de partenariat pour la conception, la réalisation, le préfinancement, l'exploitation, la gestion et le renouvellement des installations nécessaires à la mise en lumière de la commune de Castelnau-le-Lez et au fonctionnement de l'éclairage public - Montpellier Méditerranée Métropole / TRAVESSET (CITEOS)	411
MD2021-973	Marché n°5141EP18de fournitures de lampes d'éclairage public Avenant n°2 - Autorisation de signature	414
MD2021-974	Décision relative au marché n°G9D0138MG - Maintenance et réparation des véhicules techniques - Attribution	416

MD2021-975	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers	419
MD2021-976	Décision relative à un contrat de location de locaux entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Incare - 515 rue Alfred Nobel à Montpellier	421
MD2021-978	Décision relative à la modification de la décision MD2020-1183 attribuant le marché n°M0B0054EA de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud	423
MD2021-984	Décision relative à un avenant n°1 au marché G0D0031MG Fournitures d'environnement de bureau	425
MD2021-986	Décision relative à la signature d'un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Gérard Marini - Logement au 514 rue Léon Jouhaux à Montpellier	427
MD2021-988	Décision relative au marché subséquent n°M1D0054AT de travaux d'aménagement du PUP les Violettes à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché	429
MD2021-991	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SIKEMIA dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	432
MD2021-992	Décision relative à l'acquisition foncière de 14 169m ² de bien immobilier situé lieudit Girac à CLAPIERS (cadastré BV n°56) dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	434
MD2021-993	Décision relative à un avenant n°1 de prolongation à la convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Locaux Impasse des Sycomores	437
MD2021-995	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KYOMED dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	439
MD2021-996	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 5194AT18 - Lot 1 "requalification de la partie basse de l'Avenue des Jardins à Saint Georges d'Orques" - Autorisation de signature	441
MD2021-1003	Décision relative à la réforme d'un copieur vétuste de marque Toshiba 3505AC - Reprise par la société Fac simulé bureautique Canon	443



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 -
Convention d'occupation temporaire du
domaine public - Piscine Olympique
Angelotti - Société ABCLM Fitness -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de prendre toute décision concernant la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération n° M2020-299 en date du 12 octobre 2020 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société ABCLM FITNESS,

- VU la délibération n° M2020-495 en date du 17 décembre 2020, par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société Holding LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone, le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention d'occupation, et le projet de convention à conclure avec la société,

Considérant :

- que la société ABCLM FITNESS (enseigne TRAINING GO), sise 495, avenue du Mas d'Argelliers, à Montpellier (34000), occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m² en proposant des activités visant l'optimisation et l'amélioration des performances physiques ainsi que le développement du bien-être et de la vitalité pour les athlètes comme pour tous les amateurs de la pratique sportive,

- qu'en vertu de la convention de dénomination susmentionnée, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à ce que cette dénomination soit, sur toute la durée de la convention, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière,

- qu'en particulier, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à imposer aux tiers avec lesquels elle est, directement et contractuellement liée, d'utiliser la nouvelle dénomination afin de désigner la Piscine Olympique et son fonctionnement, et ce, sur tous les supports de communication qu'ils exploitent ou diffusent,

- qu'il est précisé que Montpellier Méditerranée Métropole ne peut cependant être tenue responsable du fait des tiers, de sorte qu'une utilisation ou un usage opéré par des tiers ou sur des supports dont elle n'a pas la maîtrise peuvent perdurer (à titre d'exemples, sites Internet de tiers, et sites d'archives),

- qu'il convient par conséquent de prévoir dans la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société ABCLM FITNESS un article prévoyant une obligation relative à la communication, imposant l'utilisation de la nouvelle dénomination officielle de la Piscine Olympique,

D É C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société ABCLM FITNESS (enseigne TRAINING GO), sise 495, avenue du Mas d'Argelliers, à Montpellier (34000), qui occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m².

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASS



Publiée le : 31 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 à la
convention d'occupation temporaire du
domaine public - Piscine Olympique
Angelotti - Société Swiim - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de prendre toute décision concernant la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération n°M2020-444 en date du 23 novembre 2020 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société SWIIM ;

- VU la délibération n°M2020-495 en date du 17 décembre 2020, par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société Holding LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone, le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention d'occupation, et le projet de convention à conclure avec la société ;

Considérant :

- que la société SWIIM (enseigne La boutique de la piscine by swiim.fr), sise 48, route de Lodève, à Montpellier (34080), occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m² en proposant une activité de commerce d'articles de sport, maillots de bain, bimbeloterie, carterie et tous produits annexes ;

- qu'en vertu de la convention de dénomination susmentionnée, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à ce que cette dénomination soit, sur toute la durée de la convention, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière ;

- qu'en particulier, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à imposer aux tiers avec lesquels elle est, directement et contractuellement liée, d'utiliser la nouvelle dénomination afin de désigner la Piscine Olympique et son fonctionnement, et ce, sur tous les supports de communication qu'ils exploitent ou diffusent ;

- qu'il est précisé que Montpellier Méditerranée Métropole ne peut cependant être tenue responsable du fait des tiers, de sorte qu'une utilisation ou un usage opéré par des tiers ou sur des supports dont elle n'a pas la maîtrise peuvent perdurer (à titre d'exemples, sites Internet de tiers, et sites d'archives) ;

- qu'il convient par conséquent de prévoir dans la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société SWIIM un article prévoyant une obligation relative à la communication, imposant l'utilisation de la nouvelle dénomination officielle de la Piscine Olympique ;

D É C I D E

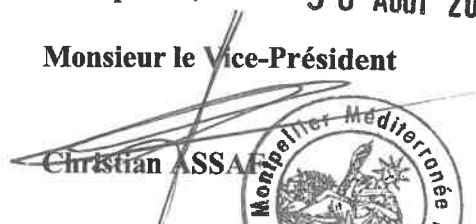
ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société SWIIM (enseigne La boutique de la piscine by swiim.fr), sise 48, route de Lodève, à Montpellier (34080), qui occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m².

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président


Christian ASSA



Publiée le : 31 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 31 AOUT 2021
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT POA - Swiiim.pdf
- AOT POA - Swiiim - AV1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au renouvellement d'adhésion Adullact

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) dont l'objectif est de promouvoir et développer des « logiciels libres » au sein de nos organismes publics, arrivée à terme au 31 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion 2021 à l'ADULLACT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement de l'adhésion 2021 à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) au tarif annuel de 4 000 € HT (TVA à 0 %) conformément aux statuts de l'association. Le représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales de l'association est Monsieur Jean-François AUDRIN, conformément à la délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'élection des représentants de la Métropole au sein des organismes extérieurs.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 1 OCT. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 6 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 OCT. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Formulaire renouvellement adhesion 2019 2022 ADULLACT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5009DS17 -
Prestations intellectuelles pour la
réhabilitation et l'accueil du haut niveau
au Centre Nautique Neptune à Montpellier
- Contrôle technique et Coordination
Sécurité et Protection de la Santé - Lot n°1
- Mission de contrôle technique - Avenant
n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la décision n° MD2018-278 en date du 23 avril 2018 attribuant le lot n° 1 « Contrôle technique » du marché n° 5009DS17 « Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier » à la société SOCOTEC pour un montant de 48 125 € HT ;
- VU la décision n° MD2020-010 en date du 28 janvier 2020 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 1 du marché n°5009DS17 avec la société SOCOTEC, avenant d'un montant de 7 000 € HT, portant le nouveau montant du marché à 55 125 € HT ;
- VU la décision n°MD2020-346 en date du 12 mai 2020 modifiant la décision n°MD2018-278 susmentionnée ;

CONSIDÉRANT :

- que l'ensemble des prestations confiées à SOCOTEC FRANCE, dans le cadre du contrat conclu du lot n° 1 du marché n° 5009DS17, doit être transféré à SOCOTEC CONSTRUCTION, du fait de l'absorption de la branche complète et autonome d'activité de construction de la société SOCOTEC FRANCE par la société SOCOTEC CONSTRUCTION,
- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot n°1 « Contrôle technique » du marché n°5009DS17 « Marché de prestations intellectuelles pour la réhabilitation et l'accueil du haut niveau au Centre Nautique Neptune à Montpellier », avec la société SOCOTEC CONSTRUCTION.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSA



Publiée le : 10 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- 5009DS17 - L1 - AV2 signé.pdf
- ANNEXES 2 ET 3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention de transfert de maîtrise
d'ouvrage passée avec la commune de
Restinclières pour la requalification de la
route de Montpellier entre la rue du puits
et le chemin du bois - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que par délibération N°2019-756 du 27 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a transféré sa maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de l'espace public à la commune de Restinclières dans le cadre des études et des travaux de requalification de la route de Montpellier, entre la rue du puits et le chemin du bois ;
- Que la mise en œuvre de cette convention fait ressortir des erreurs matérielles (montant, prestations

et modalités de paiement) entre la délibération et la convention, qu'il convient de régulariser afin de permettre une exécution efficace et pérenne.

- Que la participation actualisée de Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvera à 423 335,64€ TTC ;
- Que les prestations associées à cette opération concernent : les frais de maîtrise d'œuvre (MOE) de la phase ACT à la phase AOR, les travaux, les frais de contrôle technique, coordination SPS, essais de réception, la publicité, le référé préventif et les constats d'huissiers ;
- Que la participation de la part métropolitaine sera effectuée en deux fois, 50% dès la notification du ou des marchés de travaux et le solde à la réception des travaux ;
- Qu'il est donc nécessaire de corriger ces erreurs matérielles par un avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la Commune de Restinclières.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage passée avec la commune de Restinclières pour la requalification de la route de Montpellier entre la rue du puits et le chemin du bois ;

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

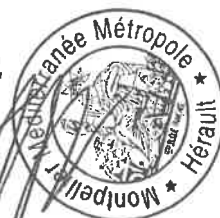
ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant à la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 OCT. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°4875AT17 - RD17E11 - Maîtrise
d'œuvre - Création d'une piste mixte -
Commune de Montferrier sur Lez -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU l'avenant de transfert du 25 juillet 2017 entraînant le transfert des droits et obligations du pouvoir adjudicateur à Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que le marché 4875AT17 conclut entre le Département de l'Hérault et le groupement SERI-IGIOA a été transféré le 25 juillet 2017 à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'un marché de maîtrise d'œuvre est nécessaire pour la réalisation de l'opération RD17E11 Création d'une piste mixte à Montferrier-le-Lez ;
- que les missions PRO et ACT relatives à la conception du projet d'élargissement de l'ouvrage d'art doivent être revalorisés du fait de l'évolution du programme de l'opération ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 du marché 4875AT17 – RD17E11 – Création d'une piste mixte – Commune de Montferrier-sur-Lez – avec incidence financière. Le montant initial du marché était de 61 560 € HT, le montant de l'avenant est de 10 595 € HT, le montant du marché après avenant est de 72 155 € HT, soit une augmentation de 17,21 %.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 03 SEP. 2021
Monsieur le Vice-Président
Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 06 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avenant n°2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la résiliation de la
convention portant sur l'exercice du droit
de chasse consenti au bénéfice du Syndicat
de Chasse La Méjanelle sur les communes
de Montpellier et Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail, et de décider de la résiliation anticipée ou de la non reconduction de l'occupation en matière d'occupation du domaine privé ;

- **VU** la convention en date des 16 et 24 février 2014 et ses avenants n°1 et n° 2, par lesquels Montpellier Méditerranée Métropole a consenti au Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président Monsieur Alain Ferreres, la possibilité d'exercer le droit de chasse sur une partie de ses propriétés, situées sur les communes de Montpellier et Lattes ;

- **CONSIDERANT** les motifs d'intérêt général justifiant la résiliation anticipée du droit de chasse sur les terrains propriété de la Métropole, dans une zone en pleine mutation urbaine, dans le cadre de l'opération d'aménagement Cambacérès, depuis plusieurs années, sur les communes de Montpellier et Lattes, notamment :

- la réalisation de nombreux travaux et aménagements au droit du château de la Mogère, du domaine de Comolet et la mise en sécurité des allées septentrionales des Domaines,
- la mise en exploitation progressive des différents ouvrages hydrauliques, qui permettront une gestion dynamique des crues, avec des phases « tests » durant le dernier trimestre de l'année 2021,
- les travaux de viabilité dans le secteur lycée Pierre Mendès France – Gare – château de la Mogère,
- l'engagement à venir du chantier autoroutier de la société des Autoroutes du Sud de la France sur l'ouvrage d'art de l'A 709 puis du tramway,
- la mise en place de plusieurs zones de plantation avec des expériences sur les espèces en lien avec l'école supérieure d'agronomie Supagro,
- le développement du réseau viaire pour la desserte de Lattes, et la desserte du parc d'activités du Font de la Banquière ;

- **CONSIDERANT** que l'exercice du droit de chasse n'est pas compatible avec une zone d'aménagement et d'activité dans laquelle les espaces « libres » sont très limités et que la cohabitation est impossible avec les flux générés, notamment ceux liés à la gare Sud de France et les salariés du parc d'activité, en toute sécurité,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole procède à la résiliation de la convention relative à l'exercice du droit de chasse et de ses avenants n°1 et n° 2 consenti au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle sur les communes de Montpellier et Lattes, à compter du 1^{er} octobre 2021, pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 2 : La présente décision sera notifiée au Président du Syndicat de Chasse La Méjanelle par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 16 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 17 sept. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169821-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 sept. 2021

Réception en Préfecture : 17 sept. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Promologis
pour la construction de 6 logements
sociaux - Résidence ' Les Bastides ', 250
Rue des Genêts à Villeneuve-lès-
Maguelone - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°115805 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré PROMOLOGIS, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la SA d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Bastides », 250 rue des genêts à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur GGL/Pyramide comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Delos Concept à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant de 501 618 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°115805 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant de 501 618 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°115805, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

13 OCT. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat prêts Promologis Les Bastides n°115805.pdf
- Conv_GE_Les_Bastides à VLM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Conservatoire à Rayonnement Régional
(CRR) - Demande de financement 2021
auprès de la Caisse d'Allocations
Familiales de l'Hérault (CAF) dans le
cadre du dispositif DEMOS - Convention
d'objectifs et de financement -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique ;
- VU le dispositif DEMOS (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris ;
- VU la délibération n°M2020-63 autorisant la signature d'une convention de partenariat entre la Métropole et la Cité de la musique - Philharmonie de Paris pour la période d'octobre 2020 à septembre 2023 ;

CONSIDERANT

- que dans le cadre de ce dispositif DEMOS et la convention de partenariat précitée, il convient de solliciter une subvention de la CAF de l'Hérault ;
- qu'en cas de réponse positive de la CAF de l'Hérault, cette subvention fera l'objet d'une convention d'objectifs et de financement entre la Métropole et la CAF ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de solliciter un financement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault pour l'année 2021 au titre du soutien au dispositif DEMOS ;

ARTICLE 2 : d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention d'objectifs et de financement pour le projet DEMOS ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/09/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 22 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au classement dans le
domaine public de plusieurs Chemins
Ruraux sur la commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment les articles L.121-17 et L.161-1,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Clapiers n°2016-02-07 en date du 14 avril 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°2016-335 en date du 6 juin 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Clapiers dans le domaine public métropolitain,

- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- **CONSIDERANT** que certains chemins situés la commune de Clapiers désignés dans le tableau suivant sont aménagés et affectés à l'usage public, et n'ont plus les caractéristiques de chemins ruraux,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'intégrer les chemins ruraux ou portions de chemins ruraux à vocation publique au Domaine Public Métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public des chemins ruraux ci-dessous :

n° d'ordre tableau 1971	appellation tableau 1971	intégration totale ou partielle DP voirie 3M	dénomination voies publiques - état mai 2021	point d'origine	point d'extrémité
6	ch de la Valette	totalité	ancien chemin de Montferrier; rue des Moulières	rue des Jardins	bd de la Liberté
7	ch de Baillarguet à Clapiers	partiel	montée de la Firole ; rue de Baillarguet	rue des Moulières	angle rue des Cigales
8	ch de Clapiers-Viciers	partiel	rue de Viviers	rue des Moulières	angle rue L. Sédar Senghor
11	chemin de la Plaine	totalité	rue de Bissargues	bd de la Liberté	rue de Viviers
12	ch de la Mort des Anes	totalité	rue de la mort des anes + voie cyclable bd de la liberté	rue du Château	rue de Vendargues
13	chemin Teulon	totalité	intégré ZAC du Castelet	ruisseau des canaux	ruisseau des peupliers
14	ancien ch Clapiers à Montpellier	partiel	rue du stade; rue du Paraguay	Grand rue	plan des Garrigues
15	chemin des litanies	totalité	rue des Litanies (Est); chemin des cabries	angle rue des Jardins	liaison piétonne vers rue Paul Valéry (BY0306)
16	chemin du château	totalité	bd de la Liberté	carrefour Paraguay / Cabries / Liberté	carrefour Frêche / Liberté / Château
17	ch la Valette-Clapiers	partiel	ch du Fesquet; bd de la Liberté; rue des Litanies (Ouest); rue des Jardins; anc. Ch de Montferrier	rue de la Grange (Ouest)	carrefour De Gaulle / Romarin

18	ch d'Assas au Martinet et à Castelnau-le-Lez	partiel	avenue du Martinet; RD 65	esplanade Ch De Gaulle	chemin de la Draye
21	ch de Lauriol	totalité	intégré projet T5 - GIRAC	angle Ouest parcelle BV0036	tronçon Sud giratoire Girac
24	chemin des parcs	totalité	rue du Romarin ; chemin piétonnier	carrefour De Gaulle / Romarin	chemin du Martinet

ARTICLE 2 : Les chemins ruraux ainsi désignés perdent leurs caractéristiques de chemin rural, et sont intégrés au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour modifier la domanialité de ces chemins.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



29 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 50 logements
sociaux - Résidence ' Le Clos des Vignes ' -
ZAC Cantausse, lot C11 à Saint-Brès -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°123067 en annexe signé entre FDI HABITAT, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI HABITAT, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », réalise 50 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Le Clos des Vignes », ZAC Cantausse, lot C11 à Saint-Brès. Le programme comprend 32 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 18 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain A+Architecture.

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 237 253 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123067 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 5 237 253 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123067, constitué de 5 lignes de prêts.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI*



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°123067.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 28 logements
sociaux - Résidence Accueil "Le Théano" -
ZAC Eureka, lot 19A à Castelnau-le-Lez -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- **VU** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- **VU** le contrat de prêt n°123188 en annexe signé entre FDI Habitat, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », réalise 28 logements locatifs sociaux neufs dédiés aux personnes souffrants de troubles psychiques, Résidence Accueil "Le Théano", ZAC Eureka, lot 19A, à Castelnau-le-Lez. La pension de famille de type Résidence Accueil, financée en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), sera gérée par l'association ISATIS. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture parisien Sophie Delhay ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 904 118 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123188 joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 904 118 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°123188, constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **13 OCT. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **13 OCT. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°123188.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM Promologis
pour la construction de 5 logements
sociaux, résidence ' Oléane ', 839 rue de la
Marqueroze à Montpellier - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°120549 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré PROMOLOGIS, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la SA d'HLM PROMOLOGIS, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 5 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Oléane », 839 rue de la Marqueroze à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Urbis comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'Atelier d'Architecture Imagine à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 734 069 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat-n°120549 joint en annexe ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 734 069 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°120549, constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 OCT. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de Prêt Oléane n°120549.pdf
- GE_PROMOLOGIS_Convention_Oléane_Montpellier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché M8D0022EP de maintenance et
réparation des ouvrages d'art et des murs
de soutènement
Avenants modifiant le CCAP
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- **VU** la décision n°2019-823 attribuant le marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement aux groupements d'entreprises suivants :
 - > Lot 1 « ouvrages hors Montpellier » - COFEX Méditerranée (mandataire) / DEMATHIEU BARD Constructions – IGC MEDITERRANEE, pour un montant annuel compris entre 100 000 € HT et 1 000 000 € HT et pour une durée de 4 années ;
 - > Lot 2 « ouvrages sur Montpellier » - DEMATHIEU BARD Constructions – IGC MEDITERRANEE (mandataire) / COFEX Méditerranée, pour un montant annuel compris entre

200 000 € HT et 1 000 000 € HT et pour une durée de 4 années ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire de modifier l'article 3.2 « modalités de variation des prix » du CCAP ;
- Que désormais le mois « n » retenu pour chaque révision périodique sera le mois du dernier index connu à la date d'application de la formule et qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants modifiant le CCAP du marché n°M8D0022EP de maintenance et réparation des ouvrages d'art et des murs de soutènement avec les groupements d'entreprises suivants :

Lot 1 « Ouvrages hors Montpellier » - COFEX Méditerranée (mandataire) / DEMATHIEU BARD Constructions – IGC MEDITERRANEE;

Lot 2 « Ouvrages sur Montpellier » - DEMATHIEU BARD Constructions – IGC MEDITERRANEE (mandataire) / COFEX Méditerranée ;

Ces avenants sont sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 7.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes publiques
entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole pour la passation
d'un marché de prestations de
retranscription**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN en matière de d'administration générale, de commande publique et de gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'organisation des Conseils municipaux et de Métropole, instances paritaires (Comités Techniques, Commissions Administratives Paritaires et Comités Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail) et divers jurys, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de retranscription écrite (audiotypie) des échanges et débats oraux, en application de leurs compétences respectives ;
- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes, convention qui s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- qu'il s'agit d'un marché de services à bons de commande, d'une durée d'un an renouvelable trois fois, sans minimum et avec un maximum annuel de 52 500 € HT (210 000 € HT maximum sur la durée totale du contrat si reconductions, soit 4 ans);

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constituer un groupement de commandes entre ces deux organismes relatifs à la conclusion du marché de services de prestations de retranscription écrite (audiotypie).

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la notification du marché.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée dans l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de groupement de commandes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2021

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- que constituée en février 2000, l'Association Finances-Gestion-Évaluation des Collectivités Territoriales réunit sous une même bannière les professionnels territoriaux des finances publiques locales, de la gestion publique locale et de l'évaluation des politiques publiques, et plus largement du management public territorial ;
- que ses activités reposent sur des échanges de savoirs et de savoir-faire et visent à la diffusion d'acquis professionnels par l'information, le débat et la formation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE au titre de l'année 2021 pour un montant total de 1 598,00 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2021.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



10 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotisation 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la clôture du mandat
d'acquisition foncière Nouvelle Gare TGV
- Constat d'achèvement de la mission -
Protocole de reddition des comptes et
clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;
- VU délibération en date du 28 juin 2012, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat d'acquisition foncière à Montpellier et Lattes ; mandat ayant été signé le 18 octobre 2012 ;

CONSIDÉRANT :

- l'accomplissement des missions confiées à la SA3M consistant en l'acquisition pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de 26 unités foncières nécessaires au projet urbain autour de la nouvelle gare TGV ; La rémunération prévisionnelle était évaluée à 342 414,80 € TTC.
- que l'ensemble des dépenses assuré par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 271 081,18 € TTC et qu'à ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole a remboursé 269 208,20 € TTC à la SA3M, auquel s'ajoute 1 306,11 € TTC de produits financiers ;
- que la trésorerie du mandat représente un solde positif de 85 951,77 € TTC, décomposé comme suit :
 - 566,87 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole, à la SA3M, faisant l'objet de la situation de dépenses n°1, figurant au protocole de reddition transmis par la SA3M ;
 - 86 518,64 € du par la SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'acquisition Nouvelle gare TGV à Montpellier et Lattes ;

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M pour un montant de 566,87 € TTC, et des sommes restantes dues par la SA3M à Montpellier Méditerranée Métropole de 86 518,64 €.

ARTICLE 4 : D'autorise Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Monsieur le Trésorier Principal Municipal, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier Clôture mandat acquisition gare nouvelle

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
d'aménagement du pôle Nouvelle gare
TGV - Constat d'achèvement de la mission
- Protocole de reddition des comptes et
clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie Manton en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;

- VU la délibération en date du 23 juin 2011, confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études d'aménagement du site Méjanelle-Pont Trinquat à Montpellier et Lattes, mandat ayant été notifié le 8 août 2011. Ce mandat a fait l'objet d'un avenant afin d'élargir les missions de la SA3M, approuvé par une délibération en date du 30 octobre 2012 et notifié le 8 février 2013 ; Le montant prévisionnel des études s'élevait à 2 400 000 € TTC et la rémunération du mandataire à 667 188 € T.T.C.

CONSIDÉRANT :

- l'accomplissement des missions confiées à la SA3M, à savoir les études urbaines préalables nécessaires au projet urbain,
- que l'ensemble des marchés ont été clôturés ou transférés à l'aménageur concessionnaire,
- que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 3 369 643,06 € TTC, dont 691 118,58 euros TTC de rémunération, et qu'à ce jour Montpellier Méditerranée Métropole a remboursé 3 345 997,06 € TTC à la SA3M,
- que la trésorerie du mandat représente un solde négatif de 47 355,97 € TTC, décomposé comme suit : 96 176,25 € dus par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M, et 48 820,29 € dus par la SA3M sur l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : D'accepter la reddition des comptes du mandat d'études d'aménagement du pôle Nouvelle gare TGV à Montpellier et Lattes.

ARTICLE 3 : De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M pour un montant de 96 176,25 € TTC, et des sommes restantes dues par la SA3M à Montpellier Méditerranée Métropole de 48 820,29 €.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole de reddition des comptes et à donner quitus de sa mission à la SA3M, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Monsieur le Trésorier Principal Municipal, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Clôture mandat études pôle gare TGV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M1D0034DS - Achat d'espaces
publicitaires, d'actions de communication
et de billets pour le développement du
rugby - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de rugby Montpellier Rugby Club qui évolue en première division, plus haut niveau du rugby français ;
- qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article L. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an à compter de sa notification au 30 juin 2022 ;
- que la SASP Montpellier Rugby Club dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de rugby de Montpellier ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0034DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du rugby » au candidat SASP Montpellier Rugby Club, pour un montant forfaitaire de 452 000,00 € H.T, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 30 juin 2022.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 31 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 31 AOUT 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M1D0035DS
- Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication et de billets pour le
développement du handball - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de handball Montpellier Handball qui évolue en première division, plus haut niveau du handball français,
- qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article L. 2122-3 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée allant de la date de notification du contrat jusqu'au 30 juin 2022,
- que la SAS Montpellier Handball dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de handball de Montpellier,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1D0035DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du handball » au candidat SAS Montpellier Handball, pour un montant forfaitaire après négociation de 624 784,00 € H.T., et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prendra effet à compter de sa notification, jusqu'au 30 juin 2022.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 31 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative de la décision
n°MD2021-249 relative à la signature du
protocole d'indemnisation du fermier des
parcelles AE n°4 partie, 5 partie, 6 partie, 8
partie et 12partie sises commune de Lattes
- Aménagement de protection contre les
inondations de la basse Vallée de la Mosson
sur le territoire des communes de Lattes et
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de

« l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière » ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 9 décembre 2020 ;

- VU la promesse unilatérale de vente en date du 5 mars 2021, par laquelle le GFA BONNEFOND accepte de céder à l'amiable à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles sises commune de Lattes et cadastrées section AE n°4 partie, 5partie, 6partie, 8partie et 12 partie pour une contenance totale vendue de 12 799 m², exploitées par l'EARL Bonnefond et fils, représentée par Monsieur Emmanuel Bonnefond, dans le cadre d'un bail régulier ;

- VU le protocole d'indemnisation en date du 5 mars 2021 par lequel Monsieur Emmanuel Bonnefond, représentant de l'EARL Bonnefond et fils, identifié au SIRET sous le n°44320538000019, dont le siège social est chemin de la Roubine à Vic la Gardiole (34110), locataire, s'engage à signer l'acte de résiliation du bail dont il est titulaire pour un montant d'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive de 45 895 € majoré d'un montant de 77 508 € TTC correspondant au montant des travaux de déplacement du réseaux d'irrigation rendu nécessaire par les travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson ;

- VU la décision MD 2021-249 en date du 22 mars 2021 entérinant la signature du protocole d'indemnisation de l'EARL Bonnefond et fils, locataire des parcelles acquises par la Métropole dans le cadre de l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, et plus particulièrement l'article 2 qui ne contient pas de mention de l'indemnisation des travaux de déplacement du réseau d'irrigation rendus nécessaires par l'acquisition des emprises pour la réalisation de l'aménagement de protection contre les inondations,

CONSIDERANT :

- qu'il convient de modifier de l'article 2 de la décision n°MD2021-249 afin de faire figurer le montant de 77 508 € TTC correspondant au montant des travaux de déplacement du réseau d'irrigation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'article 2 de la décision MD2021-249 du 22 mars 2021 est modifié de la façon suivante : Le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire est de 45 895 € (quarante cinq mille huit cent quatre-vingt-quinze euros) majoré d'une indemnité complémentaire de 77 508 € TTC (soixante dix-sept mille cinq cent huit euros) correspondant au devis pour le déplacement du réseau d'irrigation rendu nécessaire par l'acquisition de la Métropole.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la décision n°MD2021-249 du 22 mars 2021 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 AOUT 2021

En tant que Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis 2020.129V1358 indemnité d'évictions.pdf
- PIE contre signé.pdf
- DEVIS ferrini reseau.pdf
- plan de situation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 portant sur la convention du
20 février 2014 relative à la réalisation et
au financement du projet de cinquième
ligne de tramway de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment dans le domaine des demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des Transports et des Mobilités actives ;
- VU l'arrêté préfectoral de l'Hérault n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique le projet de ligne 5 du tramway de Montpellier entre Clapiers et Lavérune, prorogée de 5 ans par l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 ;
- VU la délibération n°2019-559 de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvant l'ouverture

d'une enquête publique modificative de la ligne 5 de tramway et de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;

- VU la délibération n°11959 du 04/11/2013 autorisant la signature de la convention relative à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une aide financière de l'AFTIF a été accordée à Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation du projet de cinquième ligne de tramway au titre d'appel à projets « transports urbains » en mai 2010 ;
- que les premiers travaux de dévoiement de réseaux ont commencé durant l'été 2013 ;
- que le bouclage de la ligne 4, qui est le maillon de la ligne 5 en centre-ville, a été mis en service en 2016 ;
- que les travaux préparatoires sont en cours sur la partie Nord, et que les études sur le tronçon ouest sont au stade Avant-Projet (AVP) ;
- qu'un nouveau tracé a été défini entre le rond-point Paul Fajon et la rue des Chasseurs ;
- que les caractéristiques du projet de cinquième ligne de tramway connaissent une évolution significative par rapport au projet initialement conventionné ;
- que la passation d'un avenant à la convention signée le 20 février 2014 est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, l'État et l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) signent un avenant n°1 de substitution à la convention du 20 février 2014 relative à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 a pour objet de mettre à jour les caractéristiques techniques du projet de cinquième ligne de tramway, son coût estimatif, ses délais d'exécution, son plan de financement prévisionnel ainsi que les modalités et échéancier prévisionnel de versement de la subvention.

ARTICLE 3 : L'avenant n°1 ne modifie pas le montant de la convention.

ARTICLE 4 : L'avenant n°1 prendra effet à la date de signature du dernier signataire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire-Président ou la Vice-Présidente en charge des transports et mobilités actives est autorisé(e) à signer l'avenant n°1 de substitution visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 06 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant N°1 Convention à la réalisation et au financement du projet de cinquième ligne de tramway

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 12 m² - Rue
des Aigrettes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'empiétement sur le domaine public d'une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduites, d'une superficie de 12 m², nécessaire à la mise en accessibilité du cabinet médical, situé rue des Aigrettes sur la commune de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise de 12 m², avant de pouvoir la céder ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise de 12 m² située devant le cabinet médical, rue des Aigrettes sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise, qui est désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3.09.2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 3.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire avec
SNCF RESEAU - Parcelles AI n°21 et 71
sises commune de Lattes - Aménagement
de protection contre les inondations de la
basse vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire à titre gratuit d'une emprise de 3 866 m² environ à prendre sur les parcelles cadastrées AI n°71 n° 21, sises commune de Lattes, relevant du domaine public géré par SNCF RESEAU, pour une durée initiale de 3 ans renouvelable tacitement une fois pour une période de 1an ;

CONSIDERANT la nécessité d'occuper une emprise de 3 866 m² à prendre sur les parcelles

cadastrées AI n°21 et 71 sises commune de Lattes, relevant du domaine public géré par SNCF RESEAU afin de réaliser les travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe avec SNCF RESEAU, une convention d'occupation temporaire sur une emprise d'environ 3 866 m² à prendre sur les parcelles cadastrées AI n°21 et 71, sises commune de Lattes, relevant du domaine public de SNCF RESEAU.

ARTICLE 2 : L'occupation temporaire est consentie pour une période initiale de 3ans, s'achevant au plus tard le 31 mars 2024, renouvelable tacitement une fois pour période de 1an.

ARTICLE 3 : La convention est consentie et acceptée à titre gratuit. Seuls restent à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole les frais de dossier et de gestion fixés forfaitairement à 1 000 € (mille euros).

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'un ancien chemin situé rue
des Chênes et rue de Montlaur - Commune
de Montaud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,

CONSIDERANT que l'ancien chemin situé entre la parcelle ZC 89 et la parcelle ZC 90 rue des Chênes angle rue de Montlaur sur la commune de Montaud n'est pas affecté à l'usage public,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation du domaine public de cet ancien chemin pour une superficie de 221 m², situé angle rue des Chênes et rue de Montlaur sur la

Commune de Montaud, avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public,

CONSIDERANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de l'ancien chemin d'une superficie de 221 m² situé entre la parcelle ZC 89 et la parcelle ZC 90 rue des Chênes angle rue de Montlaur sur la commune de Montaud.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de l'ancien chemin situé angle rue des Chênes et rue de Montlaur sur la commune de Montaud, et intègre cette emprise de 221 m² dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à la Fédération Nationale des
Collectivités Concédantes et Régies
(FNCCR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2021, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération Conseil de Métropole n°7868 du 02 octobre 2007 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de maintenir l'adhésion FNCCR et que la FNCCR a mis au point, en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, une série d'indicateurs de performance qui permettront à Montpellier Méditerranée Métropole sur la gestion des services publics d'eau et d'assainissement de constituer un tableau de bord de la qualité du service public facilitant les comparaisons dans l'espace et le temps ;

- que l'association assure une veille juridique pour ses membres qui se traduit par des réponses aux problèmes juridiques rencontrés par ceux-ci, l'envoi de bulletins comprenant les principaux textes de référence ainsi que des lettres d'information à caractère opérationnel.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).
La cotisation 2021 - EAU - CYCLE DE L'EAU est de 7 650 euros.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le bulletin d'adhésion et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 4 OCT. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **- 6 OCT. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture **- 6 OCT. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché
M1B0043HP "Mission de réalisation d'une
étude pré-opérationnelle d'OPAH sur 3
secteurs de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame VASSAS-MEJRI, Vice-présidente déléguée à l'Habitat, au Logement et aux Parcours Résidentiels ;

Considérant :

- que les quartiers de Celleneuve, Saint-Martin et pour partie Grand-Cœur nécessitent la mise en place d'un dispositif d'accompagnement aux travaux dans le cadre de la politique métropolitaine en faveur de l'amélioration du parc de logements privés ; qu'il convient de définir les objectifs et les périmètres de ces dispositifs afin de les calibrer au plus près des besoins identifiés ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée (MAPA 2) pour une durée de 6 mois sans reconduction ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Critère Prix (30%)
 - ° Critère technique : méthodologie, organigramme (70%)
- qu'après analyse, l'entreprise Citémétrie, sise 23 rue de la tombe Issoire à Paris dans le 14ème arrondissement présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « *Etude pré-opérationnelle d'OPAH* » à l'entreprise *Citémétrie*, pour un montant global et forfaitaire de 49 325 € HT ;
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois sans reconduction possible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 et 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 AOUT 2021**

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **30 AOUT 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'une emprise
de 58 m² - Avenue des Clavoux - Commune
de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la demande de Monsieur et Madame Brossard pour acquérir une emprise d'une superficie de 58 m², en nature de délaissé de voirie, afin de l'intégrer à leur propriété pour agrandir le jardin,
- VU l'estimation de France Domaine n°2021-34087-14188 en date du 17 juin 2021,
- VU la décision de désaffectation et déclassement d'une emprise de 58 m², n° MD 2021-366 en date du 3 juin 2021,

CONSIDERANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur, dans la mesure où cette emprise est située devant la propriété de l'acquéreur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur et Madame Brossard une emprise de 58 m² située en bordure de leur parcelle cadastrée BE 140 avenue des Clavoux à Courmonsec.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 30 € le mètre carré, conformément à l'estimation établie par France Domaine, soit un montant total de 1740 euros.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 - 09 - 2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 09.09.2021.
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 13.09.2021.
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour la
fourniture et la livraison de mobilier
destiné au nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional - Marché
n°M1B0064DC**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

CONSIDÉRANT :

- qu'en vue de l'ouverture du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu d'équiper le nouveau bâtiment en mobiliers divers ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), qui propose une gamme de services et équipements et diversifiés et adaptés aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition et la livraison de mobilier destiné au nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant total de 70 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-

Eric PENSO



Publiée le : 01 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 du
marché n°5061DC18 - Traitements de
conservation-restauration sur des objets
archéologiques du musée archéologique
Henri Prades - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;
- VU la décision n°MD2018-106 attribuant les lots 1 et 3 du marché n°5061DC18 « Traitement de conservation-restauration sur des objets archéologiques » à l'entreprise MATERIA VIVA, pour une durée de quatre ans à compter de leur signature et pour un montant de 20 951,40 € euros HT pour le lot 1, et pour un montant de 9 583,20 € euros HT pour le lot 3.

CONSIDÉRANT :

- qu'il existe une erreur de plume en page 11 des actes d'engagement respectifs des lots 1 et 3 du marché n°5061DC18 « Traitement de conservation-restauration sur des objets archéologiques ».

- qu'il y a lieu, pour la bonne exécution du marché en cours de corriger cette erreur matérielle en indiquant les montants maximum H.T. de chacun des lots concernés :

Il convient donc de lire :

- que le montant maximum HT du lot 1 est de 21 000 € ;
- que le montant maximum HT du lot 3 est de 10 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5061DC18 « Traitement de conservation-restauration sur des objets archéologiques » avec l'entreprise MATERIA-VIVA, sise 27 rue Bernard Délicieux, 31200 Toulouse.

L'avenant n'ayant pas d'incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/08/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 01 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 SEP. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°1 MARCHE 5061DC18.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes publiques
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier pour la passation
d'un marché de prestations de location de
machines à affranchir**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes ainsi que toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN en matière de d'administration générale, de commande publique et de gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du fonctionnement du service mutualisé du courrier, des pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha, et du MIBI, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de location de machines à affranchir, en application de leurs compétences respectives ;
- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes, convention qui s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole ;
- qu'il s'agit d'un marché de services, d'une durée d'un an renouvelable trois fois, sans minimum et avec un maximum de 9 999.75 € HT par an (soit 39 999 € HT maximum sur la durée totale si reconductions, soit 4 ans) ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De constituer un groupement de commandes entre ces deux organismes relatifs à la conclusion du marché de services de prestations de location de machines à affranchir.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnateur du groupement.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la notification du marché.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention citée dans l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de groupement de commandes machines à affranchir.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la clôture de la sous
régie d'avances de la médiathèque
Federico Fellini

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n° M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU la décision n° 2011-660 modifiée, du 28 novembre 2011 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, instituant une sous régie d'avances à la médiathèque Federico FELLINI, auprès de la régie d'avances de la médiathèque Centrale Emile ZOLA,
- VU l'avis conforme du 29 juin 2021, de Madame la Trésorière,

CONSIDERANT :

- que la médiathèque Federico FELLINI étant désormais intégrée à la médiathèque Centrale Emile ZOLA, la sous régie d'avances n'a plus lieu d'être ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La sous régie d'avances de la médiathèque Federico FELLINI est clôturée à compter du 1^{er} juillet 2021.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 SEP. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 10 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 10 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition à l'Etat des
lots de copropriété n° 394 et n° 40 de
l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé
120 Grand Mail à Montpellier sur la
parcelle cadastrée LR 38**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

-VU le protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et ACM Habitat pour mettre en œuvre un programme d'études pour le renouvellement urbain du quartier de la Mosson ;

-VU la délibération n°MD2019-405 du 23 juillet 2019 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire relatifs à la constitution d'une réserve foncière sur le secteur de la Tour d'Assas, dans le quartier de la Mosson ;

-VU l'arrêté n°2021-I-177 du 25 février 2021 par lequel Monsieur le Préfet de l'Hérault déclare l'utilité publique du projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole en vue de constituer une réserve foncière pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement sur le secteur de la Tour d'Assas à Montpellier afin de répondre aux enjeux de sécurité et de revalorisation globale du quartier définis dans le cadre du programme de renouvellement urbain engagé par la Métropole ;

-VU la délibération n°MD2021-104 du 29 mars 2021 du Conseil de Métropole relative à l'approbation des termes de la convention pluriannuelle signée le 23 juillet 2021 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, pour la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain des quartiers des Cévennes et de la Mosson ;

-VU l'ordonnance n°20/00084 du 27 mai 2020 délivrée par Monsieur le Président du Tribunal judiciaire de Montpellier par laquelle Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques est désignée comme curateur de la succession vacante de Monsieur El Hadj El Habidi, propriétaire du lot n°394 consistant en un appartement de 66 m² au 20^{ème} étage de l'immeuble et du lot n°40 consistant en un garage au sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38 d'une superficie de 3679 m² ;

- VU l'estimation du Domaine en date du 28 octobre 2020 fixant la valeur vénale de l'appartement et de son garage à 47 000 €, majorée de l'indemnité de remploi d'un montant de 5 700 €, soit 52 700 € ;

-VU le courrier de la Direction départementale des finances publiques du 16 février 2021 acceptant l'offre de prix pour l'acquisition des deux lots de copropriété ;

-CONSIDERANT la nécessité d'acquérir cet appartement et son garage en vue de constituer la réserve foncière, objet de la déclaration d'utilité publique ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le lot de copropriété n° 394 consistant en un logement d'une superficie de 66 m² au 20^{ème} étage et le lot de copropriété n° 40 consistant en un garage en sous-sol de l'immeuble dénommé Tour d'Assas situé 120 Grand Mail à Montpellier sur la parcelle cadastrée LR 38 appartenant à Monsieur El Hadj El Habidi dont la succession est vacante et pour laquelle l'Etat agit en tant que curateur.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 52 700 € (cinquante deux mille sept cents euros) majoré des frais d'actes notariés à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte authentique constatant l'acquisition du bien visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 AOUT 2021
Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

30 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 30 AOUT 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- estimation du Domaine

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M0C0004DS
- Fourniture de produits horticoles pour
l'entretien du patrimoine sportif de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Lots n° 1, 3 et 4 - Avenants n°1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la décision n°MD2020-662 en date du 14 septembre 2020 attribuant :
 - le lot n°1 « Engrais » de l'accord-cadre n°M0C0004DS « Fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société

TOUCHAT, sise 251, route de Baillargues, à Mauguio (34130), pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT, et une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an) ;

- le lot n°2 « Semences et gazons » de l'accord-cadre n°M0C0004DS à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 30 000 € H., et une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an) ;
- le lot n°3 « Produits phytosanitaires » de l'accord-cadre n°M0C0004DS à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 15 000 € HT, et une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an) ;
- le lot n°4 « Peinture de traçage » de l'accord-cadre n°M0C0004DS à la société TOUCHAT, en première position, et la société TEISSIER, sise ZA de la Barthe, chemin de la Barthe, à Cournonterral (34660), en seconde position, pour un montant maximum annuel de 5 000 € HT, et une durée initiale d'un an (une reconduction tacite d'un an),

CONSIDÉRANT :

- que les délais imposés par la procédure de lancement du nouveau marché, passé en groupement de commandes pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, rendent nécessaire une prolongation d'une durée d'un mois des lots n°1, 3 et 4 afin de garantir la continuité de la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole pendant la durée de la procédure,

- que les lots n°1 « Engrais », n°3 « Produits phytosanitaires » et n°4 « Peinture de traçage » de l'accord-cadre n°M0C0004DS n'ont pas été reconduits du fait de l'intégration de ces besoins dans le cadre d'un nouveau marché, passé en groupement de commandes pour la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole,

- que le lot n°2 « Semences et gazons » de l'accord-cadre n°M0C0004DS a quant à lui été reconduit pour une année supplémentaire, celui-ci n'étant pas concerné par le nouveau marché,

- que l'économie générale de ces lots n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'avenants en ce sens.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature :

- de l'avenant n°1 au lot n°1 « Engrais » de l'accord-cadre n°M0C0004DS avec la société TOUCHAT, sise à Mauguio (34130), avenant d'un montant de 4 167,66 € HT, soit une augmentation de 8,34 % par rapport au marché initial ; ce qui porte le nouveau montant du marché à 54 167,66 € HT,
- de l'avenant n°1 au lot n°3 « Produits phytosanitaires » de l'accord-cadre n°M0C0004DS avec la société TOUCHAT, sise à Mauguio (34130), avenant d'un montant de 1 250 € HT, soit un écart de 8,33 % par rapport au marché initial ; ce qui porte le nouveau montant du marché à 16 250,00 € HT,
- des avenants n°1 au lot n°4 « Peinture de traçage » de l'accord-cadre n°M0C0004DS avec la société TOUCHAT, en première position, sise à Mauguio (34130), et la société TEISSIER, sise à Cournonterral (34660), en seconde position, avenants d'un montant de 416,66 € HT, soit un écart de 8,33 % par rapport au marché initial ; ce qui porte le nouveau montant du marché à 5 416,66 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

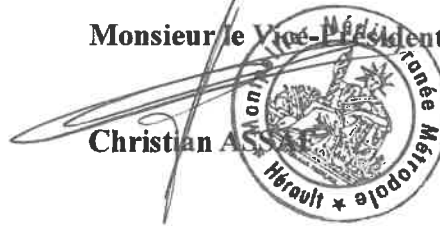
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 SEP. 2021**

Monsieur le ~~Vice-Président~~

Christian ASSAF



Publiée le : 10 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **10 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M0C0004DS - Avenants signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0D0001EA - Renouvellement réseau
EU avenue André Ampère à Castelnau-le-
lez - Avenant n°1 - Autorisation de
signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2018-254 du 29 mars 2018 attribuant l'accord cadre n°4938EA17 de travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux sociétés suivantes :
 - SADE sise ZI – 820 rue de la Marbrerie BP 33 – 34741 VENDARGUES (mandataire du groupement SADE/RAZEL BEC)

- SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 (mandataire du groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE / RAMPA TP)
- SCAM TP sise Agence Languedoc Roussillon – 825 avenue de la Cresse Saint Martin – 34660 COURNONSEC (mandataire du groupement SCAM TP / FAURIE)
- EHTP sise route de Vauguières – La Mogère – RD 172 – 34130 MAUGUIO (mandataire du groupement EHTP/MALET)
- SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE Cedex ;

- VU la décision n°MD2020-751 du 23 septembre 2020 autorisant la signature du marché subséquent n°M0D0001EA Réhabilitation réseau eaux usées avenue André Ampère à Castelnau-le-Lez à la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX, pour un montant de 698 045 € HT et pour une durée de 29 semaines ;

CONSIDERANT :

- que des prix nouveaux doivent être ajoutées au Bordereau de Prix Unitaires ;
- que des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires en raison de la modification du projet non prévisible ;
- qu'il découle des travaux supplémentaires la nécessité d'augmenter le délai d'exécution des travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0D0001EA Réhabilitation réseau eaux usées avenue André Ampère à Castelnau-le-Lez avec la société SOLATRAG sise Zone Industrielle – 34302 AGDE CEDEX, avenant d'un montant de 30 907 € HT portant le nouveau montant du marché à 728 952 € HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 6 semaines, les faisant passer de 29 semaines à 35 semaines.

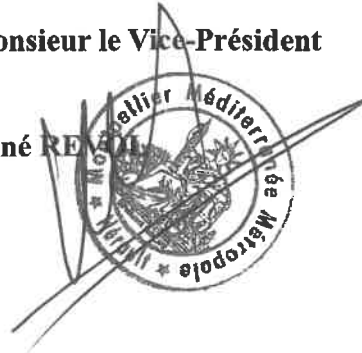
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

René RENAUD



Publiée le : 02 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M0D0001EA - avenant 1 signé SOLATRAG + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec la société ' Kaufman and Broad
' pour une opération sise route de
Lavérune sur la Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 et L. L332-11-4 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière ;

CONSIDERANT :

- le Pré Projet (PP) n°34172 déposé en date du 15/05/2020 par Kaufman and Broad sur une unité foncière d'environ 7 197 m², constituée par les parcelles cadastrées PZ 316, 318 et 320 situées route de Lavérune ;

- le projet porté par Kaufman and Broad a pour objet la réalisation d'un projet d'environ 139 logements (dont 42 seront affectés au logement social) pour une surface de plancher totale de 7 300 m² ;
- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Kaufman and Broad , dont le projet est annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant de la participation exigible auprès de Kaufman and Broad s'élève à 869 616 € H.T. dont 180 € en apport en nature de terrain non bâti et 869 436 € H.T. en apport numéraire.

ARTICLE 3 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 8 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9. 09. 2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 13. 09. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13. 09. 2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention PUP Martelet MAJ 4 08 21.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au projet de bornes de
recharge de véhicules électrique " bi-
directionnelles" Flexitanie - Demandes de
subventions - Conventions - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la Délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de demander des subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur Jean-François Audrin concernant l'Administration Générale, la Commande Publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine ;

-CONSIDERANT :

- qu'EDF avec le soutien de l'ADEME et de la Région Occitanie souhaite mettre en place une expérimentation sur le territoire régional de 100 bornes de recharge de véhicules électriques « bi-directionnelles », aussi appelées V2G - Vehicule to Grid ;
- qu'elles permettent à la fois d'alimenter les véhicules mais aussi de restituer au réseau une partie des charges emmagasinées dans les batteries lors des pics de consommation. Elles recèlent aussi des perspectives intéressantes de stockage et de régulation des réseaux locaux et nationaux pour les

producteurs et les opérateurs électriques ;

- que dans la perspective d'un parc national de plusieurs millions de véhicules électriques, ces innovations techniques éprouvées à l'issue de cette première phase, couplées aux capacités de calcul des ordinateurs en développement, permettront une recharge intelligente à très grande échelle basée sur la modélisation de l'ensemble des stations et de chacune de leurs demandes énergétiques, pour dimensionner au mieux l'électricité disponible à chaque instant. Elles garantiront une charge suffisante des véhicules en début de service malgré les charges et décharges quotidiennes des batteries, ce qui, selon les spécialistes, ne devraient pas altérer leur durée de vie ;

- que ce dispositif innovant dénommé « Flexitanie » concerne en premier des flottes conséquentes de véhicules électriques gérées par des opérateurs privés ou publics à l'instar de la Métropole ou de la Ville de Montpellier. A ce jour, seules 10 bornes sont installées sur le territoire occitan et nos deux institutions pourraient rapidement compléter ce réseau à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine.

Il repose sur des matériels et des solutions informatiques dédiées :

- des bornes connectées de 11 kW,
- un logiciel et un service de supervision mis en œuvre par le groupe EDF,
- des véhicules électriques spécifiques disposant de la capacité à communiquer avec ces systèmes ;

- que la Ville et la Métropole intègrent déjà dans leur parc une dizaine de véhicules utilitaires légers répondant à cette spécificité. Compte tenu de leur répartition dans les différents services municipaux et métropolitains, 1 ou 2 bornes seront installées au Centre Technique Municipal de Garosud et cinq sur le site métropolitain Helios à Fabrègues (ex Schneider Electric) qui accueille notamment les agents et les engins du pôle territorial « Plaine Ouest » ;

- qu'afin d'encourager les acteurs locaux à participer à cette opération, la Région prévoit une subvention de 3 000 € par borne couvrant les frais d'acquisition. Elle peut être complétée par une aide de 960 € par installation au titre du fond Advenir (ADEME). EDF facturera un coût de gestion mensuel du service d'exploitation et de supervision d'environ 10 € par borne qui sera compensé par une rémunération mensuelle de près de 20 € par borne au titre de la participation de la Ville et de la Métropole à cette action. Ces engagements ont une durée maximale de 3 ans ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'expérimentation « Flexitanie ».

ARTICLE 2 : D'autoriser la sollicitation des subventions susvisées et toutes autres aides afférentes auprès des différents partenaires.

ARTICLE 3 : D'approuver la conclusion de l'ensemble des conventions à intervenir participant au financement et à la mise en œuvre de cette opération.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Dire que les dépenses et les éventuelles recettes obtenues à l'issue des sollicitations

susvisées, concernant la Métropole, seront imputées sur le budget Principal tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDEN



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D5240DS
- "Travaux d'Aménagement et d'Entretien
des Bâtiments Sportifs" - Lot n° 9
"Électricité" - Avenant n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU le code de la commande publique,

- VU la décision n° MD2019-717 en date du 26 août 2019 attribuant le lot n° 9 « Électricité » du marché n° M9D5240DS au groupement d'entreprises SME (mandataire) / REEL en 1^{ère} position, et l'entreprise INEO en 2^e position, pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, relatif aux travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs, à compter de sa notification, pour une durée d'un an, reconductible trois fois pour une période d'un an,
- VU la décision n° MD2020-287 en date du 13 mars 2020 modifiant l'article 2 de la décision susmentionnée pour prévoir une imputation de la dépense sur les chapitres 903 et 933,
- VU la décision n° MD2021-011 en date du 18 juin 2021 validant l'avenant n° 1 « intégration des prix nouveaux aux Bordereaux des Prix Unitaires » des différents lots du marché,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à des prestataires extérieurs chargés d'assurer les travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que les accords-cadres relatifs aux différents lots ne présentant pas de montants minimum et maximum, les avenants sont sans incidence financière et ne bouleversent donc pas l'économie générale des marchés,
- que la société REEL MÉDITERRANÉE, a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole, d'un changement de SIRET lié à un changement d'adresse,
- qu'il convient d'acter cette modification par la passation d'un avenant n° 2 de modification de SIRET de la société REEL MÉDITERRANÉE pour le lot n° 9 du marché suivant :

M9D5240DS Accord-cadre multi-attributaire relatif aux travaux d'aménagement et d'entretien des bâtiments sportifs, sans montant minimum ni maximum, d'une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an, pour une durée de reconduction de trois ans,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 qui précise le changement de SIRET de la société REEL MÉDITERRANÉE pour le lot n° 9 du marché M9D5240DS.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n° 2 n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSA



Publiée le : 31 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SIRET

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0063DC - Diagnostic, évaluation,
orientation et structuration de
l'enseignement artistique spécialisé de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'un diagnostic de l'enseignement artistique spécialisé de Montpellier Méditerranée Métropole doit être lancé préalablement à l'élaboration du schéma métropolitain d'enseignement artistique, un marché M1B0052DC a été lancé. Aucune offre a été déposée. Les délais sont contraints : démarrage de l'étude impérativement le 15 septembre pour un rendu du rapport de diagnostic de la tranche ferme au plus tard le 15 janvier 2022. Il a donc été décidé d'utiliser la procédure de l'article R2122-2 du code de la commande publique pour faire un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. L'entreprise ABCD a été invitée à concourir via la plateforme de marchés publics et a déposé un offre conforme aux attendus notamment au niveau du respect des délais de livraison de l'étude.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à tranches pour une durée de 30 mois ;

- que l'entreprise ABCD – 6 Bd de Strasbourg - Paris présente un offre économiquement avantageuse et conforme aux attentes dont l'échéancier prévisionnel du diagnostic.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M1B0063DC - Diagnostic, évaluation, orientation et structuration de l'enseignement artistique spécialisé de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ABCD, pour un montant de 63172,50 € HT (tranche ferme : 37 242.50 €HT et tranche optionnelle 1 :25 930 € HT)

Le marché prend effet à compter du 15 septembre 2021. Sa durée est de 30 mois toutes tranches confondues.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21/8/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 01 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
N°G0D0084CO Fourniture,
personnalisation et livraison d'objets et
textiles promotionnels pour Montpellier
Méditerranée Métropole
et la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU le Code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU la décision n°MD2020-639 et la délibération V2020-094 qui autorisent la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier – Fourniture, personnalisation et livraison d'objets et textiles promotionnels.
- Montpellier Méditerranée Métropole est désignée en qualité de coordonnateur du groupement.

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum ni maximum allotis en 4 lots pour une durée de 1 an renouvelable tacitement 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 50%
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique et des échantillons : 40%
 - ° délai de livraison : 10%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27/07/2021 a attribué les accords-cadres aux entreprises suivantes ayant présentées les offres économiquement les plus avantageuses:
 - **VENDREDI 13** (1ère), **PFC DULLAC** (2ème), **EUROPRESENT** (3ème), pour le lot n° 1 – Articles textiles et bagageries ;
 - **MGA FRANCE** (1ère), **STILC** (2ème), **ALANN MARKS DIFFUSION** (3ème), pour le lot n° 2 – Papeteries et objets divers ;
 - **MILHE ET AVONS** pour le lot n° 3 – Sachets et coffrets en papier et carton ;
 - **MGA FRANCE** pour le lot n° 4 – Verre type INAO.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G0D0084CO « Fourniture, personnalisation et livraison d'objets et textiles promotionnels aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : Articles textiles et bagageries » aux entreprises :

VENDREDI 13, PFC DULLAC et EUROPRESENT, sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires avec un montant minimum annuel fixé à 15 000 € HT, et attribution à tour de rôle.

- Lot 2 : Papeteries et objets divers » aux entreprises :

MGA France, STILC et ALANN MARKS DIFFUSION, sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires avec un montant minimum annuel fixé à 15 000 € HT, et attribution à tour de rôle.

Lot 3 : Sachets et coffrets en papier et carton » à l'entreprise MILHE ET AVONS, sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum.

Lot 4 : Verre type INAO » à l'entreprise MGA FRANCE, sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum ni maximum.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 SEP. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELASOSSE



Publiée le : 30 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 30 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché
n°M1B0056DC de transport aller et retour,
emballage et déballage d'objets
archéologiques pour l'exposition
"Gaulois ? Gaulois ! Comment
l'archéologie perçoit les identités celtiques"
organisée au musée Henri Prades du 20
novembre 2021 au 4 juillet 2022**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique ;

Considérant :

- qu'il y a lieu, dans le cadre de l'organisation de l'exposition « Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités gauloises » au musée Henri Prades de confier le transport des objets archéologiques prêtés à une entreprise spécialisée ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire, pour les prestations de transport aller et retour, emballage et déballage d'objets archéologiques pour l'exposition « Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques » qui se déroulera au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole du 19 novembre 2021 au 4 juillet 2022 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur Technique : 60 %

° Prix : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise Bovis, sise 1B, rue Edouard Aubert, 91 700 Fleury-Mérogis présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M1B0056DC de Transport ALLER et RETOUR, emballage et déballage d'objets archéologiques pour l'exposition « Gaulois ? Gaulois ! Comment l'archéologie perçoit les identités celtiques » au Site archéologique Lattara - musée Henri Prades à l'entreprise Bovis Transports, pour un montant de 48 837 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/08/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 01 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M1B0035EA
- Prélèvements et analyses d'échantillons
d'eau et de boues sur le territoire de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que les prélèvements et analyses d'échantillons d'eau et de boues sur le territoire de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé

sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 1 an par accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

° Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%

- qu'après analyse, l'entreprise CEREG sise 589, rue Favre de Saint Castor - 34080 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1B0035EA - Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau et de boues sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la société CEREG sise 589, rue Favre de Saint Castor - 34080 Montpellier pour un montant de 80 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification au moyen de bons de commande. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

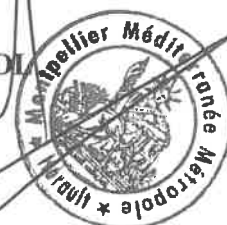
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 02 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
transfert de maîtrise d'ouvrage avec la
Commune de Valergues pour la réalisation
d'un cheminement modes doux entre
Saint-Génies-des-Mourgues et le collège de
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser la conclusion de conventions de transfert maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que la réalisation d'un cheminement modes doux entre Saint-Génies-des-Mourgues et Baillargues est nécessaire ;

- que la Métropole souhaite porter la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération décrite ci-dessus, y compris la section située sur le territoire de la commune de Valergues ;
- qu'en tant que maître d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, la Métropole assure l'entière responsabilité de l'exécution des travaux dont il a la charge dans le respect de la législation en vigueur ;
- que cette convention, conclue à titre gratuit, a pour objet d'acter le principe de transfert de la maîtrise d'ouvrage à Montpellier Méditerranée Métropole et d'en fixer les modalités d'application. La convention prendra effet à compter de sa notification, jusqu'à la réception et la levées de réserves de réception.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme maître d'ouvrage pour la réalisation d'un cheminement modes doux entre Saint-Génies-des-Mourgues et le collège de Baillargues.

ARTICLE 2 : d'approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Valergues.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGNE



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv Transf MOA 3M Valergues-finale.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M1D0007EA - Renouvellement du
réseau unitaire et du réseau d'adduction
d'eau potable dans le secteur Ecusson
(Rues Valfère - Rochelle - Saint sépulcre) -
Commune de MONTPELLIER

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n°MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n°4938EA17 – « Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

CONSIDÉRANT :

- que le renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère – Rochelle – Saint sépulcre) sur la commune de MONTPELLIER est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 7 mois dont 4 semaines de préparation ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %

- qu'après analyse, l'offre l'entreprise SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 AGDE est l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0007EA - Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable dans le secteur Ecusson (Rues Valfère – Rochelle – Saint sépulcre) Commune de MONTPELLIER à la société SOLATRAG sise 2 rue de Chiminie - 34300 AGDE pour un montant estimatif de 761 950, 80 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois dont 4 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 02 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention avec la
Ville de Saint Jean de Védas pour la mise à
disposition de locaux situés au sein de la
médiathèque Jules Verne - Réseau des
médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération M2021-194 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail

VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine Historique,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine Historique,

Considérant :

- Que La mairie de la ville de Saint Jean de Védas a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la mise à disposition de la salle d'animation au sein de la médiathèque Jules Verne.
- Que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux répondant aux critères de la recherche de la ville de Saint Jean de Védas, et a en conséquence répondu favorablement à cette sollicitation.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux est conclue avec la ville de Saint Jean de Védas

ARTICLE 2 : Cette convention concerne la mise à disposition à titre gracieux de locaux situés à la médiathèque Jules Verne, 21 rue Auguste Renoir 34430 Saint Jean de Védas, pour 6 demi-journées sur l'année scolaire 2021-2022, pour des réunions ou formations assurées et encadrées par la mairie de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

14 / 11 / 21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 16.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

16.09.2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION_MairieStJeandeVedas_PrêtedeSalles2021-2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché MOD0081EA-
Service d'aide à la décision pour la gestion
des risques hydrométéorologiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de «Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI»

Considérant :

- la nécessité de mettre à disposition de la collectivité un service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologique pour assister les 31 communes de la métropole de Montpellier 24h/24h et 7J/7J en vue de faire face à un phénomène pouvant impacter directement leur territoire ou leur bassin versant.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2122-1 et R2122-3 du Code de la commande publique sans publicité ni mise en concurrence sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1 Valeur technique au regard du mémoire technique	60 %
2 — Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif	40 %

- qu'après analyse, l'entreprise PREDICT SERVICES, 20 rue Daurat, 34170 Castelnau le Lez présentant l'offre économiquement la plus avantageuse et répondant à l'ensemble des critères techniques

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « service d'aide à la décision pour la gestion des risques hydrométéorologiques à l'entreprise PREDICT SERVICES pour un montant sans minimum, ni maximum.

La durée de l'accord cadre est de 1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché (les marchés en cas d'allotissement) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 AOUT 2021**

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 31 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M9D0145EA - lot 1 "modification
et adaptation technique avec incidence
financière des travaux d'amélioration de la
station d'épuration de Pignan-Saussan-
Fabrègues (GAIA)" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »
- Vu la Décision n° MD2021-087 du 3 mars 2021 autorisant la signature du marché M9D0145EA, passé en procédure adaptée.

Considérant :

- La nécessité de passer un avenant pour des modifications et adaptation technique ainsi que des travaux supplémentaires

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9D0145EA - Travaux d'amélioration de la station d'épuration de Pignan-Saussan-Fabrègues - lot 1 "Équipements et génie civil associé" au groupement SOGEA Hydraulique (mandataire)/ TOUJA pour un montant de 55 248,30 €HT, soit 6.52% d'augmentation financière. La nouvelle durée du marché est ainsi portée à 9 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **01 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOIL



Publiée le : **02 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **02 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la
convention d'accueil au Corum-Palais des
Congres-Opéra de l'association Opéra
Orchestre National Montpellier Occitanie
par la SAEML Montpellier Events,
déléataire de service public pour
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de la commande publique permettant d'approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie par la SAEML Montpellier Events, en annexe à la présente décision ;

CONSIDERANT :

- Que par la délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019 le Conseil de Métropole

a approuvé la délégation de service public portant sur les deux équipements d'intérêt métropolitain que sont le Corum-Palais des Congres-Opéra et le Zénith Sud, par la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events,

- Qu'une convention entre Montpellier Events et l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie a été signée pour une durée de 7 ans, concernant la mise à disposition au Corum-Palais des Congres-Opéra des auditoriums Berlioz, Pasteur et Einstein pour une durée de 118 jours / an en « équivalent Berlioz », ainsi que d'autres espaces à usage artistiques, mais également des locaux à usage de bureaux à l'intérieur du Corum moyennant un loyer de 2 428 230 € HT pour l'année 2020 (indexé),

- Que la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie par la SAEML Montpellier Events doit être approuvée selon l'article 30.1 de la convention de délégation de service public.

DECIDE

Article 1 : De donner agrément à la convention susmentionnée.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principale Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Contrôle de Gestion

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de la
convention d'accueil au Corum-Palais des
Congres-Opéra de l'association
Montpellier Danse par la SAEML
Montpellier Events, délégataire de service
public pour Montpellier Méditerranée
Métropole et de l'avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de la commande publique permettant d'approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Montpellier Danse par la SAEML Montpellier Events, en annexe à la présente décision ;

CONSIDERANT :

- Que par la délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019 le Conseil de Métropole a approuvé la délégation de service public portant sur les deux équipements d'intérêt métropolitain

que sont le Corum-Palais des Congres-Opéra et le Zénith Sud, par la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events,

- Qu'une convention entre Montpellier Events et l'association Montpellier Danse a été signée pour une durée de 7 ans, concernant la mise à disposition au Corum-Palais des Congres-Opéra des auditoriums pour une base modulable de 26 jours / an en « équivalent Berlioz », moyennant un loyer de 384 221 € HT pour l'année 2020 (indexé).

- Qu'un avenant n°1 à la convention entre Montpellier Events et l'association Montpellier Danse a été signée concernant le report d'un nombre de jours non utilisées en 2020 en raison de la crise sanitaire, sur l'année 2021, dans le limite de neuf.

- Que les conventions d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de l'association Montpellier Danse par la SAEML Montpellier Events doivent être approuvées selon l'article 30.1 de la convention de délégation de service public,

DECIDE

Article 1 : De donner agrément à la convention initiale ainsi qu'à l'avenant n°1, susmentionnés.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer tout document relatif à cette affaire.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principale Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : - 6 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **- 6 OCT. 2021**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°05/TRAV/18
Réalisation des infrastructures du parc
Gérard-Bruyère - Lot n° 2 : Ouvrages de
traitement de l'eau - Avenant n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

- VU la délibération n° M2019-800 en date du 18 décembre 2019, actant l'effectivité du transfert du Parc Gérard-Bruyère à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n° MD2019-1167 en date du 21 janvier 2020, autorisant la signature d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole, ayant pour objet de confier à la Ville de Baillargues la continuité opérationnelle de certaines procédures pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la convention de mandat en date du 21 janvier 2020 entre la Ville de Baillargues et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n° MD2020-084 en date du 12 février 2020, attribuant le lot n°2 « Ouvrages de traitement d'eau » du marché n° 05/TRAV/18 « Réalisation des infrastructures du Parc Gérard-Bruyère » au groupement SERPE (mandataire) / RAZEL BEC / VÉOLIA (cotraitants) pour un montant de 2 709 199,23 € HT et pour une durée initiale de 18 mois ;
- VU la décision n° MD2021-174 en date du 12 mars 2021, rectifiant une erreur matérielle figurant dans le dispositif de la décision n° MD2020-084 ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de l'exécution du marché n° 05/TRAV/18 – lot n° 2 relatif aux travaux de traitement d'eau pour la réalisation du Parc Gérard-Bruyère, il convient d'intégrer des prestations supplémentaires demandées par la maîtrise d'ouvrage, en lien avec le maître d'œuvre, la société BRL Ingénierie, et rendues nécessaires en cours de chantier pour la bonne réalisation des infrastructures de traitement d'eau des bassins du Parc Gérard Bruyère,
- qu'il est nécessaire de passer un avenant en ce sens,
- que l'avenant ainsi rédigé présente une incidence financière inférieure aux seuils européens et à 15 % du montant du marché, conformément au 6° de l'article 139 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016,
- que la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant lors de la séance du 7 septembre 2021,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 2 « Traitement d'eau » du marché n° 05/TRAV/18, avec le groupement formé par SERPE (mandataire), et RAZEL BEC / VÉOLIA (cotraitants), d'un montant de 145 559,14 € HT., portant ainsi le nouveau montant du marché à 2 854 758,37 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSA



Publiée le : 10 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Semaine Européenne de la Mobilité -
Concours proposés par Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment concernant l'approbation des règlements de jeux concours organisés par la Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine « Transport et Mobilités Actives » ;

Considérant :

- que la Métropole de Montpellier Méditerranée a fait de la thématique de la mobilité un enjeu fort du mandat ;
- que la Semaine Européenne de la Mobilité est un moment fort pour mettre en exergue les actions portées par la collectivité dans ce domaine ;
- que la Métropole souhaite mettre en œuvre des concours ou challenges ludiques dans ce cadre en les valorisant au travers de remises de prix ;
- que ces remises de prix doivent valoriser les activités proposées par la collectivité, ou les offres de tourisme locales, ou le commerce local ;

DECIDE

Article 1 : Il est instauré 3 concours ou challenges dans le cadre de la Semaine Européenne de la Mobilité 2021, dont les règlements sont annexés à la présente décision :

1. concours Selfie ADAGES / Photos Amateur 3M
2. concours covoiturage 3M – Klaxit programme Tous Covoitureurs
3. challenge marche à pied.

Article 2 : Les prix lauréats pour le concours Selfie ADAGES seront attribués sous forme de bons cadeaux d'une valeur de :

- 1er prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 120 €
- 2ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 80 €
- 3ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 50 €
- 4ème au 10ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 30 €

Article 3 : Les prix lauréats pour le concours Photos amateur 3M seront attribués sous forme de bons cadeaux d'une valeur de :

- 1er prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 250 €
- 2ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 150 €
- 3ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 100 €
- 4ème au 10ème prix : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 60 €

Article 4 : Les prix lauréats pour le concours covoiturage 3M – Klaxit programme Tous Covoitureurs seront attribués sous forme de bons cadeaux d'une valeur de :

- 5 tirés aux sorts parmi les salariés inscrits sur la plateforme des entreprises du programme Tous covoitureurs : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 30 €
- 7 tirés aux sorts parmi les salariés inscrits sur la plateforme des entreprises du programme Tous covoitureurs et ayant effectué entre 10 et 20 trajets sur la plateforme Klaxit en tant que conducteur/passager entre le 1er septembre 2021 et le 31 octobre 2021 : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 60 €
- 3 tirés aux sorts parmi les salariés inscrits sur la plateforme des entreprises du programme Tous covoitureurs et ayant effectué entre 20 et 30 trajets sur la plateforme Klaxit en tant que conducteur/passager entre le 1er septembre 2021 et le 31 octobre 2021 : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 100 €
- 1 tiré aux sorts parmi les salariés inscrits sur la plateforme des entreprises du programme Tous covoitureurs et ayant effectué plus de 30 trajets sur la plateforme Klaxit en tant que conducteur/passager entre le 1er septembre 2021 et le 31 octobre 2021 : un bon d'achat à concurrence d'une valeur de 150 €

Article 5 : Les prix lauréats pour le challenge marche à pied seront attribués sous forme d'une participation au jeu gourmand du Rat Belais par Montpellier d'une valeur de 16 € par salarié gagnant des équipes lauréates par tranches :

- employeurs de moins de 100 salariés
- employeurs de 100 à 300 salariés
- employeurs de plus de 300 salariés

Article 6 : Les crédits sont inscrits aux budgets 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 7 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable et Financières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux modalités
d'utilisation de carte professionnelle -
Modalités d'utilisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, toutes décisions relatives à la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président délégué aux finances, aux politiques contractuelles et à la coopération avec les communes ;

CONSIDERANT

- Que le dispositif de carte professionnelle doit permettre au titulaire de procéder au paiement de frais, en France et à l'étranger, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation en vigueur afférente aux frais de déplacements et de représentation ;
- Que la carte professionnelle est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels strictement définis et dans la limite des seuils fixés par la réglementation. Aucune dépense à caractère personnel ne pourra être payée avec cette carte ;
- Que grâce à ce mode de paiement, la Métropole de Montpellier gère les frais professionnels des titulaires de cette carte en évitant les avances de fonds par un débit différé et peut suivre, au vu de relevés périodiques, l'intégralité de leurs dépenses ;

DECIDE

Article 1 : La BNP PARIBAS est retenue comme prestataire pour l'attribution des cartes professionnelles. A titre indicatif, le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60€ par carte.

Article 2 : Définition de la carte professionnelle BNP PARIBAS

La carte professionnelle est une carte de paiement :

- Nominative : elle est établie au nom du bénéficiaire avec la mention « Métropole de Montpellier ». Elle est personnelle et ne doit être confiée à personne.
- Adossée sur le compte bancaire personnel du bénéficiaire : en cas de changement de banque, le bénéficiaire doit impérativement en informer la Direction des Finances et lui envoyer son nouveau RIB
- Destinée aux règlements des frais professionnels strictement définis : la Métropole de Montpellier n'est pas solidaire d'une éventuelle utilisation abusive de la carte. De ce fait, si le bénéficiaire est amené à réaliser des dépenses non autorisées ou s'il ne peut pas justifier ses dépenses, il ne sera pas remboursé et son compte bancaire personnel sera automatiquement débité des sommes correspondantes.

La Métropole se réserve la possibilité de retirer la carte en cas d'usage dans des conditions non prévues dans la présente décision.

Article 3 : Fonctionnement de la carte professionnelle

Débit différé :

La collectivité bénéficie de 60 jours à partir de l'arrêté mensuel des comptes pour rembourser l'utilisateur de la carte professionnelle. Ainsi, lorsque la dépense professionnelle sera débitée sur le compte personnel de l'utilisateur de la carte, la Direction des Finances aura déjà émis les mandats et le Comptable Public les aura déjà virés sur le compte.

Suivi des dépenses :

Un relevé d'opérations dématérialisé est disponible sur Internet pour l'utilisateur de la carte professionnelle et pour la Direction des Finances afin de suivre les dépenses.

Retrait d'espèces au guichet :

L'utilisateur de la carte professionnelle a la possibilité de retirer de l'argent aux distributeurs de la BNP Paribas ou agréés, dans la limite de 500 euros maximum par mois. Le montant des retraits est débité immédiatement sur le compte personnel et le remboursement par la collectivité ne pourra se faire qu'au vu des justificatifs des dépenses.

Cela est valable aussi pour les retraits à l'étranger.

Frais relatifs à la carte professionnelle :

En cas de retraits dans une banque non agréée, les frais bancaires seront à la charge de l'utilisateur. La cotisation annuelle et les frais de gestion sont à la charge de la collectivité.

Article 4 : Nature des dépenses autorisées par la carte professionnelle

La carte doit être utilisée pour payer des dépenses à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la métropole.

Seules les dépenses énumérées ci-dessous feront l'objet d'un remboursement :

- Frais de restauration, de déplacement (train, avion, taxis, transports en commun) et d'hébergement liés à des colloques, formations ou manifestations professionnelles.

Les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement.

- Frais de représentation remboursés au réel dans la limite de 150 euros par utilisation et entrant dans une des 3 catégories suivantes :

- Achats d'ouvrages, journaux,
- Inscription à des colloques, séminaires, visites et autres manifestations culturelles et sportives, guide, interprète,
- Cadeaux protocolaires (avec mention du destinataire et de la date de remise, à justifier pour remboursement)
- Petit équipement à caractère professionnel (montant plafonné à 50€ unitaire)

- Repas avec des interlocuteurs professionnels remboursés au réel (joindre obligatoirement la liste nominative des invités ainsi que leurs fonctions pour remboursement)

- Retrait d'espèces pour les 3 types de dépenses énumérées ci-dessus (le remboursement de ces retraits se fait sur la base de justificatifs identiques à ceux demandés pour les dépenses autorisées pour la carte professionnelle).

Les dépenses par le biais de la carte professionnelle sont autorisées dans la limite de 500 euros par utilisation, à l'exception des frais de représentation limités à 150 euros par utilisation.

Les retraits d'espèces sont limités à 500 euros par mois.

Article 5 : Modalité de remboursement

L'utilisateur de la carte professionnelle doit faire parvenir à la Direction des Finances un bordereau mensuel récapitulatif dûment rempli et signé accompagné de toutes les factures, la première semaine du mois suivant. (Ex : le bordereau récapitulatif des dépenses du mois N doit parvenir à la Direction des Finances et du Contrôle de Gestion la première semaine du mois N+1)

Seules les dépenses prévues et justifiées par une facture feront l'objet d'un remboursement.

Les factures des terminaux de paiement et les relevés bancaires ne sont pas recevables en tant que pièces justificatives.

Article 6 : Destinataires de la carte professionnelle BNP PARIBAS

Les cartes professionnelles sont attribuées aux 2 destinataires ci-dessous :

- Le Directeur Général des Services

- Le Directeur de Cabinet

Article 7 : Toutes les délibérations et décisions antérieures sont abrogées.

Article 8 : Monsieur le Président, ou à défaut, Monsieur le Vice-Président, délégué aux Finances, est autorisé à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : **28 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°MOD0061DM de prestations de
raccordement des carrefours à feux au
système centralisé de gestion des
déplacements Pétrarque - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

CONSIDÉRANT :

- Que dans le cadre de la mission de gestion des feux de signalisation assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la gestion du raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque ;
- Qu'un marché sans publicité ni mise en concurrence a été lancé en application de l'article L 2122-1 du Code de la Commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans mini ni maxi ;
- Que la consultation avait pour objet les prestations de raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique au regard du mémoire technique et des fiches techniques : 60 %
 - Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif : 40 %

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0061DM de prestations de raccordement des carrefours à feux au système centralisé de gestion des déplacements Pétrarque à l'entreprise GERTRUDE SAEM, 9 rue de Ségur, 33000 Bordeaux, sur la base d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an, renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

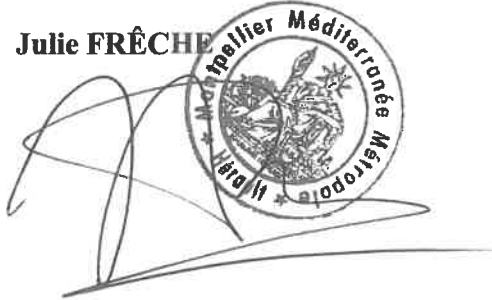
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché subséquent
issu d'un accord-cadre UGAP de "Gestion
de flotte pour véhicules industriels, engins
industriels et équipements" au bénéfice de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'article L2113-4 dudit Code précisant que les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise audit code, sont dispensés de leurs obligations de mise en concurrence ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;
- VU la décision n°MD2021-721 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics permettant l'accès au marché subséquent relatif à l'accord-cadre ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements » ;

Considérant :

- que dans le cadre de la gestion de la collecte des déchets par la Régie de Collecte Montpellier Méditerranée Métropole possède un parc d'engins spécifiques nécessitant un entretien régulier pour la parfaite réalisation de leurs missions de service public ;
- que l'entretien, le contrôle et les réparations et la fourniture de pièces associées de ces engins relèvent d'une complexité technique particulière ;
- que la Métropole a des besoins portant sur la gestion d'une flotte automobile de 53 engins à date (véhicules et engins industriels, et équipements divers de Montpellier Méditerranée Métropole), la liste étant modifiable à tout moment ;
- que le marché actuel n° 4803VD17 d'entretien et maintenance des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers, et de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont arrive à échéance le 23 août 2021 ;
- que le Titulaire retenu par l'Union Générale Acheteurs Publics (UGAP) pour le marché subséquent à l'accord-cadre (n°771751) est l'entreprise FATEC GROUP SAS, sise 8 rue Jean- Jacques VERNAZZA, 13 016 Marseille ;
- que le marché subséquent, issu de l'accord – cadre, est un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, d'une durée minimale d'engagement de 30 mois (renouvelable 3 fois 6 mois) ;
- que le montant estimatif le montant estimatif des frais de gestion pour la période initiale (30mois) est de 25 000 € HT, le coût des réparations et fournitures associées pour cette période est estimé à 700 000 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer le marché subséquent, avec l'entreprise FATEC GROUP SAS, sise 8 rue Jean-Jacques VERNAZZA, 13 016 Marseille

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 30 mois avec une reconduction de 6 mois possible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense estimative, issue du marché subséquent pour cette période initiale (30 mois) est de 25 000 € HT pour les frais de gestion, et de 700 000 € HT pour le coût annuel des fournitures et réparations, et sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 16 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées A 3090, A 3092 et A
3093 - Copropriété du centre commercial
Les Olivettes - Cœur du village - Commune
de Sussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande d'acquisition formulée par Montpellier Méditerranée Métropole en date du 9 février 2021, pour réaménager le cœur du village en lien avec la commune de Sussargues » ;

- VU le procès-verbal d'assemblée générale de la copropriété Centre Commercial Les Olivettes en date du 27 mars 2021,

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées A 3090, A 3092 et A 3093, afin de permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'aménager une voie apaisée et sécurisée de desserte locale, tout en renforçant l'aspect qualitatif et paysager des espaces publics du cœur du village de Sussargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Centre Commercial Les Olivettes, représentée par le syndic HUBERT PEYRE, les parcelles cadastrées A 3090 (269 m²), A 3092 (76 m²) et A 3093 (172 m²), situées au cœur du village de Sussargues, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de quinze mille euros (15 000€).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.9.2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 16 logements
sociaux - Résidence ' Carpe Diem ' - ZAC
Horts de Vernis, Lot 145, à Saussan -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MAJRI le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°125118 en annexe signé entre FDI Habitat, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 16 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Carpe Diem », ZAC Horts de Vernis, lot 145, à Saussan. Le programme comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérien Philippe RUBIO ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 932 874 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125118 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 1 932 874 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125118, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de Prêt n°125118.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par a SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 37 logements
sociaux - Résidence ' Bella Roma ' - ZAC
Horts de Vernis, lot 148, à Saussan -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;
- VU le contrat de prêt n°125107 en annexe signé entre FDI Habitat, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 37 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Bella Roma », lot 148 ZAC Horts de Vernis à Saussan. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Angelotti, comprend 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Philippe RUBIO ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 377 493 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125107 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;
- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;
- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

Décide :

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 4 377 493 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125107, constitué de 5 lignes de prêts.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente


Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 OCT. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°125107.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 6 logements
sociaux - Résidence ' Les Jardins de
Castries 3 ' - Rue du Sergent Willis Harless
à Castries - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- **VU** le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- **VU** le contrat de prêt n°124289 en annexe signé entre FDI Habitat, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Jardins de Castries 3 », 88 rue du Sergent Willis Harless à Castries. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Zigliani Bâtitisseur, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture Montpelliérain Georges Zigliani ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 596 309 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°124289 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision ;

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 596 309 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°124289, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°124289.pdf
- Convention d'octroie de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries et
équipement public Lotissement "Le Clos
René" - Propriétés de GGL Groupe -
Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la demande d'acquisition formulée par GGL Groupe, en vue de régulariser la propriété foncière des emprises à vocation publique, lotissement Le Clos René à Lattes,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles en nature de voiries et équipement public (bassin de rétention) du lotissement "Le Clos René" situé sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries et équipement public (bassin de rétention) du lotissement "Le Clos René", à savoir les parcelles cadastrées DB 377 (89 m²) et DB 444 (4596 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-09-2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13-09-2021-

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13-09-2021-

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries et
équipement public - Lotissement "Les
Serres de Maurin" - Propriétés de GGL
Groupe - Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande d'acquisition formulée par GGL Groupe concernant le lotissement « Les Serres de Maurin » à Lattes,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et équipement public (bassin de rétention) du lotissement « Les Serres de Maurin » situé sur la commune de Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries et équipement public (bassin de rétention) du lotissement "Les Serres de Maurin", à savoir les parcelles cadastrées AX 89 (149 m²), AX 94 (1548 m²), AX 97 (629 m²) et AX 102 (2322 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.08.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries du
lotissement "Clos du Pêcheur" - Propriétés
de GGL Groupe - Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la demande d'acquisition formulée par GGL Groupe concernant le lotissement "Clos du Pêcheur" à Pérols,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries du lotissement "Clos du Pêcheur" situé sur la commune de Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries du lotissement "Clos du Pêcheur", à savoir les parcelles cadastrées AA 259 (709 m²) et AA 295 (50 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 - 09 - 2021 -

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13-09-2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13-09-2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des voiries
et équipements publics de la ZAC des
Garrigues - Propriétés GGL Groupe -
Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande d'acquisition formulée par GGL Groupe concernant la ZAC des Garrigues à Pérols ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et équipements publics de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) des Garrigues située sur la commune de Pérols ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries et d'équipement publics de la ZAC des Garrigues, à savoir les parcelles cadastrées AA 218 (40 m²), AA 226 (966 m²), AA 250 (2199 m²), AA 251 (714 m²) et AA 294 (8935 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021 -

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0022EA - Renouvellement du
Renouvellement du réseau unitaire et du
réseau d'adduction d'eau potable sur la rue
Saint Louis - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU la décision n° MD2018-254 relative à la signature de l'accord-cadre n° 4938EA17 relatif à Travaux de renouvellement de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

Considérant :

- que le réseau d'assainissement eaux usées (EU) et le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de la rue Saint Louis à Montpellier nécessite d'être renouvelé,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux accords-cadres sur le fondement de l'accord-cadre n°4938EA17 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée maximale de 9 mois dont 6 semaines maximum de période de préparation à compter de la notification du marché
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise EHTP MALET ZAC de la Louvade, 18 rue des Cabernets, 34130 Manguio présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1D0022EA Renouvellement du réseau unitaire et du réseau d'adduction d'eau potable sur la rue Saint Louis à l'entreprise EHTP MALET pour un montant de 1 839 620 ,42 € € HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises).
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 9 mois, dont 6 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 20 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 2 -
Convention d'occupation temporaire du
domaine public - Piscine Olympique
Angelotti - Société ABCLM Fitness -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celle de prendre toute décision concernant la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération n° M2020-299 en date du 12 octobre 2020 autorisant la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société ABCLM FITNESS,
- VU la décision n° MD2021-154 autorisant la signature d'un avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public qui prévoit l'ajout d'un article comportant une

obligation relative à la communication, suite au changement de la dénomination officielle de la Piscine Olympique,

Considérant :

- que la société ABCLM FITNESS (enseigne TRAINING GO), sise 495, avenue du Mas d'Argelliers, à Montpellier (34000), occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m² en proposant des activités visant l'optimisation et l'amélioration des performances physiques ainsi que le développement du bien-être et de la vitalité pour les athlètes comme pour tous les amateurs de la pratique sportive,
- que le porteur du projet, M. BOZEC, Président de la société ABCLM FITNESS, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole aux fins de transfert de la convention au profit de la société ABMADO FITNESS,
- que M. BOZEC est l'associé unique et le seul dirigeant de la société AB FITNESS, laquelle contrôle en totalité et dirige seule les sociétés ABCLM FITNESS et ABMADO FITNESS,
- que le transfert de la convention ne contrevient donc pas à la clause d'*intuitu personae* prévue dans la convention,
- qu'il convient par conséquent de prévoir par avenant le transfert de la convention au profit de la société ABMADO FITNESS,

D É C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n° 2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société ABCLM FITNESS (enseigne TRAINING GO), sise 495, avenue du Mas d'Argelliers, à Montpellier (34000), qui occupe des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 850 m², aux fins de transférer la convention à la société ABMADO FITNESS.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 31 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle RB n°47, sise commune de
Montpellier - Constitution de réserves
foncières sur le secteur Sud Zénith**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, le 30 juillet 2021, par Mme CARTRY Yvette pour la vente de la parcelle RB n°47, d'une surface cadastrale de 1 147 m², composée d'une maison d'habitation, sise commune de Montpellier, lui appartenant, moyennant le prix de 341 550 €, toutes indemnités confondues ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 1^{er} mars 2021 ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir la parcelle ci-dessus mentionnée afin de consolider les réserves foncières déjà constituées par Montpellier Méditerranée Métropole sur ce site stratégique d'entrée de la Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Mme CARTRY Yvette, domicilié à Castelnau –Le-Lez (34170), 52 chemin du mas du Diable, la parcelle cadastrée RB n°47, d'une superficie cadastrale de 1 147 m², élevée d'une maison d'habitation occupée, sise commune de Montpellier, lui appartenant.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 341 550 € (trois cent quarante et un mille cinq cent cinquante euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'achat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le :

30 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M0D0030DM de Mission
d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la
conception et la réalisation
d'aménagements cyclables - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la décision n° MD2020-1138 attribuant le marché n°M0D0030DM de Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la conception et la réalisation d'aménagements cyclables.

CONSIDÉRANT :

- Que les entreprises SITETUDES et PRESENTS ont fusionné le 1er juin 2021 ;
- Que le marché est donc transféré à la SA PRESENTS, dont le siège se situe 31 Rue MAZENOD, 69426 LYON CEDEX 3 ;
- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant au marché n°M0D0030DM.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0D0030DM de Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la conception et la réalisation d'aménagements cyclables.

ARTICLE 2: D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MH00014A - AMENAGEMENTS CYCLABLES - AO19052021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0085EA - Réhabilitation des
ouvrages de restitution des eaux brutes au
Lez à Montpellier - Lot 1 Jacques Cœur -
Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, de prévention des risques majeurs et GEMAPI » ;
- VU la décision n°MD2020-199 du 12 mars 2020 attribuant le marché n°M9D0085EA Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier lot 1 Jacques Coeur au groupement VEOLIA EAU/OBI dont le mandataire est la société VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 Montpellier Cedex 2 pour un montant de 153 065,86 € HT et pour une durée de 44 semaines ;

CONSIDERANT :

- les travaux supplémentaires rendus nécessaires (obturation par congélation des conduites a été nécessaire pour travailler hors d'eau).

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D0085EA Réhabilitation des ouvrages de restitution des eaux brutes au Lez à Montpellier lot 1 Jacques Coeur avec le groupement VEOLIA EAU/OBI dont le mandataire est la société VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 Montpellier Cedex 2, avenant d'un montant de 24 100 € HT. Le nouveau montant total du marché est porté à 177 165,86 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 17.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

17.09.2021.

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0085EA-A av1 signé + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise issue de la voie
- Lotissement le Clos des Oliviers -
Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

CONSIDERANT :

- qu'une portion de 20 m² issue de la voie en impasse, située lotissement Le Clos des Oliviers sur la commune de Vendargues n'est pas affectée à l'usage public ;

- la nécessité de constater la désaffectation du domaine public d'une portion de 20 m² issue de la voie en impasse, située lotissement Le Clos des Oliviers sur la commune de Vendargues, avant de pouvoir prononcer son déclassement du domaine public ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 20 m² issue de la voie en impasse, située lotissement Le Clos des Oliviers sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 20 m² issue de la voie en impasse, située lotissement Le Clos des Oliviers sur la commune de Vendargues et intègre cette emprise dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G0D0050IG
de prestations topographique et foncière
pour les besoins de Montpellier
Méditerranée Métropole et la ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU la Convention de groupement de commandes publiques du 22 octobre 2020 entre la Ville de Montpellier et la Montpellier Méditerranée Métropole, pour des prestations topographiques et foncières pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que la Ville de Montpellier souhaite bénéficier de prestations topographiques et foncières. Cela permet la réalisation de prestations d'acquisitions de données topographiques de différentes classes de précision, sur tout ou partie du territoire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux l'articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande. Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix, sans minimum, ni maximum. Les prestations définies au CCTP sont réparties en trois lots. Pour une durée d'un an à compter de sa date de notification et renouvelable tacitement trois fois par période de un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Valeur technique au regard du mémoire technique 60%
- ° Prix des prestations au regard du montant du DQE 40% ;

- qu'il a été proposé à la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 27 juillet 2021, d'adopter le classement des offres et de choisir :

- Lot 1 (réalisation de levés localisés de de précision centimétrique sur le territoire de la ville de Montpellier) : au groupement d'entreprises DGEMA SELAS GEOMETRE S EXPERTS/ GALILE 134 rue font caude, 34080 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Lot 2 (réalisation de levés localisés de précision centimétrique sur le territoire Ouest et Sud de la Métropole de Montpellier) : l'entreprise CABINET SIRAGUSA, parc club du Millénaire, bat 4, 1025 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Lot 3 (réalisation de levés localisés de précision centimétrique sur le territoire Nord et Est de la Métropole de Montpellier) au groupement d'entreprises CABINET PAGES TIP/DETECT RESEAU/ CABINET BENOIT, 27 rue de l'hirondelle, 34090 Montpellier, présentant la deuxième offre économiquement la plus. Compte tenu de la règle d'attribution des lots (un seul lot par candidat, et prioritairement dans l'ordre suivant : lot 1 ; lot 2 ; lot 3 selon l'article 1.4 du règlement de la consultation) et dans la mesure où SIRAGUSA (classé 1^{er}) du lot 2, le lot 3 est attribué au Groupement Pages (cotraitants DETECT RESEAUX 83 et cabinet Benoit).

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G0D0050IG de prestations topographique et foncières pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier à :

- Lot 1(réalisation de levés localisés de de précision centimétrique sur le territoire de la ville de Montpellier) : au groupement d'entreprises DGEMA SELAS GEOMETRE S EXPERTS/ GALILE, 134 rue Font Caude, 34 080 Montpellier, pour un montant sans minimum, ni maximum. Ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement, par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans,

- Lot 2 (réalisation de levés localisés de précision centimétrique sur le territoire Ouest et Sud de la Métropole de Montpellier) : l'entreprise CABINET SIRAGUSA, parc club du Millénaire, bat 4, 1025 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, pour un montant sans minimum, ni maximum. Ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement, par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans,
- Lot 3 (réalisation de levés localisés de précision centimétrique sur le territoire Nord et Est de la Métropole de Montpellier) au groupement d'entreprises CABINET PAGES TIP/DETECT RESEAU/ CABINET BENOIT, 27 rue de l'hirondelle, 34090 Montpellier, pour un montant sans minimum, ni maximum. Ce marché prenant effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible tacitement, par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans,

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **24 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **24 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0051EP - Travaux de
renouvellement des couches de roulement -
Secteur Ouest - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que les travaux de renouvellement des couches de roulement – Secteur Ouest sont nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 %
- qu'après analyse, le candidat SPIE BATIGNOLLE MALET – 18 Rue des Cabernets – 34130 Mauguio présente l'offre la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1D0051EP – Travaux de renouvellement des couches de roulement – Secteur Ouest au candidat SPIE BATIGNOLLE MALET pour un montant de 539 896.56 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 7 jours calendaires pour la tranche ferme, la tranche optionnelle 1 et la tranche optionnelle 2 et 14 jours calendaires pour la tranche optionnelle 3. Ces délais d'exécution ne comprennent pas une période de préparation du chantier de 30 jours calendaires par tranche.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

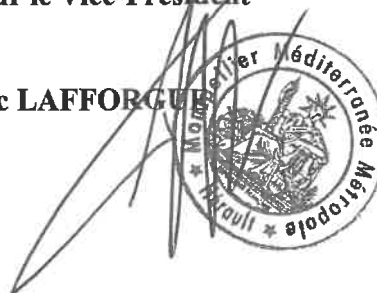
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3-09-2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 9-09-2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

9-09-2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Marketing Réseaux et Animation**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M0C0045DE - Prestations de traductions -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Économique et Numérique » ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre avec maximum, alloti en 2 lots :

- lot 1 Traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines liés au développement économique,

- lot 2 : Traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines hors développement économique pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les deux lots :

- prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- valeur technique au regard du mémoire technique : 60% :

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre n°M0C0045DE « Prestations de traductions » aux entreprises suivantes :

- Pour le lot 1 Traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines liés au développement économique : entreprise COMMTEXT - 120, cour Nicolas Appert - 34000 MONTPELLIER pour un montant maximum de 25 000€ HT/an (soit 100 000€ HT pour une durée de 4 ans)

- Pour le lot 2 Traductions du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français dans les domaines hors développement économique : ELAN LANGUAGES SA - Marktpllein 13 - BE-3550 Heusden - Zolder (Belgique) pour un montant maximum de 25 000€ HT/an (soit 100 000€ HT pour une durée de 4 ans) à

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour les lots 1 et 2. Sa durée est de 12 mois reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 24 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession des parcelles
BT 273 et BT 325 situées Lieudit Lauriol
Commune de CLAPIERS**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur Dainat pour acquérir plusieurs parcelles en nature d'ancien chemin désaffecté et déclassé, afin de remembrer sa propriété ;
- VU l'estimation de France Domaine n°2021-34077 - 41838 en date du 28 juillet 2021 ;
- **CONSIDERANT** qu'un tronçon d'un ancien chemin situé au milieu de la propriété de Monsieur Dainat, est déclassé de fait, dans la mesure où il n'est pas affecté à un usage public depuis de nombreuses années ;

- **CONSIDERANT** que le droit de priorité a été purgé auprès du seul propriétaire riverain, et que celui-ci a refusé l'acquisition ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise correspondant à un ancien chemin désaffecté depuis de nombreuses années, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Dainat les parcelles cadastrées BT 273 d'une superficie de 147 m² et BT 325 d'une superficie de 111 m² situées lieudit Lauriol sur la commune de Clapiers.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu au prix de 70 € le mètre carré, conformément à l'estimation établie par France Domaine, soit un montant total de 18 060 euros.

ARTICLE 3 : La recette correspondant à cette transaction sera affectée au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : L'acte notarié de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 - 09 - 2021 -

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13. 09. 2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13. 09. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une occupation
temporaire du domaine public du parking
du Prévost et de la plage à Villeneuve-lès-
Maguelone par l'association Kite &
WindSurf Maguelone à l'occasion du
festival Festikite 2021 ' championnat
d'Europe de Kitefoil ' - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit , ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs, ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaires du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
 - VU le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-3, L 2213-1, L2213-2, L 2213-3, L 2213-4, L. 5211-9 et L. 5211 10 ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;**

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries, Espace public » ;
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34-2019-06-10458 du 07 juin 2019, portant approbation à la Métropole de Montpellier de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- VU l'arrêté n°125/2013 du 10 juillet 2013 modifié par l'arrêté 147/2014 de Monsieur le Préfet maritime de Méditerranée réglementant la navigation le long du littoral de la Méditerranée ;
- VU les arrêtés municipaux des 16/06/1981 et 03/06/1983 réglementant le stationnement des véhicules sur le chemin d'accès à la Cathédrale de Maguelone ;
- VU l'avis favorable de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'utilisation du parking du Prévost ;
- VU la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de M. Jean-Philippe MOSTACCI Président de l'association Kite & Wind Surf Maguelone en date du 5 juillet 2021 pour l'organisation du festival Festikite 2021, championnat d'Europe de Kitefoil sur une partie du parking du Prévost, ainsi que la plage au droit de celui-ci ;

DECIDE

ARTICLE 1 : M. Jean-Michel MOSTACCI Président de l'association Kite et Wind Surf Maguelone est autorisé à organiser temporairement :

- Le village exposants sur le parking du Prévost sur un emplacement spécialement délimité à cet effet,
- L'installation des structures de type barnums et scène sur la plage au droit du restaurant « carré mer »,
- Les activités nautiques et de kitefoil de 08h 00 à 20h 00 dans une zone qui s'étend depuis la limite avec la commune de Palavas Les Flots jusqu'à l'ouest du poste de secours du Pilou et ce jusqu'à la limite de 300 mètres en mer.

ARTICLE 2 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la période du festival Festikite 2021 du 6 au 12 septembre 2021.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'intérêt général que revêt cette occupation, elle est concédée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté au regard de la qualité environnementale du site concerné. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 5 : Le demandeur devra répondre aux obligations générales de sécurité. Il devra également se conformer aux prescriptions ci-après :

- Garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- Maintenir un passage d'au moins un mètre vingt pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public ;
- Installation du matériel du matériel de signalisation de balisage et de protection réglementaire prévu pour ce type de manifestation.

En outre l'association Kite & WindSurf Maguelone devra souscrire une police d'assurance couvrant l'ensemble des risques inhérents à la pratique du Kitesurf et Kitefoil en général, mais également dans le cadre d'une compétition sportive et de l'accueil du public.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services, le commandant de la brigade de gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et transmis au représentant de l'Etat.

Montpellier, le 8.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 9.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9.9.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande autorisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AS 263 - Rue du Moulin -
Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de l'indivision Guitton pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AS 263 d'une superficie de 118 m² ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette emprise de 118 m² impactée par l'emplacement réservé n° 22 inscrit au Plan Local d'Urbanisme, prévoyant un élargissement à 22 m de la route métropolitaine M 610 sur la commune de Vendargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision Guitton la parcelle AS 263 d'une superficie de 118 m², située rue du Moulin sur la commune de Vendargues, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 50 € / m² soit un total de 5 900 euros, montant qui sera réparti entre les indivisaires par le notaire en charge de la rédaction de l'acte.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.9.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M1D0025DS - Achat d'espaces
publicitaires et d'actions de
communication pour le développement des
sports extrêmes - FISE Montpellier 2021 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU la décision n°MD2021-485 en date du 31 mai 2021 attribuant le marché n° M1D0025DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2021 » à l'entreprise Hurricane Action Sports, pour un montant forfaitaire de 275 000,00 € HT après négociation, et une durée allant de la notification jusqu'au 5 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que compte tenu des circonstances sanitaires, des modifications du marché initial doivent être effectuées dans le cadre des articles L. 2194-1 2°, R. 2194-2 et R. 2194-3 du code de la commande publique ;

- qu'il est proposé de supprimer des prestations incompatibles avec les conditions sanitaires en vigueur, prestations d'un montant de 70 000 € HT ;

- qu'il est proposé d'ajouter d'autres prestations qui s'inscrivent dans ce cadre pour un montant de 23 646 € HT, et de modifier l'article 4 du CCAP afin de prolonger la durée du marché qui se confond avec le délai d'exécution des prestations part de la notification du marché jusqu'au 31 décembre 2021 afin de permettre leur réalisation ;

- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M1D0025DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2021 », avec la société Hurricane Action Sports, qui porte le nouveau montant du marché à 228 646 € HT, et prolonge le marché jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSA



Publiée le : 02 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M1D0025DS - AV1 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public Emprise
de 25 m² angle rue du Professeur Henri
Roseau & rue du Maréchal Gallieni
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement d'une emprise de voirie à extraire du domaine public avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que la suppression d'une emprise de 25 m² située angle rue du Professeur Henri Roseau & rue du Maréchal Gallieni à Montpellier, ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 25 m² à extraire du domaine public à l'angle des voies « rue du Professeur Henri Roseau » & « rue du Maréchal Gallieni » à Montpellier, selon le projet de division effectué par un géomètre-expert aux frais du demandeur.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 25 m², angle rue du Professeur Henri Roseau & rue du Maréchal Gallieni à Montpellier et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour affecter un numéro cadastral à ce terrain, section EP.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3.09.2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 3.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 3.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au classement dans le
domaine public métropolitain des chemins
ruraux n° 11, 30, 31 et 38 Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 121-17 et L 161-1,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L 141-12,
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n° V2021-117 en date du 12 avril 2021, portant « classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole des chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 48, de la Commune »,

- **CONSIDERANT** que les chemins ruraux

CR 11 : chemin de la Madeleine

CR 30 : chemin de Campredon

CR 31 : chemin du Réservoir de Montmaur & chemin du Bois joli

CR 38 : rue du Plan d'Encombes

de la commune de Montpellier sont aménagés et affectés à l'usage du public et n'ont plus les caractéristiques de chemins ruraux,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de les intégrer au domaine public métropolitain,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le classement dans le domaine public routier des chemins ruraux ci-après désignés :

Voie	Dénomination	n° CR	Point de départ	Point d'arrivée	Linéaire (en m)
chemin de la	Madeleine	CR 11	depuis l'intersection avec l'avenue de la Réglisse	extrémité	665 ml
chemin de	Campredon	CR 30	avenue du Pic St Loup	extrémité	146 ml
chemin du	Réservoir de Montmaur	CR 31	depuis le rond-point Charles Camproux	extrémité	375 ml
chemin du	Bois joli	CR 31			
rue du	Plan d'Encombes	CR 38	depuis l'intersection avec la rue des Quatre Seigneurs	extrémité	267 ml

ARTICLE 2 : Les chemins ruraux ainsi désignés perdent leurs caractéristiques de chemins ruraux et deviennent des voies publiques métropolitaines.

ARTICLE 3 : Le service du Cadastre sera sollicité pour modifier la domanialité de ces chemins.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au renouvellement d'une
Convention d'Occupation Temporaire
(COT) parcelle CL 717, boulevard Ernest
Renan, au profit de l'Association
Diocésaine de Montpellier - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de l'Association Diocésaine de Montpellier par courriel en date du 12 juillet 2021, sollicitant le renouvellement de l'utilisation temporaire de la parcelle CL 717 pendant la durée de reconstruction de la nouvelle école Sainte-Jeanne d'Arc ;

- VU le projet de convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise l'Association Diocésaine de Montpellier à occuper temporairement la parcelle cadastrée CL 717 d'une superficie de 222 m², située boulevard Ernest Renan à Montpellier pendant la durée d'existence de l'école temporaire ;

- **CONSIDERANT** que l'Association Diocésaine de Montpellier souhaite utiliser pour une durée d'une année, avec possibilité de reconduction tacite sur une période totale ne pouvant excéder trois années, l'espace comme extension de la cour de récréation pour l'école provisoire située à proximité, et dans l'attente de l'école définitive ;

- **CONSIDERANT** que la parcelle CL 717 boulevard Ernest Renan à Montpellier, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, n'a pas d'affectation pour les mois à venir, et que ce bien est libre de tout usage ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de l'Association Diocésaine de Montpellier représentée par Monsieur Etienne DE JOIGNY, économe de l'association, une convention d'occupation temporaire pour la parcelle CL 717 située boulevard Ernest Renan à Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie et acceptée pour une durée d'une année, à savoir du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, moyennant le loyer annuel de 1 000 € (mille euros) payable à la signature de la convention. Elle est renouvelable sur demande d'année en année, sans excéder une durée de trois ans au total.

ARTICLE 3 : La recette correspondante sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à l'affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 28 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : **28 SEP. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession du domaine
public ' Ville de Montpellier ' au domaine
public ' Montpellier Méditerranée
Métropole ' - Coursive piétonne avenue de
Louisville - Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert de biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU l'article L.5217-5 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences des métropoles ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n° V2021-249 en date du 26 juillet 2021 ;
- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine

public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ;

- **CONSIDERANT** que les parcelles nouvellement cadastrées LR 336 pour 134 m², LR 339 pour 128 m² et LR 342 pour 12 m², sont transférées au titre de la compétence « voirie » et affectées aux modes doux de déplacement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du domaine public « Ville de Montpellier » au domaine public « Montpellier Méditerranée Métropole » des parcelles nouvellement cadastrées LR 336 (134 m²), LR 339 (128 m²) et LR 342 (12 m²), avenue de Louisville à Montpellier, en nature de coursive piétonne.

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera effectué à titre gratuit par acte notarié.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-9-2021 -

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021 -

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition d'un fonds
de commerce - Atelier retouche couture -
Parcelle KS 1 lot 186 rue de Las Sorbes &
avenue de Lodève, Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier portant l'élargissement de la rue de Las Sorbes applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève,
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 mai 2021, estimant le bien en nature d'atelier de retouche « Un tour de main »,

- **CONSIDERANT** l'accord de Madame Marie DEVILLARD en date du 06 juillet 2021, pour céder son bail commercial sur le lot 186 de la parcelle KS1 à Montpellier, au prix de 19 500 € (dix-neuf mille cinq cents euros) pour tout prix sans autre indemnités, montant compatible avec l'estimation des services fiscaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la cession du bail commercial de Madame Marie DEVILLARD portant sur le lot 186 de la parcelle KS1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu au prix de 19 500 € (dix-neuf mille cinq cents euros), montant compatible avec l'estimation des services fiscaux.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 7300_SD_avis vv 26 mai 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'un
garage - Parcelle KS 1-lot - 186 rue de Las
Sorbes et avenue de Lodève - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier portant l'élargissement de la rue de Las Sorbes applicable à la parcelle KS 1, angle rue de Las Sorbes et avenue de Lodève,
- VU l'estimation du pôle d'évaluations domaniales en date du 26 juillet 2021, estimant le bien à 15 000 € (quinze mille euros),

- **CONSIDERANT** l'accord des trois indivisaires, les consorts POULAIN, en date du 05 août 2021, au prix de 15 000 € (quinze mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux,
- **CONSIDERANT** la nécessité de la mise en œuvre de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'acquisition du lot 186 de la parcelle KS 1 à Montpellier, située angle de la rue de Las Sorbes et de l'avenue de Lodève à Montpellier, en nature de garage, propriété de l'indivision POULAIN, en application de la réserve C 23 du Plan Local d'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Cette transaction aura lieu au prix de 15 000 € (quinze mille euros), montant conforme avec l'estimation des services fiscaux, à partager entre les indivisaires par le notaire.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la charge de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis SF 26 juillet 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°4 à la
convention portant occupation temporaire
par l'Eco-Cirque Bouglione d'un terrain
situé sur la commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le projet d'avenant n°4 à la convention d'occupation temporaire par lequel Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Société Ecosystem-prod, domiciliée 9 rue Parrot à Paris (75012), représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, à occuper temporairement la parcelle cadastrée section RA n° 1, lieu-dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier, pour une contenance de 9 888 m², sous condition de remise en état ;

- **CONSIDERANT** qu'en égard au contexte sanitaire, la Société Ecosystem-Prod souhaite pouvoir proroger une nouvelle fois l'occupation consentie jusqu'au 31 décembre 2021, soit 92 jours supplémentaires ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Société Ecosystem-Prod, représentée par son Président Monsieur André Joseph Bouglione, un avenant n°4 portant prorogation de la durée d'occupation jusqu'au 31 décembre 2021, soit 92 jours supplémentaires, sur la parcelle cadastrée section RA n°1, lieu-dit « Rastouble » située sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°4 est consenti moyennant le versement d'un loyer supplémentaire de trois mille six cent quatre-vingt euros (3 680 €) soit 40 € par jour, pour la période concernée.

ARTICLE 3 : Les autres clauses de la convention des 25 août et 6 octobre 2020 et des avenants n°1, n°2 et n°3 restent inchangées.


ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16-09-2021-

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16-09-2021-

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16-09-2021-

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché
relatif à la fourniture de matériel adapté
destiné aux aménagements de personnes en
situation de handicap ou de restriction
d'aptitude de Montpellier Méditerranée
Métropole : marché n° M0B0090RH**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assurer l'aménagement des postes pour les personnes en situations de handicap ou de restriction d'aptitude pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L .2125.1 du Code de la Commande

Publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum de 40 000€, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique pour une durée de 12 mois;

- que cette procédure était composée d'un lot unique :

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique: 50% ;
- Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif et rabais : 40% ;
- Garanties au regard du cadre méthodologique : 10%.

- qu'après analyse, SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU présente l'offre économiquement la plus avantageuse

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer, à compter de sa notification, pour 12 mois le marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de Montpellier Méditerranée Métropole à SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU, pour un montant maximum de 40 000 € H.T sans minimum.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

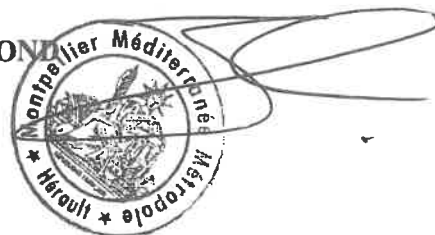
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M1B0048RI -
Délégation des réponses aux
DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole en tant que gestionnaire d'un réseau de communications électroniques doit traiter les DT (déclarations de travaux), et les DICT (déclarations d'intention de commencement des travaux), les DT-DICT conjointes et les ATU (avis de travaux urgents) ;

- qu'il est nécessaire de confier cette prestation à un tiers pour des questions de respect des délais réglementaires de traitement et de moyens humains nécessaires,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum et avec un maximum annuel de 22 000 € H.T, pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable par reconduction tacite trois fois par période d'un an;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %)
 - ° valeur technique (60 %),
- qu'après analyse, l'entreprise Sogelink sise 131 chemin du Bac à Traille - Les Portes du Rhône 69647 CALUIRE CEDEX, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché délégation des réponses aux DT/DICT/ATU pour le réseau télécom de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Sogelink, pour un montant maximum, reconduction éventuelle comprise, de 88 0000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, renouvelable par reconduction tacite trois fois par période d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le = 1 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 6 OCT. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **- 6 OCT. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G1D0043RI
- Accord cadre de travaux en groupement
de commande - Phase 2 d'extension du
réseau très haut débit et maintenance
associée - Attributions des lots 1 et 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au Développement Economique et Numérique ;

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit passer un marché pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée ;

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont constituées en groupement de commandes suite à l'identification de besoins communs. Ce groupement ne concerne que le lot 1 puisque le lot 2 ne concerne que les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord-cadre à bons de commande pour le lot 1, et un accord-cadre à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaires) pour le lot 2, pour une durée d'un an.

Le marché est découpé en deux lots :

- Lot 1 : phase 2 d'extension du réseau très haut débit
- Lot 2 : maintenance réseau ;

- que pour le Lot 1, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ✓ Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- ✓ Prix des prestations au regard du total du détail quantitatif et estimatif : 40 % ;

- qu'après analyse l'entreprise Sogetrel, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- que pour le Lot 2, les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ✓ Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
- ✓ Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'AE plus du total du détail quantitatif et estimatif : 40 % ;

- qu'après analyse l'entreprise Sogetrel, sise 401 parc de la Méditerranée, 34470 Pérols, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 1 du marché accord cadre de travaux en groupement phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée à l'entreprise Sogetrel, pour un montant estimatif de 1 946 920,48 € HT sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 3 000 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

D'attribuer le lot 2 du marché accord cadre de travaux en groupement phase 2 d'extension du réseau très haut débit et maintenance associée à l'entreprise Sogetrel, pour un montant pour un montant forfaitaire de 12 400 € HT et un montant estimatif de 110 582,41 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans maximum et un maximum de 400 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 24 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **24 SEP. 2021**

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention groupement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché G0D0025RI
marché de maîtrise d'œuvre pour la phase
2 d'extension du réseau très haut débit de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD, Vice-Présidente au Développement Economique et Numérique

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont constituées en groupement de commandes suite à l'identification de besoins communs.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à

R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Pour une durée d'un an, reconductible 3 fois,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique 60%
- Prix des prestations 40%

- qu'il a été proposé à la Commission d'Appel d'Offre, dans sa séance du 07 Septembre 2021, d'adopter le classement des offres et de choisir l'entreprise Sudalys, sise 7 bis Chemin des Côtes, 30420 CALVISSON, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la phase 2 d'extension du réseau très haut débit de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Sudalys pour un montant sans minimum, ni maximum, sur la base d'un accord cadre à bons de commande.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

- 1 OCT. 2021

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 6 OCT. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 6 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative de la décision
MD2021-689 relative à l'acquisition d'un
plateau de bureau au 8ème étage du
bâtiment Coupole sud à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise Foncière » ;
- VU la décision MD 2021-689 en date du 21 juillet 2021 entérinant l'acquisition auprès de la SCI LA COUPOLE IV, du lot de copropriété n°210, constituant le plateau en nature de bureaux du 8ème

étage, de l'immeuble dénommé Coupole Sud sis commune de Montpellier, d'une superficie utile de 186 m², moyennant le prix 632 400 €,

- **VU** la proposition de la SCI LA COUPOLE IV de vendre en même temps que le plateau de bureaux, le mobilier le meublant moyennant le prix de 7 980 € HT,

- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier la décision MD2021-689 du 21 juillet 2021 et notamment son article 2 afin d'inclure dans le prix d'acquisition du lot de copropriété, le montant du mobilier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : L'article 2 de la décision MD2021-689 du 21 juillet 2021 est modifié de la façon suivante : La vente aura lieu moyennant le prix de 632 400 € (six cent trente deux mille quatre cents euros). Ce prix sera majoré d'un montant de 7 980 € HT (sept neuf cent quatre-vingt euros hors taxes) correspondant à la valeur du mobilier et des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les autres articles de la décision MD 2021-689 du 21 juillet 2021 demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Montpellier, le 27 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
financement relative à l'aménagement
d'une voie verte entre Cournonsec et
Monbazin (RM5) - Approbation -
Autorisation signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

Considérant :

- Que pour accompagner et encourager les Français à choisir plus régulièrement le vélo comme mode de transport au quotidien, le Gouvernement a lancé le plan vélo et mobilités actives ;
- Que dans le cadre de l'appel à projets national, le projet de création d'une voie verte entre Cournonsec et Monbazin a été retenu par le ministère ;

- Qu'il convient désormais d'établir une convention de financement entre l'Etat et la Métropole ;
- Que la convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chacune des parties et les modalités de versement du financement pour la réalisation d'une voie verte le long de la RM5 entre Cournonsec et Montbazin ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 3 260 000 € HT est décomposé comme suit :
Frais de maîtrise d'ouvrage en lien direct avec le projet : 30 000 € HT ;
Frais de maîtrise d'œuvre : 62 500 € HT ;
Frais de réalisation : 3 178 000 € HT ;
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
Subventions potentielles de l'État : 148 000 €
Montant à charge de la Métropole : 3 112 000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le plan de financement proposé par l'État.

ARTICLE 2 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part de l'État.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **13 OCT. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention-CFI_3M.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries dans le
lotissement Le Sauvignon - Commune de
Saint Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** la demande de l'ASL du lotissement Le Sauvignon, présentée le 31 mai 2021 par son Président, pour l'intégration des voies du lotissement dans le Domaine Public Métropolitain,
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et espaces communs, compte tenu de l'intérêt public qu'elles présentent,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL Le Sauvignon ou toute personne s'y substituant, les parcelles AE 1095 (148 m²), AE 1096 (449 m²), AE 1097 (1010 m²) et AE 1098 (239 m²), constituant les voies et espaces communs du lotissement Le Sauvignon, sur la commune de Saint Drézéry.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises à vocation publique.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13.09.2021.

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution d'un
marché n°M1B0038MG - Prestations
d'installation, de location de maintenance
et de dépose de système anti-intrusion

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT:

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de conclure un marché ayant pour

objet l'installation, la location, la maintenance et la dépose de systèmes anti-intrusion de locaux et logements rendus vacants sur le patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole mais également, de logements et/ou immeubles en cours de construction ou réhabilitation, voire de tout autre type de local ou garage, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole dont la sécurisation serait rendue nécessaire.

- Qu'une consultation a été lancée en procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique pour un marché n°M1B0038MG « Prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de systèmes anti-intrusion » ;

-Qu'il s'agit d'un marché de services, non alloti, d'une durée de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ; La durée initiale de l'accord-cadre est de 1 an à compter du 13 septembre 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date ;

-Que les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum de 20 000€ HT annuel passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé ;

-Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- 2-Prix des prestations au regard du DQE : 40%

-Qu'après analyse et classement des offres, la SAS PROTIM, sise 320 rue Hélène Boucher à Buc (78 530) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un marché n°M1B0038MG « Prestations d'installation, de location, de maintenance et de dépose de système anti-intrusion » avec la SAS PROTIM.

ARTICLE 2 : La durée initiale de l'accord-cadre est de 1 an à compter du 13 septembre 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure à cette date. L'accord-cadre peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour un montant maximum annuel de 20 000 € H.T

ARTICLE 4 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une opération de
travaux Programme 2021
Travaux d'électricité sur la commune de
Montaud (Aire de remplissage et de
rinçage sécurisée pour les agriculteurs)
Demande de subventions auprès d'Hérault
Energies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur

- le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Montaud (Pôle Cadoule et Bérange) ;
 - Que le montant total prévisionnel des travaux d'électricité est de 49 400 € TTC ;
 - Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 37 620 €
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 7 600 €
 - Montant à charge de la Métropole : 4 180 € TTC

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux d'électricité à Montaud – Aire de remplissage et de rinçage sécurisée pour les agriculteurs pour un montant prévisionnel global de 49 400 € TTC ;

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision ;

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2103413-4 TA - DONLON-GIBBONS
Rachel"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°2103413-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 1^{er} juillet 2021 par Madame Rachel DONLON-GIBBONS tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime passage Francis Ponge à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103413-4 le 1^{er} juillet 2021 par Madame Rachel DONLON-GIBBONS.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 7.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7.09.2021.

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public Chemin Communal n°10
de Baillargues à Saint Geniès des
Mourgues - Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une emprise de 332 m² à extraire du domaine public est comprise dans la propriété de la Holding Imbert et que le chemin a été dévoyé à l'extérieur des clôtures ;

- qu'il convient de déclasser du domaine public cette emprise de 332 m² environ avant de pouvoir l'échanger contre la parcelle supportant le chemin ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée sur ce secteur, dans la mesure où la voie est déjà aménagée à l'extérieur de la propriété privée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 332 m² à extraire du domaine public non cadastré, située Chemin Communal n°10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues à Castries.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 332 m² à extraire du domaine public non cadastré, située Chemin Communal n°10 de Baillargues à Saint Geniès des Mourgues à Castries.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **27 AOUT 2021**

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM FDI Habitat
pour la construction de 26 logements
sociaux - ' Ilot Vergne ' - Rue Adam de
Craponne à Montpellier - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;

- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°125567 en annexe signé entre FDI Habitat, société anonyme d'habitations à loyer modéré, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Considérant :

- que la Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise 26 logements locatifs sociaux neufs, « Ilot Vergne », rue Adam de Craponne à Montpellier. Le programme comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Caremoli-Miramond.

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 914 491 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125567 joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente décision.

- qu'en contrepartie, l'Emprunteur s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs ;

- que la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du Prêt d'un montant total de 2 914 491 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°125567, constitué de 5 lignes de prêts.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 OCT. 2021**

Madame la Vice-Présidente


Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : **13 OCT. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 OCT. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°125567.pdf
- Convention d'octroi de garantie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain des parcelles
AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235,
AH 233 et AH 231 - Commune de
Prades-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles R 141-4 à 141-10,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- **VU** la décision n°MD 2021-317 en date du 26 mai 2021 portant approbation sur la procédure de transfert d'office de plusieurs parcelles privées en nature de voie publique, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, sur la commune de Prades-le-Lez,
- **VU** l'arrêté n°MAR 2021-0014 du 13 août 2021 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, sur la commune de Prades-le-Lez,

CONSIDERANT la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de ces parcelles.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R.318-10 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH 235, AH 233 et AH 231, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, sur la commune de Prades-le-Lez.

ARTICLE 2 : La procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte avec les copropriétaires de la
parcelle BA n°194 sise commune de
Grabels - Opération de protection contre
les inondations de recalibrage du
Rieumassel - Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU la délibération n°2021-128 en date du 29 mars 2021 approuvant les dossiers de déclaration d'intérêt général, de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire de l'action 7.4 intitulée « Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels » inscrite dans le deuxième volet du programme d'actions de protection contre les inondations Lez-Mosson ;
- VU l'accord des copropriétaires de la parcelle BA n°194, sise commune de Grabels, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise de 138 m² en échange de la cession d'une emprise de même surface à prendre sur la parcelle BA n°209, sans versement d'une soulte, afin de reconstituer l'assiette foncière de la copropriété,
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 22 juillet 2021 considérant que les fonciers échangés ont une valeur équivalente ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir une emprise de 138 m² à prendre sur la parcelle BA n°194 sise commune de Grabels pour permettre la réalisation de l'opération de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels ;
- que la cession d'une emprise de 138 m² à prendre sur la parcelle BA n°209, sise commune de Grabels, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas de nature à remettre en cause les projets de la Métropole sur ce secteur.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 138 m² à prendre sur la parcelle cadastrée BA n°194, sise commune de Grabels, auprès du syndicat des copropriétaires de la parcelle en question, représenté par l'ensemble des copropriétaires, à savoir : de M. et Mme SALVI Francis et Odile, domiciliés ensemble 205 rue de la croix de Guillery à Grabels (34790), M. RAVIER Jean-Marc et Mme SCHNEIDER Ingrid, domiciliés ensemble 201 rue de la croix de Guillery à Grabels (34790) et Mme ALLEGRE Nathalie domiciliée 36 rue du Faubourg à Grabels (34790),

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède une emprise de 138 m² à prendre sur la parcelle lui appartenant cadastrée BA n°209, sise commune de Grabels, au syndicat des copropriétaires de la parcelle BA n°194, sise commune de Grabels, représenté par l'ensemble des copropriétaires à savoir : M. et Mme SALVI Francis et Odile, domiciliés ensemble 205 rue de la croix de Guillery à Grabels (34790), M. RAVIER Jean-Marc et Mme SCHNEIDER Ingrid, domiciliés ensemble 201 rue de la croix de Guillery à Grabels (34790) et Mme ALLEGRE Nathalie domiciliée 36 rue du Faubourg à Grabels (34790).

ARTICLE 3 : L'échange foncier aura lieu sans flux financier ni versement d'une soulte. Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge de tous les frais liés à l'échange foncier.

ARTICLE 4 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer l'acte authentique d'échange des parcelles visées aux articles 1 et 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Montpellier, le 9.09.2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13.09.2021-

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PUV signée.pdf
- plan de situation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement de deux emprises d'une
superficie totale de 41 m² non cadastrées
Commune de JACOU**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande d'acquisition de Madame et Monsieur PERRINEAU en date du 3 mai 2021, de deux emprises d'une superficie de 23 m² et de 18 m², sur un ancien chemin communal, le long de la parcelle cadastrée AO 56, en vue de l'agrandissement de leur jardin, rue de la Frigoule sur la commune de Jacou ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de ces emprises d'une superficie totale de 41 m², avant de pouvoir les céder ;
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces terrains, que les réseaux n'existent plus sous ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public de deux emprises d'une superficie de 23 m² et de 18 m², sur un ancien chemin communal, le long de la parcelle cadastrée AO 56, rue de la Frigoule sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de ces emprises d'une superficie totale de 41 m² et les intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ces emprises, qui sont désaffectées et déclassées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 - 09 - 2021 -

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise issue du
domaine public - Rue des Bourbouissous
Commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de VicePrésidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de Monsieur MIRANDA, en vue d'acquérir une emprise à détacher du domaine public, pour aligner la clôture de la parcelle AN 324 récemment acquise à la clôture de sa parcelle AN 192, et supprimer ainsi le recoin existant ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 8 m² à détacher de la rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues, avant de pouvoir la céder ;

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 8 m² à détacher de la rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 8 m² à détacher de la rue des Bourbouissous sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.9.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord cadre
n°201902929T1901 - Cimetière
métropolitain - Avenant n°1 de transfert -
Lot n°1 : Terrassement-Voirie-Réseaux et
travaux divers - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Conseillères déléguées ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, dans les domaines du « Complexe funéraire et du cimetière intercommunal » ;

- **VU** la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- **VU** la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- **VU** la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire d'intégrer les travaux de création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation a été lancée le 05 juin 2019 selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique pour l'attribution des marchés de travaux pour la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- que les travaux ont été répartis en deux lots, traités par marchés séparés, à savoir :
 - Lot n°1 : Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers ;
 - Lot n°2 : Aménagements paysagers ;
- qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport de présentation, ainsi que dans le rapport de la maîtrise d'œuvre : la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 juillet 2019 a été informée du choix pour l'attribution des marchés de travaux de création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, en faveur des candidats suivants, ayant présentés l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots définis :
 - Pour le lot n°1 : Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers : le candidat COLAS MIDI MEDITERRANEE, ayant son siège social 855 rue René Descartes – 13100 AIX EN PROVENCE, pour un montant de 498 584,40 €HT.
 - Pour le lot n°2 : Aménagements paysagers: le candidat CMEVE, ayant son siège social Chemin des Canaux Lieu-dit Gara de Paille 30230 BOUILLARGUES, pour un montant de 50 535,75 € HT ;

- que par décision n°MD2019-795 du 31 juillet 2019, la SA3M a été autorisée à signer le marché n° 201902929T1901 relatif aux travaux du lot n°1 - Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers ; ainsi que le marché n° 201902929T1902 pour les travaux du lot n°2 - Aménagements paysagers, dans le cadre de la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier ;

- que l'avenant de transfert n°1 est devenu nécessaire pour acter : l'absorption de l'entreprise titulaire du marché n° 201902929T1901, à savoir COLAS MIDI MEDITERRANEE, par l'entreprise COLAS France ; et en conséquence, le transfert des prestations du marché à l'entreprise absorbante COLAS France.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert n°1 au marché n° 201902929T1901 pour les travaux du lot n°1 - Terrassements, voirie, réseaux et travaux divers, dans le cadre de la création d'un parking et du réagencement de l'entrée du cimetière existant dans le cadre de la réalisation de la phase 1 de la création du cimetière métropolitain à Grammont sur la commune de Montpellier, actant le transfert des prestations du marché à l'entreprise COLAS France. Le transfert est sans incidence financière sur le marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 SEP. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 28 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de transfert. Lot n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Marianne
Delafond et d'Olivier Daulte d'un
médaillon d'Auguste Baussan (1829-1907),
Portrait de Frédéric Bazille, 1862 et de 14
lettres autographes du peintre
montpelliérain Frédéric Bazille**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que Madame Marianne DELAFOND et Monsieur Olivier DAULTE proposent de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole un médaillon d'Auguste BAUSSAN (1829-1907) *Portrait de Frédéric BAZILLE*, 1862 et 14 lettres autographes de Frédéric BAZILLE (1841-1870) d'une valeur totale de 24 960 € (vingt-quatre mille neuf cent soixante euros). Ce don a reçu l'avis favorable de la Délégation permanente de la Commission scientifique régionale d'acquisition d'Occitanie du 16 juin 2021 ;

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Marianne DELAFOND et de Monsieur Olivier DAULTE d'un médaillon d'Auguste BAUSSAN (1829-1907), *Portrait de Frédéric BAZILLE*, 1862 et de 14 lettres autographes de Frédéric BAZILLE (1841-1870) d'une valeur totale de 24 960 € (vingt-quatre mille neuf cent soixante euros).

ARTICLE 2 : Ce don sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

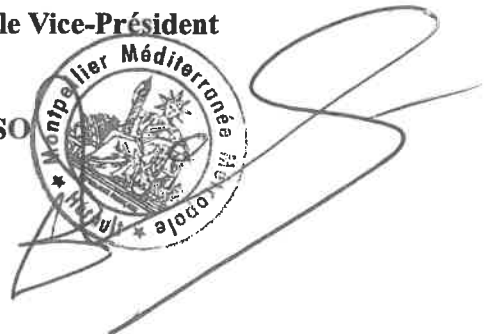
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

31/9/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation lettres Bazille.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Procédure
d'expulsion parcelles cadastrées SR n°4,
29, 30 et 31 Montpellier- Cassation"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU l'arrêt n°RG20/04619 de la Cour d'Appel de Montpellier en date du 27 mai 2021 suspendant l'expulsion de Florin CHELU, Lavinia COSTANTIN, Lucien CHELU, Sorinel STAN, Liana BARBU et Fernando STAN des parcelles cadastrées SR n°4, 29, 30 et 31 sises à Montpellier qu'ils occupent sans autorisation et accordant un délai jusqu'au 30 juin 2022 pour quitter les lieux

Considérant

- qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de faire appel de cet arrêt.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice devant la Cour de Cassation contre l'Arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier n°RG20/04619 du 27 mai 2021.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9. 09. 2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François



Publiée le : 13. 09. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13. 09. 2021.

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société FRENCH CREATIV - Ateliers
Relais de Prades-le-lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique d'accompagnement des entreprises en développement, Montpellier Méditerranée Métropole loue à la société FRENCH CREATIV, par un contrat du 16/09/2019, des locaux situés dans un bâtiment propriété de la Métropole, les Ateliers Relais situés au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez ;

- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRENCH CREATIV signent un avenant n°1 au contrat de location concernant les locaux situés au Ateliers Relais au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article V-2 du contrat de manière suivante :
« Le loyer afférent aux locaux ci-dessus désignés sera indexé proportionnellement à l'indice des loyers commerciaux établi trimestriellement par l'INSEE et publié au Journal Officiel.

L'ajustement du loyer se fera en vertu de la présente clause tous les ans à la date d'anniversaire de la prise d'effet du contrat, le loyer devrait varier du même pourcentage que l'indice choisi. L'indexation jouera de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable.

Il est rappelé que l'indice de base est celui du 3ème trimestre 2019 (date à laquelle le contrat a été signé) et est de 115,60.

L'ajustement se fera sur la base du même trimestre par rapport à la date de la révision.

Si, en cours de contrat, la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors »

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 .09. 2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°2 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société JM INOX TECHNOLOGIE -
Ateliers Relais de Prades-le-lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique d'accompagnement des entreprises en développement, Montpellier Méditerranée Métropole loue à la société JM INOX TECHNOLOGIE, par un contrat du 13/05/2020, des locaux situés dans un bâtiment propriété de la Métropole, les Ateliers Relais situés au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société JM INOX TECHNOLOGIE signent un avenant n°2 au contrat de location concernant les locaux situés au Ateliers Relais au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez.

ARTICLE 2 : L'avenant n°2 modifie l'article V-2 du contrat de manière suivante :

« Le loyer afférent aux locaux ci-dessus désignés sera indexé proportionnellement à l'indice des loyers commerciaux établi trimestriellement par l'INSEE et publié au Journal Officiel.

L'ajustement du loyer se fera en vertu de la présente clause tous les ans à la date d'anniversaire de la prise d'effet du contrat, le loyer devrait varier du même pourcentage que l'indice choisi. L'indexation jouera de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable.

Il est rappelé que l'indice de base est celui du 2ème trimestre 2020 (date à laquelle le contrat a été signé) et est de 115,42.

L'ajustement se fera sur la base du même trimestre par rapport à la date de la révision.

Si, en cours de contrat, la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société VECTEUR BOIS - Ateliers Relais
de Prades-le-lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique d'accompagnement des entreprises en développement, Montpellier Méditerranée Métropole loue à la société VECTEUR BOIS, par un contrat du 15/04/2020, des locaux situés dans un bâtiment propriété de la Métropole, les Ateliers Relais situés au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société VECTEUR BOIS signent un avenant n°1 au contrat de location concernant les locaux situés au Ateliers Relais au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article V-2 du contrat de manière suivante :

« Le loyer afférent aux locaux ci-dessus désignés sera indexé proportionnellement à l'indice des loyers commerciaux établi trimestriellement par l'INSEE et publié au Journal Officiel.

L'ajustement du loyer se fera en vertu de la présente clause tous les ans à la date d'anniversaire de la prise d'effet du contrat, le loyer devrait varier du même pourcentage que l'indice choisi. L'indexation jouera de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable.

Il est rappelé que l'indice de base est celui du 2ème trimestre 2020 (date à laquelle le contrat a été signé) et est de 115,42.

L'ajustement se fera sur la base du même trimestre par rapport à la date de la révision.

Si, en cours de contrat, la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.


ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-09-2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société VIVODIA - SOLUTIONS
CERAMIQUES - Ateliers Relais de
Prades-le-lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions de développement économique d'accompagnement des entreprises en développement, Montpellier Méditerranée Métropole loue à la société VIVODIA – SOLUTIONS CERAMIQUES, par un contrat du 09/09/2019, des locaux situés dans un bâtiment propriété de la Métropole, les Ateliers Relais situés au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez ;

- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion de la location de ce bien, il est nécessaire de modifier l'article V-2 du contrat intitulé « Révision » par un avenant n°1 au contrat, afin de rétablir une erreur matérielle relative à l'indice de révision ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société VIVODIA – SOLUTIONS CERAMIQUES signent un avenant n°1 au contrat de location concernant les locaux situés au Ateliers Relais au 265 avenue des Baronnes à Prades-le-lez.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article V-2 du contrat de manière suivante :
« Le loyer afférent aux locaux ci-dessus désignés sera indexé proportionnellement à l'indice des loyers commerciaux établi trimestriellement par l'INSEE et publié au Journal Officiel.

L'ajustement du loyer se fera en vertu de la présente clause tous les ans à la date d'anniversaire de la prise d'effet du contrat, le loyer devrait varier du même pourcentage que l'indice choisi. L'indexation jouera de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une notification préalable.

Il est rappelé que l'indice de base est celui du 3^{ème} trimestre 2019 (date à laquelle le contrat a été signé) et est de 115,60.

L'ajustement se fera sur la base du même trimestre par rapport à la date de la révision.

Si, en cours de contrat, la publication de cet indice devait cesser, il serait fait application de l'indice le plus voisin parmi ceux existants alors ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Accompagnement et Coordination de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0067JM concernant l'étude
organisationnelle de la fonction achats et
commande publique de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, dans le domaine de « l'Administration générale et à la commande publique et à la gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de confier une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement à la définition de l'organisation de la fonction « achats » au sens large, dans le cadre de la réorganisation de services en cours ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R2123-1, R2162-1 à R2162-6 et aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché unique conclu à prix global et forfaitaire, composé de 2 phases techniques (une phase de diagnostic et une seconde phase durant laquelle le titulaire devra faire des préconisations), et avec des prestations complémentaires éventuelles à prix unitaires dans la limite du seuil maximum de commandes de 15 000 € HT, pour une durée de 4 mois à compter de la notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° la valeur technique de l'offre à hauteur de 70 % de la note finale,

° le prix au regard du prix global et forfaitaire pour 30% de la note finale ;

- qu'après analyse, l'entreprise OVÈUS, sise 52 quai Rambaud - 69002 LYON, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M1B0067JM, relatif à l'étude organisationnelle de la fonction achat et commande publique de Montpellier Méditerranée Métropole- diagnostic et préconisations, à l'entreprise OVÈUS, sise 52 quai Rambaud -69002 LYON-pour un montant global et forfaitaire de 25 600 € HT; et avec un montant maximum de commandes de 15 000€ HT pour les prestations complémentaires éventuelles conclues à prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée totale de 4 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30/08/2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERT



Publiée le : 31.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31.08.2021 -

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par la SA d'HLM CDC Habitat
Social pour la construction de 18 logements
en location-accession, résidence ' Séquoïa ',
2715 avenue Étienne Méhul à Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiel ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019,
- VU le contrat de prêt n° LBP-00012330 en annexe signé entre la Société Anonyme d'Habitation à

Loyer Modéré CDC Habitat Social, ci-après l'Emprunteur, et la La Banque Postale

Considérant :

- que la SA d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 18 logements neufs en location-accession, résidence « Séquoïa », 2715 avenue Etienne Méhul à Montpellier. Le programme, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Uniti, comprend 18 logements financés en Prêt Social Location Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Patrick Serrado à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 419 296 € souscrit auprès de La Banque Postale pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° LBP-00012330 et son avenant joint en annexe ;
- que l'octroi de cette garantie est formalisée par la signature d'une convention ;

Décide :

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 2 419 296 € souscrit par l'Emprunteur auprès de La Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt LBP-00012330 et son avenant.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Postale, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, La Banque Postale de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt
- avenant contrat de prêt
- Conv_GE_CDCHS_PSLA_Sequoia_18_PSLA1629475052610.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0057EP
"fourniture de sels de déneigement"
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de prévoir la fourniture de sels de déneigement pour la prochaine période de viabilité hivernale ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 89 940€ HT et pour une durée de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations 60%
 - ° Valeur technique de l'offre 40%
- qu'après analyse, l'entreprise QUADRIMEX Sels sise 772 chemin du Miton à Cavaillon présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1B0057EP de fourniture de sels de déneigement à l'entreprise QUADRIMEX Sels pour un montant maximum de 89 940€ HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.09.2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 9.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ID SOLUTIONS
dans l'immeuble CAP SIGMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP SIGMA à Grabels : la société ID SOLUTIONS, représentée par la société INNOVATIVE DIAGNOSTICS, Président, elle-même représentée par Monsieur Philippe POURQUIER, gérant, est un laboratoire de recherche sur le diagnostic humain (développement, production, marketing, vente et assistance technique dans le domaine du diagnostic biologique.

Déjà locataire de locaux situés à CAP DELTA, la société est candidate à la location du lot CS 0.4 / 0.5 / 0.6 de 120 m² pour une période 11 mois avec la possibilité de prolonger le bail de 6 mois supplémentaires.

ID SOLUTIONS projette un effectif de 45 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ID SOLUTIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9-09-2021.

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 9-09-2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

9-09-2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Demande Agrément SERM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
participation aux équipements publics de
la ZAC Garosud pour la parcelle OH 55
TAM Commune de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour « la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;

CONSIDERANT :

- la demande de permis de construire du 02 juin 2021 , déposée par TAM, domicilié 125 rue Léon Trotski 34075 Montpellier Cedex 03, pour la construction d'un bâtiment à usage de bureaux ;

- que le permis de construire est déposé sur la parcelle OH 55 située au 125 rue Léon Trotski à Montpellier dans la ZAC Garosud ;
- l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone ;
- que la surface de plancher créée dans le périmètre de la ZAC Garosud (parcelle OH 55) est d'une superficie de 205 m² de sd_p ;
- que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 80 €/m² de surface de plancher pour ce sous-secteur ;
- la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Garosud est conclue avec le constructeur et la S.E.R.M. en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé à 80 €/m² de surface de plancher supplémentaire pour ce sous-secteur de la ZAC ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 16 400 €.

ARTICLE 3 : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 9.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

9.09.2021.

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de participation Garosud parcelle OH 55

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de
32 m² de bien immobilier sis au 1 566
Route de Mende dans le cadre de la
réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 32 m² du bien immobilier situé 1 566, route de Mende, à Montpellier, cadastré section AL n°234, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence « La PAQUIERE », est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AL n°234 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 32 m² du bien immobilier situé 1 566, route de Mende, à Montpellier, cadastré section AL n° 234, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence « La PAQUIERE ».

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 2 688 € (DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.
-

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence « La PAQUIERE », et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence « La PAQUIERE ».

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15. 09. 2021.

Monsieur le Président

Michael DELAPOSSE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Montpellier Méditerranée Métropole, which includes a crown, a sun, and a lion. The text around the seal reads "Montpellier Méditerranée Métropole" and "Hérault".

Publiée le : 16. 09. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16. 09. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Avis de domaine

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de
4 475 m² et 398 m² de biens immobiliers sis
lieudit GIRAC à CLAPIERS dans le cadre
de la réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 4 475 m² et 398 m² des biens immobilier situés lieudit GIRAC à Clapiers, cadastrés respectivement section BV n°34 et BV n°38, appartenant à Mme. BROUSSE Jacqueline, épouse BRACCO, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 4 475 m² et 398 m² des biens immobiliers situés lieudit GIRAC à Clapiers, cadastrés respectivement section BV n°34 et BV n°38, appartenant à Mme. BROUSSE Jacqueline, épouse BRACCO.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désignée à l'article 1 ci-dessus est fixé à 17 062€ (DIX SEPT MILLE SOIXANTE DEUX EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme. BROUSSE Jacqueline épouse BRACCO et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :


- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18.09.2021.

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 16.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis de domaine

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2103616-4 TA - PICOU Madeleine"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- la requête n°2103616-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 juillet 2021 par Madeleine PICOU tendant à la condamnation pécuniaire de Montpellier Méditerranée Métropole pour préjudice subi suite à une chute accidentelle dont elle a été victime le 27 avril 2018 sur le territoire de la commune de Cournonterral ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103616-4 par Madame Madeleine PICOU.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBERTIN



Publiée le : 7.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7.09.2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M1B0009VD - Broyage des déchets verts
de la plateforme de Grammont à la Société
SUD BROYAGE RECYCLAGE -
Attribution - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;
- VU le rapport d'analyse des offres du 25 aout 2021 ;

CONSIDERANT :

- Que le précédent marché de broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont était arrivé à échéance ;
- Qu'une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique a été lancée sous forme d'un accord-cadre sans minimum et avec maximum annuel de 85 000 € HT passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 du Code de la Commande Publique ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - La valeur technique, au regard du mémoire technique : 60%
 - Le prix des prestations, au regard d'un estimatif (moyenne du tonnage 2020) sur la base d'un B.P.U. : 40%
- Qu'après analyse, SUD BROYAGE RECYCLAGE - Zac Le Fumérien - RD 103 - 2 Route de Bellegarde 30129 Manduel, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1B0009VD de broyage des déchets verts de la plateforme de Grammont à la Société SUD BROYAGE RECYCLAGE sise à Manduel pour un estimatif de 71 250 € H.T. sur la base d'un prix unitaire de 9,50 € HT /tonne.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois maximum.

Le montant maximum du marché s'élève à 85 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 et suivant de Montpellier Méditerranée Métropole

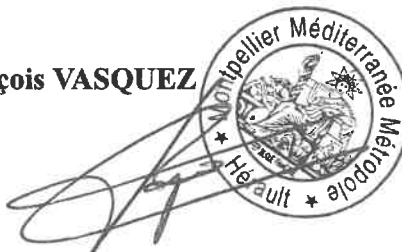
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/10/21

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : - 7 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 OCT. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M1B0066DS
- Nettoyage de la Piscine Olympique
Angelotti de Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU le code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer les prestations de nettoyage de la Piscine Olympique Angelotti de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure adaptée été lancée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-6, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum conclu avec un seul titulaire, pour une durée allant de sa notification, jusqu'au 31 décembre 2021,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (60%) ;
- qu'après analyse, la société SUD SERVICE, sise PA La Garrigue – BP 21 à Castelnau-le-Lez (34171), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1B0066DS « Nettoyage de la Piscine Olympique Angelotti de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise SUD SERVICE, pour des prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum annuel de 89 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAË



Publiée le : 10 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 10 SEP. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel
de Montpellier - Occupation illicite
domaine de Barlet"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

L'Avis de déclaration d'appel n°21/04338, N° RG 21/05262, en date du 23 août 2021, déposée par Maître Elise De Foucauld, avocat, au nom de Monsieur Sorinel STAN, Madame Liliane BARBU, Monsieur Fernando STAN, Madame Marinella MIHAI et Monsieur Diego STAN à l'encontre de l'ordonnance d'expulsion rendue le 30 juillet 2021 (RF n°1221000705) ;

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'avis de déclaration d'appel n°21/04338, N RG 21/05262.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François ALBERT



Publiée le : 7.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7.09.2021 -

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D5196AJ
- Dommages aux biens - Avenant n°3 du lot
2 - Souscription des contrats d'assurance
permanentes de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du patrimoine »
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la décision n°MD2019-347 du 14 mai 2019, attribuant les lots 2, 3, 5 et 6 du marché n°M8D5196AJ « Souscription des contrats d'assurances d'assurance permanentes de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

CONSIDÉRANT :

- que l'article 9 du CCAP du marché n°M8D5196AJ – lot 2 - prévoit que la révision de la prime du contrat Dommages aux biens 1^{ère} ligne de Montpellier Méditerranée Métropole est assise sur la variation du taux ou du prix en fonction de l'évolution de l'indice de référence figurant à l'acte d'engagement et de l'assiette de prime
- que l'assiette de prime est la superficie des bâtiments assurés en m² ;
- que la superficie assurée au 1^{er} janvier 2021 était de 358 022 m².

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 du lot 2 « Dommages aux biens » au marché n°M8D5196AJ de la compagnie d'assurances SMACL – 141 avenue Salvador Allende – 79031 NIORT cedex 9 - relatif à la révision de la superficie.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



28 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

28 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- av dab 86887.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Modification de la décision n°MD2020-207
relative à un accord-cadre n°M9D0094EA -
Travaux de terrassement et de génie civil
pour la construction et la réparation
d'ouvrages hydrauliques et de berges de
cours d'eau**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU le Code de la commande publique ;

- **VU** la décision n°MD2020-207 relative au marché n° M9D0094EA de Travaux de terrassement et de génie civil pour la construction et la réparation d'ouvrages hydrauliques et de berges de cours d'eau – lots 1 et 2.

Considérant :

- qu'il est nécessaire que le marché n°MD2020-207 puisse s'exécuter sur différents chapitre du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°MD2020-207 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE



Publiée le : 16 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative à la suite d'une
erreur matérielle - Marché n°M9B0039AT
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
gestion du nettoyage de l'espace public et
de l'entretien des espaces verts**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2019-785 attribuant le marché n°M9B0039AT d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public et l'entretien des espaces verts au groupement d'entreprises SAGE Engineering / PARME Avocats pour un montant initial de 74 925€ HT et pour une durée de 24 mois ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de corriger une erreur matérielle dans la décision précitée ;
- Que le montant inscrit dans la décision d'attribution ne correspondait pas au montant de l'acte d'engagement ;
- Qu'il est nécessaire de modifier l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées au marché pourront être imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°2019-785 précitée qui comportait une erreur matérielle dans le montant du marché et qui ne mentionnait pas la bonne imputation budgétaire.

ARTICLE 2 : Le marché n°M9B0039AT a donc été attribué au groupement d'entreprises SAGE Engineering / PARME Avocats pour un montant initial de 74 925€ HT.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au Budget de Montpellier méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 9.09.2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 9.09.2021.
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
contrat précaire entre Montpellier
Méditerranée Métropole et Monsieur
Michel Navarro - Maison de gardien
Domaine de la Pompignane

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2021-188 en date du 29 mars 2021 concernant une nouvelle liste d'emplois bénéficiant d'un logement de fonction ;

-CONSIDERANT :

- que suite à la délibération 2021-188 du 29 mars 2021 qui fixe une nouvelle liste d'emplois bénéficiant d'un logement de fonction, le logement occupé par M. Michel Navarro, gardien pour le compte de la Métropole, ne fait plus partie des logements de fonctions à partir du 1^{er} avril ;

- que dans un souci d'accompagnement de l'agent pour le reloger, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu un bail précaire en date du 6 août 2021 avec M. Navarro pour le maintenir dans son logement actuel situé Mas de Pastourel, Domaine de Pompignane à Montpellier, afin de régulariser administrativement et juridiquement la situation nouvelle de l'agent qui est réaffecté à un autre emploi ;

- qu'il est nécessaire de prolonger ledit bail précaire par un avenant n°1 afin de porter le terme du bail jusqu'au 30 septembre 2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant numéro 1 au bail précaire avec Monsieur Michel NAVARRO concernant la maison d'habitation située Mas de Pastourel à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n° 1 au bail précaire prolonge ledit bail jusqu'au 30 septembre 2021. Les autres dispositions du bail restent inchangées.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1-09-2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRI



Publiée le : 7.09.2021 -

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Avenant 1 bail précaire Navarro.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière
d'une parcelle de 1 505 m² sise 9367 route
de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que la parcelle cadastrée BT 12, d'une surface cadastrale d'environ 1 505 m² sur laquelle se situe une maison d'habitation d'environ 153 m² habitable, sise 9367 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, appartenant à l'indivision VETTOREL est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée BT 12 sur laquelle se situe une maison d'habitation d'environ 153 m² habitable sise 9367 route de Lavérune à SAINT-JEAN-DE-VÉDAS, appartenant à l'indivision VETTOREL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 441 000 € (QUATRE CENT QUARANTE ET UN MILLE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prendra effet à compter du 22 novembre 2021 et restera en vigueur jusqu'à la signature de l'acte authentique valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18.09.2021.

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 16.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec l'entreprise NIMESIS
TECHNOLOGY pour l'occupation de
locaux au sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI ;
- VU la validation de la demande de location par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021 ;

- CONSIDERANT :

- que l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI ;

- que l'activité de l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY répond aux critères exigés pour une installation au MIBI ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY pour la location du module B1.27 (14,40 m²) situé au premier étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2021, soit jusqu'au 30 septembre 2024.

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise NIMESIS TECHNOLOGY pour la surface de 14,40 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 202,90 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 24 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION OCCUPATION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
de mobiliers archéologiques pour
l'exposition "A Table" au musée Auguste
Jacquet de Beaucaire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture et patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- l'organisation par le musée d'Histoire et d'Archéologie Auguste Jacquet - équipement de la Communauté de Communes de Beaucaire Terre d'Argence – d'une exposition intitulée *A table* du 18 septembre 2021 au 31 août 2022 ;

- que dans ce cadre, le musée Auguste Jacquet désire emprunter huit objets appartenant au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que cette manifestation contribuera au renforcement et au rayonnement culturel de Montpellier Méditerranée Métropole et participera activement à la valorisation et à la médiation du patrimoine archéologique régional auprès d'un large public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention relative au prêt de mobilier archéologique est conclue entre le musée d'Histoire et d'Archéologie Auguste Jacquet de Beaucaire et le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne le prêt de huit objets à l'occasion de l'exposition *A table* organisée par le musée d'Histoire et d'Archéologie Auguste Jacquet de Beaucaire.

ARTICLE 3 : Cette convention prendra effet le lundi 13 septembre 2021 (transport aller depuis le musée Henri Prades) et prendra fin le lundi 5 septembre 2022 (journée de démontage de l'exposition et restitution des œuvres et transport retour jusqu'au musée Henri Prades).

ARTICLE 4 : Cette convention est conclue à titre gratuit, moyennant obligation d'assurance des objets (transport et exposition) à la charge du musée d'Histoire et d'Archéologie Auguste Jacquet de Beaucaire.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention de prêt de mobilier archéologique visée aux articles précédents.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

3/9/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 06 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 081-001-ATTESTATION_EXPO_A_TABLE.pdf
- Liste accord de prêt Beaucaire.pdf
- 079-Convention Prêt_8 objets_musée Beaucaire VOK.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Inoxy Films - Locaux site
Helios à Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Economique et Numérique » ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) à la location pour des entreprises ;

- **CONSIDERANT** que la société INOXY FILM, sise recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles (Production, exploitation de films de télévision, cinématographiques, publicitaires ou entreprises et toutes activités s'y rattachant) ;

-**CONSIDERANT** que dans le cadre de la politique culturelle de la Métropole, les espaces dédiés au tournage sont mis à disposition à titre gracieux, les espaces de bureaux ou devant servir à du stockage sont soumis à tarification ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société INOXY FILM, dont le siège social est situé 32 rue du Moulin Joly, 75 011 Paris, pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dans le site Hélios dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sis lieudit Mante sur la Commune de Fabrègues (34 960), tels que définis ci-après :

- Dans le bâtiment I (partie de droite) pour un atelier de préparation et stockage de voitures de cascade de 900 m.
- Dans le bâtiment I (partie de gauche), décors de film à partir du 20 septembre 2021 jusqu'au 29 octobre 2021, espaces dédiés au tournage.
- Des bureaux pour une surface de 45m².
- Le bâtiment O pour le 19 octobre 2021 dans le cadre d'une journée de tournage.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 22/12/2021.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour une redevance forfaitaire de 8 975,34 euros HT concernant le bâtiment I et de 1 025,75 euros HT pour les bureaux accueil du bâtiment H. Le total est ramené à 10 000 € HT CC soit 12 000 euros TTC pour l'ensemble de la durée de la location.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 9.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 9.09.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention INOXY FILMS.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'octroi de subventions
aux audits énergétiques de copropriétés
dans le cadre du dispositif Guichet Unique
de la rénovation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accorder les subventions aux propriétaires (logements individuels ou copropriété) et signer les conventions afférentes le cas échéant, dans le cadre du dispositif de rénovation énergétique encadré par le règlement d'attribution d'une subvention pour la rénovation énergétique de logement privé adopté par le Conseil de Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle Touzard en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Touzard dans le domaine de la Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation ;

CONSIDERANT :

- L'enjeu de rénover thermiquement le parc résidentiel de la Métropole identifié dans le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours d'élaboration ainsi que l'objectif fixé de rénover 90% du parc à l'horizon 2050 avec un gain d'énergie de plus de 40% ;

- L'accompagnement proposé depuis le 1^{er} avril 2021 aux particuliers et aux copropriétés souhaitant entreprendre des travaux de rénovation énergétique dans le cadre Guichet Unique Renov'Occitanie ALEC Montpellier Métropole. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un service public régional dont le déploiement a été confié à l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat. Le Conseil de Métropole a décidé par délibération en date du 7 juin 2021 de financer le reste à charge de 90 € par logement de l'étape 1 de l'accompagnement (audit) pour les ménages et les copropriétés de son territoire. Pour ces dernières, cette participation prend la forme d'un contrat d'audit tripartite ;
- Que la Métropole de Montpellier est ainsi sollicitée par 8 copropriétés pour des projets d'audits s'inscrivant dans le cadre du dispositif Guichet Unique ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des contrats d'audit tripartites avec l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat et les copropriétés suivantes : les Floralties (36 logements), Renouvier Desmazes (20 logements), le Florian (10 logements), les Launes (40 logements), Lou Mail (18 logements), les Arbousiers (36 logements), le Beal (19 logements), Parc du Belvédère (245 logements).

ARTICLE 2 : D'autoriser l'octroi de subventions aux audits de copropriétés pour un montant total de 38 160 € telles que définies dans le tableau joint en annexe à la présente décision.

ARTICLE 3 : De dire que ces dépenses seront imputées sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22-09-2021.

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



24 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 24 SEP. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste des copropriétés sollicitant un audit

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n° M9B0055DC de Fournitures de lampes
et tubes fluorescents - Modification de la
décision n° MD2019-1060**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2019-1060 relative au marché n° M9B0055DC de Fournitures de lampes et tubes fluorescents ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire que le marché n° M9B0055DC puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n° MD2019-1060.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÈCHE



Publiée le : **16 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **16 SEP. 2021**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle CD 317 - Allée des Ifs - Commune
de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de GGL Groupe pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle CD 317 d'une superficie de 211 m² ;
- **Considérant** la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 211 m² constituant l'Allée des Ifs sur la commune de CASTELNAU-LE-LEZ ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE, la parcelle CD 317 d'une superficie de 211 m², constituant l'Allée des Ifs sur la commune de CASTELNAU-LE-LEZ, afin de régulariser la situation juridique de cette voie et de l'intégrer au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir une voie de desserte.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **28 SEP. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M1B0075DS - Achat d'espaces
publicitaires, d'actions de communication
et de billets pour le développement de la
pétanque - Mondial de la pétanque 2021 -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU le code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au Mondial de la pétanque, compétition qui réunit chaque année pas moins d'un millier de compétiteurs, dont les meilleurs joueurs du monde de la discipline, venus de France et de l'étranger ;
- qu'une procédure a été lancée le 3 septembre 2021, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix global et forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 3 octobre 2021, date de fin de la manifestation ;
- qu'Odyssee Events est l'association organisatrice de la manifestation et dispose de droits d'exclusivité sur les partenariats événementiels ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1B0075DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement de la pétanque - Mondial de la pétanque 2021 » à l'association Odyssee Events, pour un montant de 39 167 € H.T ;
Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 3 octobre 2021 inclus ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

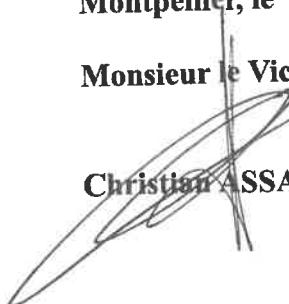
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : **28 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

28 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la consignation -
Préemption de la Propriété Michaud - Villa
avec terrain - Parcelle AE 262 - 2 impasse
des Galfières - Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, Urbanisme opérationnel et Maîtrise foncière » ;

- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10387 en date du 29 novembre 2011 portant création de l'opération d'aménagement d'ensemble « Ode à la Mer » ;
- VU la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°10480 du 29 novembre 2011, décidant de confier l'opération d'aménagement « Ode à la Mer » à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), aujourd'hui renommée Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement ;
- VU la décision de préemption n° MD2021-557 du 3 juin 2021 sur la vente de la propriété MICHAUD ;
- VU le recours gracieux formé par Madame MICHAUD le 5 août 2021 ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14 ;

CONSIDERANT

- que par décision du 3 juin 2021, Montpellier Méditerranée Métropole à exercer le droit de préemption sur la vente de la propriété MICHAUD, une villa avec terrain située 2 impasse des Galfières à Pérols, cadastrée AE 262, dans le cadre du projet d'aménagement « Ode à la Mer » ;
- que la décision de préemption a été exercée au prix de 550 000 € (cinq cent cinquante mille euros) proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner ;
- que l'article R 213-12 du Code de l'Urbanisme précise qu'en cas d'accord sur le prix, un acte authentique est dressé dans un délai de trois mois à compter de cet accord pour constater le transfert de propriété ;
- que la SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement «Ode à la Mer» interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;
- que le 5 août 2021, Madame MICHAUD a formé un recours gracieux à l'encontre de la décision de préemption indiquant qu'elle refuse de vendre son bien au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner et accepté par la Métropole, ne se déplaçant pas chez le notaire pour signer l'acte de vente ;
- que l'article L 213-14 du Code de l'Urbanisme précise que le prix d'acquisition est payé ou, en cas d'obstacle au paiement, consigné, dans les quatre mois qui suivent la décision d'acquiescer le bien au prix indiqué par le vendeur ou accepté par lui ;
- que la survenance de la décision prise par Madame MICHAUD constitue un obstacle au paiement du prix de vente dans le délai imparti par l'article L 213-14 du Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption et qu'il convient de procéder, conformément au même article, à la consignation du prix d'acquisition du bien préempté ;
- que la cession porte sur un bien libre de toute charge ;
- que Madame Isabelle MICHAUD, demeurant 2 impasse des Galfières à Pérols (34), sera la bénéficiaire de la somme consignée à terme si la vente peut être passée ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole demande à la SA3M, sa concessionnaire, de procéder à la consignation du prix d'acquisition de la propriété de Madame MICHAUD, soit cinq-cent-cinquante-mille euros (550 000 €), auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

ARTICLE 2 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 17.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17.09.2021.

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 5092EP18
"contrôles électriques des installations
d'éclairage public de la Ville de
Montpellier"
Avenant 1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2018-960 attribuant le marché 5092EP18 de contrôles électriques des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier à l'entreprise APAVE Sud Europe, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché ;
- Qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 5092EP18 de contrôle électrique des installations d'éclairage public de la Ville de Montpellier avec l'entreprise APAVE Sud Europe.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 23 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **23 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°4758 Maîtrise d'œuvre relative
aux aménagements de protection contre les
inondations de la Rieumassel - Commune
de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, de prévention des risques majeurs et GEMAPI » ;
- VU la décision n°MD2018-512 du 20 juin 2018 attribuant le marché n°4758 Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Rieumassel sur la commune de Grabels à la société ANTEA GROUP sise 180 impasse John Locke – Parc d'activité de l'aéroport – 34470 PEROLS pour un montant de 71 800€ HT;

CONSIDERANT :

- La part de l'enveloppe financière affectée aux travaux fixée dans l'acte d'engagement à 1 550 000€ HT
- Le coût prévisionnel des travaux après AVP validé par le maître d'ouvrage à hauteur de 2 445 000
- Que l'augmentation du montant des travaux s'explique par des études menées à un niveau de détail moindre en urgence suite aux inondations des 6 et 7 octobre 2014 ;
- La nécessité de fixer la rémunération définitive du maître d'œuvre,

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 4758 Maîtrise d'œuvre relative aux aménagements de protection contre les inondations de la Rieumassel sur la commune de Grabels avec la société ANTEA GROUP sise 180 impasse John Locke – Parc d'activité de l'aéroport – 34470 PEROLS, avenant d'un montant de 41 452.40€ HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 28 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **28 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt d'une demande
d'autorisation de travaux sur le site de la
médiathèque LA GARE de PIGNAN**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du Patrimoine historique;

Considérant :

- le projet de mise en accessibilité de la médiathèque LA GARE à PIGNAN ;
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'une autorisation de travaux auprès des services compétents de la Ville de PIGNAN ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande d'autorisation de travaux pour l'opération de mise en accessibilité de la médiathèque LA GARE de PIGNAN.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la déclaration préalable de travaux visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 OCT. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 7 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 OCT. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
tondeuse autoportée vétuste de marque
Kubota série 10350 type GZD21 - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota type GZD21 série 10350 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une tondeuse autoportée vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque Kubota type GZD21 série 10350 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

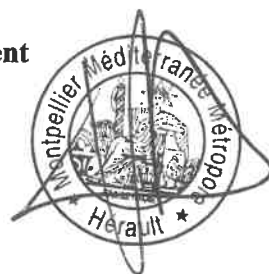
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

16.09.2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0090EP
"Travaux de réaménagement de la rue du
Faubourg Figuerolles à Montpellier"
Avenant 1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « voirie et espace public » ;
- VU la décision n° MD2019-918 attribuant le marché n°M9D0090EP relatif aux travaux de réaménagement de la rue Faubourg Figuerolles à Montpellier à la Société EIFFAGE Route Méditerranée sise RD613 à St Jean de Védas, pour un montant estimatif de 1 278 619,59 euros HT toutes tranches confondues.

CONSIDERANT :

- Que des prix nouveaux et des travaux complémentaires sont nécessaires pour mener à bien les travaux.
- Que le montant initial de la tranche ferme est de 954 327,21 euros HT.
- Que ces travaux entraînent une plus-value financière sur la tranche ferme de 4,50% soit un montant de 57 481,24 € HT, portant les nouveaux montants de la tranche ferme à 1 011 808,45 € HT et du marché à 1 336 100,83 € HT.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9D0090EP relatif aux travaux de réaménagement de la rue Faubourg Figuerolles à Montpellier avec la Société EIFFAGE RD, pour un montant en plus-value de 57 481,24 € HT sur la tranche ferme.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

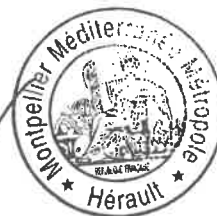
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



23 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un tracteur
tondeuse vétuste de marque Kubota type
BW2200E immatriculé EE-375-YL - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur tondeuse vétuste de marque Kubota, type BW2200E immatriculé EE-375-YL ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un tracteur tondeuse vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur tondeuse de marque Kubota type BW2200E immatriculé EE-375-YL à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09.09.2021 -

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage d'un réseau électrique
ENEDIS - Parcelle cadastrée RK 16 -
Cimetière de Grammont - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
 - VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
 - VU la délibération du Conseil de Métropole du 27 novembre 2017 relative à la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière Saint-Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- CONSIDERANT** que dans le cadre de la réalisation de cette opération, la société ENEDIS a prévu l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique par la pose d'un réseau impactant la parcelle bâtie cadastrée RK 16, emprise foncière du funérarium, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole dans l'emprise du cimetière de Grammont, sur une longueur d'environ 23 mètres linéaires et un mètre de large.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent à la société ENEDIS une servitude de passage d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée RK 16 d'une longueur d'environ 23 mètres linéaires sur un mètre de large.

ARTICLE 2 : La constitution de la servitude est consentie moyennant une indemnité forfaitaire de 23 euros.

ARTICLE 3 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisée à signer la convention de servitude ainsi que l'acte authentique de réitération de cette servitude sur la parcelle cadastrée RK 16 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.09.2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 17.09.2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 17.09.2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
tondeuse autoportée vétuste de marque
Orec modèle AV98 - Hôtel des ventes de
montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Orec modèle AV98 n° de série AFZHL0937 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une tondeuse autoportée vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque Orec modèle AV98 n° de série AFZHL0937 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021.

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
balayeuse vétuste Schmidt Swingo type
Contact 200 - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une balayeuse Schmidt Swingo type Contact 200 n° 2720022 identifiée BAL 9 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une balayeuse vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une balayeuse Schmidt Swingo type Contact 200 n° 2720022 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9.09.2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 13.09.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13.09.2021.

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un tracteur
vétuste de marque Renault type T3562PB
immatriculé EP-099-HZ - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur vétuste de marque Renault type T3562PB immatriculé EP-099-HZ ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un tracteur vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un tracteur tondeuse de marque Renault type T3562PB immatriculé EP-099-HZ à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 14 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
épandeur à engrais vétuste de marque
Khun modèle VSA360 - Hôtel des ventes de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un épandeur à engrais vétuste de marque Khun, type VSA360 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un épandeur vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un épandeur à engrais de marque Khun type VSA360 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : **14 SEP. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un saleur
sur essieu vétuste de marque Khun modèle
SU602 - Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un saleur sur essieu vétuste de marque Khun, type SU602 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un saleur sur essieu vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un saleur sur essieu de marque Khun type SU602 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : **14 SEP. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M1B0086DS - Achat d'espaces
publicitaires et d'actions de
communication pour le développement du
esport - Occitanie Esports Montpellier
2021 - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;

- VU le code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au Occitanie Esports Montpellier, plus grand événement esport du sud de la France qui réunit chaque année pas moins de 2000 compétiteurs ;
- qu'une procédure a été lancée le 8 septembre 2021, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, marché à prix global et forfaitaire, pour une durée allant de sa notification jusqu'au 10 octobre 2021, date de fin de la manifestation ;
- qu'Occitanie Events est la société organisatrice de la manifestation et dispose de droits d'exclusivité sur les partenariats événementiels ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M1B0086DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement du esport – Occitanie Esports Montpellier 2021 » à l'entreprise Occitanie Events, pour un montant de 75 000,00 € H.T ;
Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 10 octobre 2021 ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 28 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 SEP. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0060AT - Travaux d'aménagement
du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-
le-Lez - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espaces Publics » ;

- **VU** la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-lez ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 12 semaines (hors période de préparation) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix 60%
 - ° Valeur Technique 40%
- qu'après analyse, l'entreprise Eiffage Route Méditerranée sise RD613 lieu-dit le Devès à Saint-Jean-de-Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1D0060AT de travaux d'aménagement du chemin du Clos de l'Armet à Castelnau-le-Lez à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, pour un montant estimatif de 349 966,70 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 12 semaines (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 23 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'un Manitou
vétuste modèle MCE30HZ - Hôtel des
ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un Manitou vétuste modèle MCE30HZ n° TLDA30N1160 identifié 3M-556 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un Manitou vétuste et qu'il convient de le céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté un Manitou modèle MCE30HZ n°TLDA30N1160 identifié 3M-556 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREAN



Publiée le : **14 SEP. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
ATLANTIDE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- **VU** l'entreprise ATLANTIDE, entreprise anciennement hébergée à CAP OMEGA, pépinière d'entreprises du Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole (BIC), sise Rond-Point Benjamin Franklin à Montpellier, du 1^{er} juin 2019 au 31 août 2020 soit pour une durée de quinze mois ;
- **VU** son départ anticipé au 1^{er} septembre 2020 suite à la crise sanitaire du Covid-19 et avant la fin de sa convention d'occupation d'une durée de trente-six mois ;
- **VU** la sollicitation de l'entreprise ATLANTIDE pour réintégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier ;
- **VU** la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 août 2021 ;
- **CONSIDERANT :**
 - que l'entreprise ATLANTIDE répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA ;
 - que l'entreprise, se trouve dans une phase charnière de reconstruction et a besoin d'une surface de 15 m² suite à la reprise d'activité d'après le déconfinement ;
 - que le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conserver l'antériorité des quinze mois de location sur la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;

D E C I D E

ARTICLE 1: qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société ATLANTIDE et le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de vingt-et-un mois à compter du 1^{er} octobre 2021 et jusqu'au 30 juin 2023.

ARTICLE 2: qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ATLANTIDE pour la surface de 14,07 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 185,58 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3 : qu'à échéance de cette occupation de vingt-et-un mois, la convention d'occupation pourra être renouvelée pour une durée supplémentaire de douze mois avec une majoration du loyer de base de 7% conformément au tarif applicable approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



24 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

24 SEP. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une cuve
d'arrosage vétuste de marque Berthoub -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une cuve d'arrosage vétuste de marque Berthoub, d'une contenance de 300 litres, n° de série 891441 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une cuve d'arrosage vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une cuve d'arrosage de marque Berthoub, n° de série 891441 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUBREY



Publiée le : **14 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IMAGEAU au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 17 mars 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021 ;

- CONSIDERANT :

- que les recherches immobilières d'IMAGEAU n'ont pas encore abouti, ralenties d'autant plus par la crise sanitaire COVID 19,
- que la convention précitée est arrivée à échéance et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de trois mois soit du 1^{er} octobre 2021 au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 102,85 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 335,51 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice – Présidente Déléguée Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



24 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 24 SEP. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2021-939 prorogeant l'occupation de locaux pour la société IMAGEAU au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une déclaration
préalable de travaux pour la rénovation et
la modification des ouvertures d'un
bâtiment situé sur le site Hélios à
Fabrègues (34 690)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du site Hélios, situé Lieudit Mante, parcelle cadastrée CA 0015, 34 690 Fabrègues ;
- CONSIDERANT** la nécessité des travaux de rénovation de façade avec modification des ouvertures d'un bâtiment identifié « Bâtiment S » ;

-CONSIDERANT qu'il convient de déposer une déclaration préalable pour réaliser l'ensemble des travaux programmés ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la rénovation et la modification des ouvertures du bâtiment S du site Hélios, lieudit Mante, parcelle CA 0015 à Fabrègues (34 690).

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer la demande visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **14 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
QUALIPLANTE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA ;

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 23 juin 2021 ;

- **VU** la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021 ;

- CONSIDERANT :

- que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de partenariat commerciale et R&D avec une grande entreprise pour la distribution de ses produits au niveau mondial, et que ses recherches immobilières ont été également retardée par la crise sanitaire COVID 19 ;

- que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de six mois supplémentaire à compter du 1^{er} octobre 2021 jusqu'au 31 mars 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 657,38 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 24 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **24 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2021-944 prorogeant l'occupation de locaux pour la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession d'une
épareuse vétuste de marque Rousseau
modèle Castor identifiée 3M-923 - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une épareuse vétuste de marque Rousseau, modèle Castor identifiée 3M-923 ;
- **CONSIDERANT** que dans un souci de bonne gestion et d'optimisation de son parc-automobile et engin, Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une épareuse vétuste et qu'il convient de la céder ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour cause de vétusté une épareuse modèle Castor identifiée 3M-923 à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

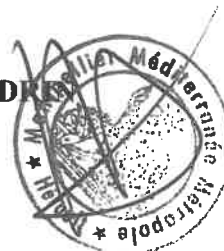
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 3 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : **1 4 SEP. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 4 SEP. 2021**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des voiries
et équipements publics du lotissement "Les
Terrasses du Pont" - Propriétés GGL
Groupe - Commune de Villeneuve-lès-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande d'acquisition formulée par GGL Groupe Aménagement concernant le lotissement les "Terrasses du Pont" sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries et d'équipements publics du lotissement les "Terrasses du Pont", situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles en nature de voiries et équipements publics du lotissement les "Terrasses du Pont", à savoir les parcelles cadastrées AT 344 (159 m²), AT 346 (41 m²), AT 347 (241 m²), AT 350 (2894 m²), AT 403 (8534 m²) et AT 485 (3180 m²), en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 SEP. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



28 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 SEP. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
VAONIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 01 avril 2017 passée entre la Métropole et la société VAONIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 30 juin 2021 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021 ;
- **CONSIDERANT :**
- que la convention précitée arrive à échéance et que la société VAONIS est en cours de concrétisation pour un projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité, qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire ;

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société VAONIS pour une période de trois mois à compter du 01 octobre 2021 soit jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : Ce délai supplémentaire devrait permettre à la société VAONIS de concrétiser son projet d'emménagement dans des locaux adaptés à son activité.
Dans le cas où ses nouveaux locaux seraient disponibles avant la date échéance de cet avenant, la société pourra libérer les locaux occupés au sein de la pépinière Cap ALPHA sans préavis particulier.

ARTICLE 3: A compter du 1^{er} octobre 2021, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société VAONIS pour la surface de 152,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 960,28 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 SEP. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 24 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **24 SEP. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant relatif à la décision n° MD2021-950 prorogeant l'occupation de locaux pour la société VAONIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession d'un véhicule
de marque Peugeot Partner immatriculé
EK-757- AX techniquement réparable et
économiquement irréparable -Abrogation
de la décision de réforme MD2019-518 du
17/05/2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- VU la décision MD2019-518 du 17/05/2019 relative à la cession d'un véhicule économiquement irréparable de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX à la société SMACL Assurances ;
- CONSIDERANT** que le véhicule Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX a subi un sinistre, qu'il a été déclaré par le cabinet d'expertise CEAM, sis 15 rue du Puech Radier 34 871 Lattes, techniquement réparable mais économiquement irréparable et qu'il convient donc de le céder ;

- **CONSIDERANT** que la décision MD2019-518 du 17/05/2019 relative à la cession dudit véhicule à la société SMACL Assurances comporte une erreur matérielle concernant le prix de la cession ;
- **CONSIDERANT** que le montant exact du prix, après déduction d'une franchise de 150 euros, s'élève à 6 950 euros HT ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° MD2019-518 en date du 17/05/2019 relative à la cession du véhicule Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède le véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque Peugeot Partner immatriculé EK-757-AX à la SMACL Assurances, sise 141 avenue Salvadore Allende, CS 20000, 79 031 Niort Cedex 9.

ARTICLE 3 : Le prix de la cession, conforme au rapport d'expertise du cabinet d'expertise CEAM et après déduction faite d'une franchise de 150 euros, s'élève à 6 950 euros HT.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 2, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 22 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Procédures

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M0D0055JM - Prestations de
conseil juridique et de représentation
juridique pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lot n°2
Prestations de conseil juridique et de
représentations juridiques en matière de
droit de la commande publique et droit de
la construction (juridictions des 1er et 2d
degrés)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2021-009 attribuant l'accord cadre à bons de commande n°M0D0055JM de prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ; Lot n°2 : Prestations de conseil juridique et de représentations juridiques en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés) au groupement Cabinet JPh Meneau/ SCP Avocats Vedesi, pour un montant sans minimum, ni maximum et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois un an.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de détailler la répartition financière à 50% entre les membres du groupement et le paiement distinct entre eux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 de l'accord cadre à bons de commande n°M0D0055JM de prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ; Lot n°2 : Prestations de conseil juridique et de représentations juridiques en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés) au groupement Cabinet JPh Meneau/ SCP Avocats Vedesi.

Cet avenant est sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 28 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 28 SEP. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet d'avenant 1 lot 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain à la
Commune de Juvignac - parcelles BT 9, 10,
11, 12, 13, 14 et 15 - rue du Pergasan et rue
de Labournas - Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, sur une ou plusieurs zones selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la décision du 08 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la Commune de Juvignac par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** le projet d'envergure métropolitaine portant sur un grand pôle d'attractivité économique dit « MED VALLEE », il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Commune de Juvignac, sur les parcelles cadastrées BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, rue du Pergasan et rue de Labournas ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain, sur la parcelles cadastrées BT 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15, rue du Pergasan et rue de Labournas, est retirée à la Commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 SEP. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 05 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 05 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un bail précaire entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
monsieur Michel Navarro - Maison
d'habitation située 590 rue de la Cavallade
à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°2021-188 en date du 29 mars 2021 concernant une nouvelle liste d'emplois bénéficiant d'un logement de fonction ;
- CONSIDERANT** que suite à la délibération 2021-188 du 29 mars 2021 qui fixe une nouvelle liste d'emplois bénéficiant d'un logement de fonction, le logement occupé par M. Michel Navarro, gardien pour le compte de la Métropole, ne fait plus partie des logements de fonctions ;

-CONSIDERANT que dans un souci d'accompagnement de l'agent, il convient pour Montpellier Méditerranée Métropole de conclure avec Monsieur Michel Navarro un bail précaire concernant une maison d'habitation dont la Métropole est propriétaire, située au 590 rue de la Cavallade à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire de location avec Monsieur Michel Navarro concernant une maison d'habitation située 590 rue de la Cavallade à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le bail précaire prendra effet à compter de la signature jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti et accepté moyennant un loyer mensuel de 450 euros payable mensuellement et hors abonnements individuels. Les fluides (eaux, électricité, chauffage, etc...) et autres abonnements individuels sont à la charge du locataire.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREN



Publiée le : 22 SEP. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M0D0073EA - Études hydrauliques pour
l'accompagnement des actions liées à la
compétence GEMAPI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

Considérant :

- que des études hydrauliques pour l'accompagnement des actions liées à la compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) sont nécessaires ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme

d'un accord-cadre à bons de commande multi attributaires (3 maximum) sans minimum, ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, pour une période de reconduction d'un an ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

° Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées au mémoire technique : 60%

° Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 21 septembre 2021 a adopté le classement des offres et choisi l'offre des candidats :

- le groupement Egis Eau - Sépia Conseil (sous-traitant Géorives) sis 889, rue de la Vieille Poste 34965 MONTPELLIER ;
- la société Setec Hydratech sis 3 Chemin des Gorges de Cabriès – 13127 VITROLLES ;
- la société Safège sis Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone Millénaire - 650 rue H Becquerel - CS79542 34961 MONTPELLIER CEDEX 2

comme présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M0D0073EA - Études hydrauliques pour l'accompagnement des actions liées à la compétence GEMAPI au groupement Egis Eau - Sépia Conseil (sous-traitant Géorives) sis, 889, rue de la Vieille Poste 34965 MONTPELLIER, à la société Setec Hydratech sise 3 Chemin des Gorges de Cabriès – 13127 VITROLLES et la société Safège sise Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone Millénaire - 650 rue H Becquerel - CS79542 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 sur la base d'un accord-cadre multi-attributaires (3 maximum) à bons de commande sans minimum, ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 7.10.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7.10.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
M9D0148VD - Réhabilitation des Points
Propreté de Pignan et Villeneuve-les-
Maguelone - Lot 3 : Terrassements, voirie,
réseaux humides, génie civil et gabions sur
le Point Propreté de Villeneuve-les-
Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;
- VU la délibération n°MD2021-139 en date du 16 février attribuant à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, sise Parc de la Lauze – 34434 SAINT JEAN DE VEDAS, les lots n°2

(Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Pignan) et n°3 (Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Villeneuve-lès-Maguelone) du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-Lès-Maguelone ;

- VU la décision n°M2021-464 en date du 7 juin 2021 autorisant la signature de l'avenant n°1 aux lots 2 et 3 du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-Lès-Maguelone portant sur le transfert d'activités dans le cadre de l'exécution du marché de la société COLAS MIDI MEDITERRANEE à la société COLAS France ;

- CONSIDERANT

- qu'il convient d'intégrer des prestations supplémentaires imprévisibles rendues nécessaires en phase chantier pour garantir la stabilité des murs de soutènement et ne pas endommager le réseau BRL existant sur le Point Propreté de Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- que ces prestations supplémentaires entraînent la création de prix nouveaux pour prendre en compte les sujétions géotechniques imprévues intervenues en cours d'exécution des travaux, les variations des quantités prévisionnelles à mettre en œuvre et la modification en conséquence du délai d'exécution ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 du marché M9D0148VD Réhabilitation des Points Propreté de Pignan et Villeneuve-Lès-Maguelone – lot n°3 (Terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions du Point Propreté de Villeneuve-lès-Maguelone) avec la société COLAS France, d'un montant de 39 733,33 € HT, portant le nouveau montant du marché à 163 505,43€ HT, et prolongeant son délai d'exécution d'un mois, portant celui-ci à 7 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7/10/21

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 11 OCT. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 OCT. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G0C0017RI
de maintenance et prestations
complémentaires du logiciel DROITS DE
CITES - Avenant**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;
- VU la décision n°MD2020-929 relative au marché n°G0C0017RI de maintenance et prestations

complémentaires du logiciel DROITS DE CITES ;

CONSIDERANT :

- Qu'il a été nécessaire de rédiger un avenant sans incidence financière pour changer les montants maximum HT de chaque période annuelle ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer l'avenant qui modifie l'accord-cadre à bons de commande n°G0C0017RI de maintenance et prestations complémentaires du logiciel DROITS DE CITES, à l'entreprise OPERIS pour un montant sans minimum et avec un maximum annuel de 100 000 € HT pour la première année, 40 000 € HT pour les deuxième et troisième année et 30.000 € HT pour la quatrième année (soit 210 000 € H.T. pour la durée totale du marché).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée aux budgets successifs correspondants aux périodes annuelles de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 6 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 6 OCT. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché n° M1B0037MG "Maintenance des
moyens de secours d'une partie des
bâtiments de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT:

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'un marché ayant pour objet la maintenance des moyens de secours d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole.

- Qu'il s'agit d'un marché de fournitures courantes et de services, non alloti pour une durée allant de sa notification jusqu'au 18/10/2022. Le marché peut être reconduit de manière tacite 2 fois par période de 3 mois., dans les conditions prévues au CCP.

-Qu'il s'agit d'une procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique, les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec un maximum 89 0000€ passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé.

-Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1-Prix des prestations au regard du DQE : 70%
- 2-Valeur technique au regard du mémoire technique : 30%

-Qu'après analyse et classement des offres, la SAS EUROFEU SERVICES, sise 12 rue Albert Rémy, 28 250 Senonches, présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure un marché n°M1B0037MG « Maintenance des moyens de secours d'une partie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » avec la SAS EUROFEU SERVICES.

ARTICLE 2 : La durée du marché prend effet dès sa notification jusqu'au 18/10/2022. Le marché peut être reconduit de manière tacite 2 fois par période de 3 mois, dans les conditions prévues au CCP.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour un montant sans minimum et avec un maximum de 89 000 € H.T

ARTICLE 4 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREIN



28 SEP. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

28 SEP. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°9 au
contrat de partenariat pour la conception,
la réalisation, le préfinancement,
l'exploitation, la gestion et le
renouvellement des installations
nécessaires à la mise en lumière de la
commune de Castelnau-le-Lez et au
fonctionnement de l'éclairage public -
Montpellier Méditerranée Métropole /
TRAVERSESET (CITEOS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU le contrat de partenariat notifié le 31/10/2006 passé entre la ville de Castelnau-le-Lez et la société CEGELEC pour la mise en lumière et le bon fonctionnement de l'éclairage public ;
- VU l'avenant de transfert du contrat de partenariat à la société TRAVESSET (CITEOS) et de co-utilisation du contrat par la commune de Castelnau-le Lez et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération n°13893 en date du 13 juillet 2016 autorisant la signature de l'avenant n°8 précité ;

Considérant :

- que ce contrat, conclu pour une durée de quinze ans, porte sur quatre types de prestations : la fourniture de l'énergie (poste dit G1), la maintenance des installations (poste dit G2), le renouvellement des installations - programmé ou non - (poste dit G3) et les travaux préfinancés (poste dit G4) ;
- que suite aux évolutions technologiques apparues en cours de contrat, le programme initial des travaux pour le renouvellement des installations (poste dit G3) doit être modifié ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au contrat de partenariat passé avec l'entreprise TRAVESSET (CITEOS) approuvant le nouveau programme des travaux. Avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 SEP. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 28 SEP. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 SEP. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 9

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché n°5141EP18 de fournitures de
lampes d'éclairage public
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2018-961 attribuant le marché 5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage publique à l'entreprise EDDEP, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;
- VU la décision n°2019-1234 autorisant la signature de l'avenant n°1 de prix nouveaux au marché 5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage publique ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article 9.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché ;
- Qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 5141EP18 de fournitures de lampes d'éclairage public avec l'entreprise EDDEP.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8-10-2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 11 OCT. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11 OCT. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9D0138MG - Maintenance et
réparation des véhicules techniques -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT:

- Qu'il est nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier de disposer d'un marché ayant pour objet l'entretien et la réparation des véhicules techniques gérés par le service parc auto mutualisé de la Métropole de Montpellier et de la Ville de Montpellier, ou tout autre service de la Métropole ;

- Qu'une convention de groupement de commande a été signée le 29/11/2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée coordonnateur du groupement ;

- Qu'une procédure a été lancée en appel d'offre ouvert, conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum passé en application L2125-1 1°; R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, comportant 6 lots, et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois 1 an ;

- Que les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1-Valeur technique au regard du mémoire technique : 50%
- 2-Prix des prestations au détail quantitatif estimatif : 50% ;

-Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 07 septembre 2021 a classé les offres et choisi, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Pour le Lot n° 1 « Maintenance et réparation des balayeuses multimarques », la société Europe Service, sise Parc d'activités de Tronquières, Avenue du Garric 15 000 Aurillac ;
 - Pour le Lot n°2 « Maintenance et réparation des épareuses, gyrobroyeurs et rotobroyeurs », la société Noremat, sise 166 rue Ampère, Dynapôle Ludres, 54 714 Ludres ;
 - Pour le Lot n°3 « Maintenance et réparation des engins divers travaux publics, industriels, agricoles », la société SVIS, sise ZAE du Puech, 8 rue Pierre-Gilles De Gennes 34420 Portiragnes ;
 - Pour le Lot n°4 « Maintenance et réparation des nacelles et autres matériels équipés de systèmes hydrauliques », la société Hydrau service, sise BP 22, 34 671 Baillargues ;
 - Pour le Lot n°5 « Maintenance et réparation des véhicules utilitaires de moins de 3 T5 type bennes et plateaux et poids lourds », la société Montpellier Poids lourds, sise Parc de la Lauze, 4 rue Saint Exupéry, 34 430 Saint-jean-de-Védas ;
- Que le Lot n°6 « Maintenance et réparation de véhicules électriques de marque Goupil et engins électriques de même type », sera déclaré sans suite et relancé ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9D0138MG « Maintenance et réparation des véhicules techniques pour le groupement de la Métropole de Montpellier et de la Ville de Montpellier », sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum :

- Lot 1 « Maintenance et réparation des balayeuses multimarques » à la société EUROPE SERVICE
- Lot 2 « Maintenance et réparation des épareuses, gyrobroyeurs et rotobroyeurs » à la société NOREMAT
- Lot 3 « Maintenance et réparation des engins divers travaux publics, industriels, agricoles » à la société SVIS
- Lot 4 « Maintenance et réparation des nacelles et autres matériels équipés de systèmes hydrauliques » à la société HYDRAU SERVICE
- Lot 5 « Maintenance et réparation des véhicules utilitaires de moins de 3 T5 types bennes et plateaux et poids lourds » à la société MONTPELLIER POIDS LOURDS.

ARTICLE 2: De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés visés aux articles 1 à 5 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la
construction d'un réseau gravitaire entre le
PR Closades et le PR Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code des marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2020-398 du 11 juin 2020 attribuant le marché n°M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers à la société LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François-Xavier Fafeur – 11000 CARCASSONNE, pour un montant de 41 590€ euros HT et pour une durée estimative de 36 mois.

CONSIDERANT :

- Que les modifications de l'aménagement de la voirie impliquent une reprise importante des études déjà réalisées afin d'intégrer le projet de construction du réseau gravitaire au projet de construction du giratoire et des nouvelles voies de circulation ;
- Qu'il découle que la reprise des études déjà réalisées entraîne une plus-value ;
- Que la reprise des études implique une augmentation du délai global estimatif ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9B0141 de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un réseau gravitaire entre le PR Closades et le PR Clapiers avec la société LS INGENIERIE sise 1949 boulevard François-Xavier Fafeur – 11000 CARCASSONNE, avenant d'un montant de 20 700€ HT portant le nouveau montant du marché à 62 290€ HT ;

ARTICLE 2 : De prolonger les délais estimatifs d'exécution de 12 mois, les faisant passer de 36 mois à 48 mois.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7.10.2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 8.10.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

7.10.2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un contrat de location
de locaux entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la société Incare - 515 rue
Alfred Nobel à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé médicale ;
- que la société INCARE, dont le siège social est situé 233 route de Montpellier, 34 730, a pour activité le développement et la commercialisation d'appareils médicaux ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux destinés à la location à des entreprises qui développent des appareils dans la filière santé médicale au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société INCARE.

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur un local d'environ 79 m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier (34 070).

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer progressif :

- Le montant du loyer semestriel pour les 6 premiers mois de la location est calculé sur une base de 60 € HT/m²/ an, soit 2 370 € HT, avec la TVA au taux en vigueur (20%) en sus, le loyer est de 2 844 € TTC.
- Le montant du loyer semestriel pour les 6 mois suivants est calculé sur une base de 70 € HT/m²/an, soit 2 765 € HT avec la TVA au taux en vigueur en sus le loyer est de 3 318 € TTC.
- Le montant du loyer annuel à partir du premier anniversaire du contrat est calculé sur une base de 80 € HT/m²/an, soit 6 320 € HT, avec la TVA au taux en vigueur en sus le loyer est de 7 584 € TTC.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **2 8 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : **2 9 SEP. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **2 9 SEP. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet contrat Incare.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la modification de la
décision MD2020-1183 attribuant le
marché n°M0B0054EA de maîtrise
d'œuvre pour la construction de la station
de traitement des eaux usées de la
commune de Montaud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code des marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU n°MAR2020-0296 portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2020-1183 du 5 janvier 2021 attribuant le marché n°M0B0054EA de maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud à la société BUREAU D'ETUDES EYSSERIC ENVIRONNEMENT sise 51 traverse du Moulin à vent – 13015 MARSEILLE, pour un montant de 70 691€ euros HT et pour une durée

estimative de 48 mois.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient de modifier la décision susvisée afin de corriger l'erreur matérielle relative au chapitre sur lequel a été imputée la dépense ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 23.

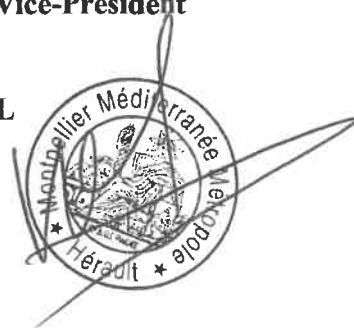
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 - 10 - 2021.

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 8.10.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

8.10.2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché G0D0031MG Fournitures
d'environnement de bureau**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n°G0D0031MG - Acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau, notifié le 27/07/2021 à la société FIDUCIAL BUREAUTIQUE ;

CONSIDERANT:

- que la société FIDUCIAL BUREAUTIQUE, titulaire du marché n° G0D0031MG - Acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau, a commis une erreur matérielle sur le taux de remise de 11 produits catalogue en indiquant un taux à 100%, ce qui est impossible et est inapplicable ;
- qu'il est nécessaire de conclure un avenant n°1 au marché afin de rectifier le taux sur les 11 produits concernés ;
- que l'avenant n°1 n'a aucune incidence financière sur le montant du marché public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : de signer un avenant n°1 au marché n°G0D0031MG - Acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau, avec le titulaire la société FIDUCIAL BUREAUTIQUE afin de rectifier le taux de remise sur 11 produits catalogue.

ARTICLE 2 : de dire que l'avenant n°1 n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet av1-G0D0031MG

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'un bail
précaire de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et Monsieur
Gérard Marini - Logement au 514 rue
Léon Jouhaux à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Gérard Marini a été affecté, depuis le 6 avril 2021, en qualité de Gestionnaire des Aires d'Accueil au sein du service des Gens du Voyage de la Direction de l'Habitat et des parcours résidentiels de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** que le logement de fonction qu'occupe Monsieur Gérard Marini, situé au 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier (34 070), est rattaché à la fonction de gestionnaire de l'Aire de Bionne dont monsieur Marini n'est plus le gardien ;

- **CONSIDERANT** que dans ce cadre et dans un souci d'accompagnement de l'agent pour le reloger, il convient d'établir un bail précaire avec Monsieur Gérard Marini afin de régulariser administrativement et juridiquement la situation nouvelle de sa nouvelle affectation et de faciliter les conditions d'un futur relogement ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire de location avec Monsieur Gérard Marini concernant un logement situé au 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier (34 070).

ARTICLE 2 : Le bail précaire a une durée de 6 mois à compter de la signature et est renouvelable une fois 6 mois.

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti à titre gracieux pour sujétion de service au regard des contraintes horaires et de présence et disponibilité sur site. Le locataire devra supporter l'ensemble des réparations locatives et charges locatives afférentes au logement (fluides, assurance locative, taxes liées à l'occupation des locaux...). Les charges seront payables au bailleur par le locataire au moment de la refacturation. Les autres abonnements individuels sont à la charge du locataire.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le bail précaire visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 0 SEP. 2021**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIAN



Publiée le : **- 6 OCT. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire **- 6 OCT. 2021**
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Projet bail précaire Marini.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché subséquent n°M1D0054AT de
travaux d'aménagement du PUP les
Violettes à Castelnau-le-Lez
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espaces Publics » ;
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission

d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du PUP les Violettes à Castelnau-le-lez;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 2 mois (hors période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix 60%
 - ° Valeur Technique 40%
- qu'après analyse, le groupement d'entreprises LAUTIER MOUSSAC/FAURIE/TPSO sis n°5 ZA Peire Plantade RD226 30190 MOUSSAC présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M1D0054AT de travaux d'aménagement du PUP les Violettes à Castelnau-le-Lez aux groupements d'entreprises LAUTIER MOUSSAC/FAURIE/TPSO, pour un montant estimatif de 156 679€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 2 mois (hors période de préparation de 30 jours).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SIKEMIA dans
l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société SIKEMIA, représentée par Monsieur Franck MARTIN est une SAS dont l'activité est la recherche, le développement, la production et la commercialisation de molécules chimiques destinés exclusivement à la recherche. Elle est candidate à la location du lot CG 2.2 (239 m²) comprenant les lots CG 2.2.1 de 27 m² et CG 2.2.2 de 175 m² pour une durée de 3 ans. Pour permettre la finalisation des travaux du lot CG 2.2, du 01/10/2021 au 31/10/2021, il est proposé à la société une mise à disposition à titre gracieux du lot CG 2.3 (172 m²).
- SIKEMIA s'acquittera du paiement des charges sur cette surface du lot.
L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SIKEMIA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 6 OCT. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 6 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition foncière de
14 169m² de bien immobilier situé lieudit
Girac à CLAPIERS (cadastré BV n°56)
dans le cadre de la réalisation de la 5ème
ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que 14 169 m² de bien immobilier situé lieudit GIRAC à CLAPIERS, cadastré section BV n°36, appartenant à Mme BROUSSE Marie épouse LATREILLE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 14 169 m² de bien immobilier situé lieudit GIRAC à CLAPIERS, cadastré section BV n°36, appartenant à Mme. BROUSSE Marie épouse LATREILLE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 47 758€ (QUARANTE SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE HUIT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Mme BROUSSE Marie épouse LATREILLE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 OCT. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : - 7 OCT. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 7 OCT. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 de
prolongation à la convention de mise à
disposition entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la commune de Villeneuve-
lès-Maguelone - Locaux Impasse des
Sycomores**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- CONSIDERANT** que dans le cadre de la compétence voirie de Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone met à disposition de la Métropole des locaux situés Impasse des Sycomores à Villeneuve-lès- Maguelone pour son personnel et les matériels rattachés au service ;

-CONSIDERANT La convention de mise à disposition des locaux arrivera à terme le 30 septembre 2021 et qu'il convient de la prolonger dans l'attente d'un transfert du personnel et matériels rattachés au service vers un autre site ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 de prolongation de durée à la convention de mise à disposition conclue avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone concernant la mise à disposition de locaux dans le cadre de la compétence voirie.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 modifie l'article 10 « Durée de la convention » en ajoutant l'alinéa suivant : « La présente convention est prolongée pour la période allant du 1^{er} octobre au 30 novembre 2021 avec prolongation possible d'un mois par simple mail jusque fin décembre 2021 ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société KYOMED dans
l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société KYOMED, représentée par Monsieur Daniel LAUNE est une SAS dont l'activité est le living lab, les études cliniques de biomarqueurs et dispositifs médicaux.
Actuellement locataire des lots CG 2.4 (170,44 m²) et CG 2.8 (18 m²), la société souhaite réduire la voilure afin de limiter l'impact de la crise sanitaire sur sa trésorerie mais également pour répondre à de nouvelles méthodes de travail (télétravail des salariés).
Elle est candidate à la location d'une partie des lots CG 2.4 et CG 2.8 représentant une surface de 94,22 m². L'entreprise projette un effectif de 12 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société KYOMED ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 OCT. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 6 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 6 OCT. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
5194AT18 - Lot 1 "requalification de la
partie basse de l'Avenue des Jardins à
Saint Georges d'Orques" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur LAFFORGUE, dans le domaine de la « voirie et espaces publics » ;
- VU la décision n°MD2018-1163 attribuant le lot N°1 du marché 5194AT18 à l'entreprise Razel-Bec, pour un montant de 296 393,60 € HT et pour une durée de 39 semaines non comprise la période de préparation de 30 jours ;

Considérant :

- qu'à la demande du maître d'ouvrage, des travaux d'agrandissement de certains avaloirs pour améliorer l'absorption des eaux d'écoulement lors de fortes pluies et la création d'espaces verts ont été nécessaires et ont d'autre part conduit à une prolongation des délais d'exécution ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°5194AT18 avec l'entreprise Razel Bec, d'un montant de 3 999,90 € HT portant le nouveau montant du marché à 321 231,90 € HT. Les délais d'exécution sont prolongés de 14 semaines pour la tranche ferme, de 1 semaine pour la tranche optionnelle 1 et de 6 semaines pour la tranche optionnelle 2 ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 OCT. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 13 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

13 OCT. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N° 2.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la réforme d'un copieur
vétuste de marque Toshiba 3505AC -
Reprise par la société Fac similé
bureautique Canon

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le Marché Public n°G9D0004RI « Achats de multifonctions, imprimantes réseaux avec contrats de maintenance » du 18/02/2020 conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9 ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un copieur vétuste de marque Toshiba modèle 3505AC n° CFH F52515 ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un copieur vétuste et qu'il convient de le réformer ;

- que ledit copieur est repris par la société Fac simulé bureautique Canon, conformément aux dispositions du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un copieur vétuste de marque Toshiba modèle 3505AC n° CFHF 52515.

ARTICLE 2 : La société Fac simulé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, reprend le copieur vétuste visé à l'article 1, conformément aux dispositions prévues par le marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 10. 2021.

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 14 OCT. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 14 OCT. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

PARTIE III

ARRETES REGLEMENTAIRES

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Pages
MAR2021-0083	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	447
MAR2021-0087	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	468
MAR2021-0088	Représentation du Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)	477
MAR2021-0093	Travaux de maintenance des clapets mobiles du barrage Moulin Leveque sur le Lez à Montpellier - Interdiction d'accès aux berges du Lez, de pêche et d'activités nautiques	479
MAR2021-0094	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	481



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et des deux services suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
- Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Pluvial Urbain
- Eclairage Public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle Territorial Cadoule et Bérange
- Pôle Territorial Littoral
- Pôle Territorial Piémonts et Garrigues
- Pôle Territorial Plaine Ouest
- Pôle Territorial Vallée du Lez
- Pôle Territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;

- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du Pôle Territorial Cadoule et Bérangère, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du Pôle Territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du Pôle Territorial Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du Pôle Territorial Plaine Ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du Pôle Territorial Vallée du Lez, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unités suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Le responsable du service Exploitation des services de déplacement reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation des services de déplacement, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation des services de déplacement et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL, ces délégations sont accordées au responsable du service Exploitation des services de déplacement.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Vincent BIMBARD, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS, de Madame Laurence BURGAUD et de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 5 oct. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 05/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170315-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/21

Réception en Préfecture : 05/10/21

Notifié le : 05/10/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage
- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Madame Anaïs DANON, co-directrice de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA, co-directrice de la Culture et du Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, à Madame Christine FEUILLAS, à Madame Carine BAQUIER, au responsable du service Rayonnement et Développement culturel, à Monsieur Julien PRADE, à Monsieur Michel HILAIRE, à Madame Sophie MENANTEAU, à Monsieur William MEALIER, à Madame Diane DUSSEAU, à Monsieur David-Jonathan BENRUBI, à Monsieur Patrick POUGET et à Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAUQUIER et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-5-1 : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Félicie BOUCHE, administratrice générale du Musée Fabre.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Félicie BOUCHE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Julien CARTERRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Julien CARTERRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Julien CARTERRE et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-9 : Monsieur David-Jonathan BENRUBI, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI et de Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIUS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Madame Marion LORIUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Laetitia TOUCHARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS et de Madame Laetitia TOUCHARD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Marie FEURTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS, de Madame Laetitia TOUCHARD et de Monsieur Jean-Marie FEURTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David-Jonathan BENRUBI, de Madame Sylvie ROBERT, de Madame Valérie SERRE-RAUZET, de Madame Marion LORIUS, de Madame Laetitia TOUCHARD, de Monsieur Jean-Marie FEURTET et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-9-1 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN ;
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT ;
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI ;
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS ;
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE ;
- pour la médiathèque William Shakespeare, Monsieur Lionel HAURAIX. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions Madame Perrine MOURIES ;
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA ;
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS ;
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE ;
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM ;
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON ;
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ ;
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT ;

- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur David-Jonathan BENRUBI, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, à Madame Marion LORIUS, à Madame Laetitia TOUCHARD et à Monsieur Jean-Marie FEURTET.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée au responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et du responsable de service adjoint, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, du responsable de service adjoint et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie DE SAINT-VAULRY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Valérie DE SAINT-VAULRY et de Madame Anaïs DANON, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliana STOPPA.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction ;

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 3-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone ;
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune ;
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès ;
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite ;
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany ;
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron ;
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache ;
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert ;
- Madame Florence PONTIER, pour la piscine Berlioux ;
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris ;
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès ;
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides ;
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon ;
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette ;
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-172274-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/10/21

Réception en Préfecture : 13/10/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président
à la présidence
de la Commission Consultative
des Services Publics Locaux (CCSPL)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1413-1 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 15 septembre 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger à la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux. Dans ce cadre, Madame Michelle CASSAR est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Toute délégation de fonction et de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-172314-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/10/21

Réception en Préfecture : 13/10/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Risques Pluvial et Inondation (RPI)

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Travaux de maintenance des clapets
mobiles du barrage Moulin Leveque sur le
Lez à Montpellier - Interdiction d'accès
aux berges du Lez, de pêche et d'activités
nautiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation n°MAR2020-0387 confié à Madame Véronique NEGRET, en charge du littoral, de la gestion des risques majeurs et de la GEMAPI ;
- CONSIDERANT l'ouverture intempestive des clapets mobiles du barrage de Moulin Leveque sur le Lez à Montpellier, survenue dans la nuit du 1 au 2 septembre 2021, et la vidange totale du plan d'eau amont,
- CONSIDERANT le caractère urgent des travaux de maintenance des clapets mobiles du barrage,
- CONSIDERANT l'abaissement nécessaire du plan d'eau amont pour réaliser les travaux;

Arrête :

Article 1 : l'accès aux berges ainsi que les activités nautiques et la pêche sont interdites sur le cours d'eau « Le Lez » entre le seuil de Garigliano et le barrage de Moulin Leveque.

Article 2 : Cette interdiction court sur la période du 29 novembre 2021 au 17 décembre 2021.

Article 3 : Les infractions constatées au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 nov. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Véronique NEGRET

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-175757-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/11/21

Réception en Préfecture : 26/11/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces PublicS (PEPS) est composé des deux directions et des deux services suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
- Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion
- Pluvial Urbain
- Eclairage Public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude CANADAS, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Jean-Claude CANADAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Jean-Claude CANADAS, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle Territorial Cadoule et Bérange
- Pôle Territorial Littoral
- Pôle Territorial Piémonts et Garrigues
- Pôle Territorial Plaine Ouest
- Pôle Territorial Vallée du Lez
- Pôle Territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis et accords techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies situées sur le territoire de Montpellier hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Michel SOUM, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.



En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Michel SOUM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Michel SOUM, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Monsieur Nicolas DUBOIS, responsable du Pôle Territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas DUBOIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas DUBOIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du Pôle Territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du Pôle Territorial Piémonts et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;

- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Aurélien CHAREIRE, responsable du Pôle Territorial Plaine Ouest, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Cédric HERMITTE, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur Cédric HERMITTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur Cédric HERMITTE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du Pôle Territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité ;
- En matière de police de coordination, délégation de signature pour les autorisations d'ouverture de chantier (AOC) en lien avec les travaux ou les interventions sur le domaine public routier métropolitain pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la Cellule Ingénierie du Pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police de conservation, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de la gestion du domaine public routier métropolitain, cette délégation s'entendant dans le périmètre en et hors agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Le responsable du service Exploitation des services de déplacement reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation des services de déplacement, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation des services de déplacement et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre de cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL, ces délégations sont accordées au responsable du service Exploitation des services de déplacement.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et du directeur adjoint, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, du directeur adjoint et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Vincent BIMBARD, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent BIMBARD et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur

Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Madame Julie RESPLANDIN, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie RESPLANDIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont à Monsieur Vincent BIMBARD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie RESPLANDIN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Vincent BIMBARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maîtrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FUCHS, de Madame Laurence BURGAUD et de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Mylène BEGOS, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mylène BEGOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mylène BEGOS, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christelle GERMAIN, responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle GERMAIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle GERMAIN, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 nov. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/11/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-176218-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/11/21

Réception en Préfecture : 24/11/21

Notifié le : 24/11/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

Partie IV
Arrêtés individuels

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
MAI2021-0098	Arrêté d'alignement individuel - Parcelle cadastrée CS 37 - 758, Chemin des Mendrous - Commune de Castelnau-Le-Lez	502
MAI2021-0121	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE (GROUPE OC SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	504
MAI2021-0122	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	512
MAI2021-0123	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE DU PARC (GROUPE CLINIPOLE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	520
MAI2021-0124	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	529
MAI2021-0126	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	536
MAI2021-0130	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE (GROUPE OC SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	543
MAI2021-0134	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INESAAE SUPAGRO LA GAILLARDE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	552
MAI2021-0139	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	561



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté d'alignement individuel
Parcelle cadastrée CS 37
758, Chemin des Mendrous
Commune de Castelnau-Le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L112-1 à L112-8 et L141-3,
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de la « Voirie et Espace Public » ;
- VU la volonté de constater la limite de la voie publique nommée Chemin des Mendrous sur la commune de Castelnau-le-Lez au droit de la propriété riveraine et de délimiter entre la propriété publique métropolitaine relevant de la domanialité publique routière sis Chemin des Mendrous, et la parcelle cadastrée section CS n° 37 ;
- VU le plan et le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par Monsieur CHEVALLIER Julien, Géomètre-Expert, en date du 20 avril 2021, annexé au présent arrêté conforme à la doctrine de l'Ordre des géomètres experts (Conseil Supérieur 24 janvier 2017) ;

A R R E T E

Article 1 : Les limites de propriété sont fixées suivant la ligne de 100-101.

Nature des limites :

- Entre les points 100 et 101, la limite est fixée selon l'alignement desdits points.

Le plan intégré au procès-verbal susvisé permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets.

Article 2 : La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et(ou) les points de limites communs.
- D'autre part, de constater la limite de fait, par décision unilatérale, correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu, entre la voirie Chemin des Mendrous sise à CASTELNAU LE LEZ et la propriété riveraine appartenant à Monsieur et Madame ROUSSET.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié aux riverains concernés : Monsieur et Madame ROUSSET, propriétaires de la parcelle cadastrée CS 37, ainsi qu'à Monsieur CHEVALIER Julien, Géomètre-Expert.

Article 4 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-171371-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 21108m-01-PV DELIMITATION 3P.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
SA Clinique CLEMENTVILLE (GROUPE
OC SANTE) dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE,

- dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysséum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,
- représenté par Monsieur Guillaume PONSEILLE, en qualité de Directeur,

L'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE,

- est situé au 25 rue de Clémentville à Montpellier 34070,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KS 59, 72, 174, 178, 180 et KR 493, 511.

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue des Coronilles à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Activités de soins,
- Cancérologie,
- Chirurgie,
- Maternité,
- Médecine nucléaire,
- Oncologie et pneumologie,
- Soins d'urgence,
- Chimiothérapie,
- Maternité,

- Restauration,
- Locaux techniques.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 470 801 358 00016
- Code NAF : 851 A

L'Etablissement SA Clinique CLEMENTVILLE abrite dans ces locaux l'entreprise SCM SCINTIDOC dont le siège social est situé au 25 rue de Clémentville à Montpellier 34070 et qui est représentée par Madame FAUROUX-VANAUD Régine, en qualité de Médecin Nucléaire,

L'activité de la société SCM SCINTIDOC est celle d'un Etablissement de santé,

Qui comporte les opérations industrielles suivantes :

- Médecine nucléaire.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 390 098 465 00011
- Code APE : 8219 Z

Les Etablissements Clinique CLEMENTVILLE et SCINTIDOC ne sont pas des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement Clinique CLEMENTVILLE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement Clinique CLEMENTVILLE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jour franc, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170887-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD Clinique CLEMENTVILLE 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE
OC SANTE) dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE),

- dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,
- représenté par Monsieur Guillaume Ponceillé, en qualité de Directeur,

L'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE),

- est situé 220, boulevard Pénélope, CS 59523, 34960 Montpellier Cedex 2,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : SK 173, 174, 176, 177 et 190,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Cardiologie (cardiologie interventionnelle et chirurgie cardiaque)
- Neurochirurgie (fonctionnelle, médicale et chirurgicale)
- Gériatrie (service de court séjour gériatrique)
- Urgences

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 194 avenue Nina Simone à Montpellier.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 458 800 349 00029
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE DU MILLENAIRE (GROUPE OC SANTE) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan

24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170898-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD Clinique MILLENAIRE 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE DU PARC (GROUPE
CLINIPOLE) dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE DU PARC (GROUPE CLINIPOLE),

- dont le siège social est situé au 50 rue Emile Combes, 34170 CASTELNAU LE LEZ,
- représenté par Monsieur DEJEANS Pierre, en qualité de Directeur,

L'Etablissement CLINIQUE DU PARC,

- est situé 58 rue Emile Combes à Castelnau Le Lez 34170,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BD 153, 154, 174, 177, 179, 182, 185, 187, 188, 193, 194, 195, 198, 200, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 222.

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités d'établissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé rue Emile Combes à Castelnau Le Lez 34170

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- L'Orthopédie,
- La Rhumatologie.
- La Gastro-entérologie,
- L'Uro-néphrologie,
- Le Pneumologie,
- L'Oto-rhino-laryngologistes,
- L'Angiologie,
- La Cardiologie,
- L'Onco-hémathologie,
- La Neurologie,
- La Gériatrie,
- L'Addictologie,

- La Médecine et la Chirurgie esthétique,
- L'anesthésie-réanimation,
- Les Urgences,
- L'Imagerie médicale,
- La Biologie,
- La Kinésithérapie

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 466 800 059 000189
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement CLINIQUE DU PARC n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

L'établissement CLINIQUE DU PARC abrite dans ses locaux l'organisme suivant :

NEFROCARE

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Séance de dialyse,
- Traitement de l'eau pour dialyse.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 449 554 781 00012
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement NEFROCARE n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE DU PARC doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE DU PARC, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement CLINIQUE DU PARC désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement CLINIQUE DU PARC devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement CLINIQUE DU PARC et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement CLINIQUE DU PARC s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE DU PARC, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE DU PARC de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE DU PARC sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170988-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CLINIQUE DU PARC 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE MAS DE ROCHET dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET,
dont le siège social est situé à 563 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez 34170,
représenté par Monsieur PICARD Jean Marc, en qualité de Directeur,
implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AT 32, 83, 84 et 85
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Médecine générale,
- Néphrologie,
- Maladies du sang,
- Onco-hématologie,
- Post-urgences
- Soins de suites et de réadaptation,
- Suites de greffes de moelle osseuse,
- Soins palliatifs,
- Gériatrie
- Restauration

dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 563 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez 34170.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 424 596 492
- N° SIRET : 424 596 492 00043

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les

effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de

l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE MAS DE ROCHET sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan

24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-171008-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CLINIQUE MAS ROCHET 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n° M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté MAR2020-0296 du 6 août 2020 portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA,

- dont le siège social est situé au 715 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau Le Lez,
- représenté par Monsieur MICHEL Bernard, en qualité de Directeur Général,

L'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA,

- est situé au 715 Chemin du Mas de Rochet à Castelnau Le Lez,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrales est : AT 29,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin du Mas de Rochet à Castelnau-le-Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de maintenance,
- Cuisine collective,
- Soins médicaux,
- Buanderie.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 349 490 094 00019
- Code NAF : 8610 Z.

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2

dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté

d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie. A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE LES JARDINS DE SOPHIA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est

impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 oct. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 14/10/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-171359-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/10/21

Réception en Préfecture : 14/10/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CLINIQUE JARDIN DE SOPHIA 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CLINIQUE FONTFROIDE (GROUPE
OC SANTE) dans le système de collecte et
de traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;**
- **Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;**
- **Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;**
- **Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;**
- **Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;**
- **Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;**
- **Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;**
- **Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;**
- **Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;**

Partie IV
Arrêtés individuels

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	
MAI2021-0130	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE (GROUPE OC SANTE) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	
MAI2021-0134	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement INESAAE SUPAGRO LA GAILLARDE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	
MAI2021-0139	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE (GROUPE OC SANTE),

- dont le siège social OC SANTE est situé à Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537 à Montpellier 34960 Cedex 2,
- représenté par Madame LAVERGNE Nicole, en qualité de Directrice,

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE,

- est situé Parc Euromédecine, 1800 rue de Saint Priest à Montpellier 34097 Cedex 5
 - est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : TK 05,
- ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1800 rue de Saint Priest à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Rééducation fonctionnelle polyvalente.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 344 577 564 00018
- Code NAF : 8610 Z

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les

effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE de

rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CLINIQUE FONTFROIDE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 18 nov. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-171621-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/11/21

Réception en Préfecture : 22/11/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD Clinique FONTFROIDE 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
INESAAE SUPAGRO LA GAILLARDE
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole
aux conditions décrites dans le présent
arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Métropole de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement INESAAE Institut Agro – SUPAGRO LA GAILLARDE,

- dont le siège social est situé au 42 rue Sceffer – 75116 PARIS,
- représenté par Anne-Lucie WACK, en qualité de directrice générale de l'Institut Agro,

L'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE,

- est situé au 2 Place Pierre Viala à Montpellier 34060,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : KO199, KM 217, KP 34, 291 et 299 et KT 349, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de Centre International d'études supérieures et de recherches en sciences agronomiques pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement dans le réseau séparatif, via huit branchements situés rue de la Croix de las Cazes, avenue du Professeur Louis Ravas, rue Henri Mares, avenue d'Assas à Montpellier et dans le réseau unitaire, via sept branchements situés avenue de l'Agriculture, avenue de La Gaillarde et rue de las Sorbes.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoires de recherches végétales,
- Salles de travaux pratiques,
- Locaux techniques et chaufferies,
- Restaurant,
- Serres d'expérimentation, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 130 026 222 00054
- Code APE : 8542Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumise à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier Sarlat, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

L'entité, de l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE, qui est soumise à la redevance des rejets non domestiques est la suivante pour les points de rejets suivants :

- Point de rejet n°1 (Bâtiments 7, 21, 22, 23 et 24)
- Points de rejet n°2 (Bâtiments 8, 9, 11, 25 et 26)
- Points de rejet n°3 (Bâtiments 27 et 28)
- Points de rejet n°4 (Bâtiments 29, 31, 32, 37 et serre 37)
- Point de rejet n°5 (Bâtiment 33)
- Point de rejet n°8 (Bâtiment 12)
- Point de rejet n°8 bis (Bâtiment 13)

En revanche les points de rejets suivants :

- Point de rejet n°6 (Bâtiment 34)
- Point de rejet n°7 (Bâtiments 1, 2, 3, 4 et 6)
- Point de rejet n°17 (Lotissement Résidence des étudiants)
- Point de rejet n°9 (Bâtiments 20)
- Point de rejet n°12 (Bâtiment 19)
- Point de rejet n°11 (Bâtiments 15 et 16)
- Point de rejet n°10 (Bâtiments 14, 17 et 18)
- Point de rejet n°20 (Bâtiment 36)

sont assimilés à des rejets assimilés domestiques et ne sont pas soumis à la redevance des rejets non domestiques. Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SUPAGRO LA GAILLARDE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 18 nov. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-172696-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/11/21

Réception en Préfecture : 22/11/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD SUPAGRO 2021-2026 pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
SNCF TGV (vidange) dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SNCF VOYAGEURS,

- dont la raison sociale est SNCF VOYAGEURS Technicentre Sud est Européen
- dont le siège social est situé au 1, rue du TGV à Villeneuve St Georges 94190,
- représenté par Monsieur MERKHOUF Florence, en qualité de Directrice de l'Etablissement,

L'Etablissement SNCF VOYAGEURS,

- est situé rue Victor Roger 34000 Montpellier
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OL 76, OL 28 et OO 39, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Maintenance et nettoyage de matériels ferroviaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 56 avenue du Marché Gare à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Vidange et remplissage des sanitaires et autres réservoirs des véhicules
- Mise en propreté générale intérieure

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 519 037 584 09554
- Code NAF : 4910 Z

L'Etablissement SNCF VOYAGEURS n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine dans la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SNCF VOYAGEURS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SNCF VOYAGEURS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SNCF VOYAGEURS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SNCF VOYAGEURS devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SNCF VOYAGEURS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SNCF VOYAGEURS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SNCF VOYAGEURS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SNCF VOYAGEURS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SNCF VOYAGEURS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 18 nov. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-173536-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/11/21

Réception en Préfecture : 22/11/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD SNCF TGV 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.